LA VIE INTELLECTUELLE

Numéro spécial

CHANCES DE LA FRANCE

et note sur
LE SACERDOCE DES PRÊTRES-OUVRIERS

REVUE MENSUELLE
FÉVRIER 1954

LES ÉDITIONS DU CERF - PARIS

SOMMAIRE

CHANCES DE LA FRANCE

V. I.	: **La France et les Français**	1
L. HENRY	: **Natalité et vitalité**	7
J. DUMONTIER	: **Croissance de l'économie**	18
J.-M. DAUZIER	: **L'expansion agricole**	32
A. FRISCH	: **L'industrie française peut être majeure**	42
M. LEBACHELIER	: **Les jeunes et la vie publique**	50
R. DELAVIGNETTE	: **L'Union française et l'avenir de la France**	59
E. MAISSI	: **La France parmi les puissances**	70
A. VIATTE	: **Plaidoyer pour les relations culturelles**	80
E. BORNE	: **Eloge de la pensée française**	90
A. LICHNEROWICZ	: **L'aventure scientifique**	105
Y. CONGAR	: **Jésus-Christ en France**	113

LES SIGNES DU TEMPS

Les délectations moroses (L. Bazoilles) 131
Que cache le calme de l'Algérie ? (R. Montagne) 133
Liban, amitié sans liens (P. Rondot) 135
Azimuts : Les pauvres et les saints (A.-Z. Serrand) 137

PORTRAIT

Monsieur, Madame et les petits Dupont (G. Hourdin)..... 139

CHRONIQUES

Arts : Lorsque l'art ne plaît pas aux marchands (R. Vrinat). 144
Lettres : Le mythe de l'échec (G. Venaissin) 149
Théâtre : Bons acteurs cherchent bons auteurs (H. Gouhier). 152
Télévision : Une chance à courir (J.-L. Tallenay) 156

DOCUMENT

La France a-t-elle encore sa chance ? (Jean Thomas)..... 160

M.-D. CHENU : **Le sacerdoce des prêtres-ouvriers** 175

Nouvelle forme de la charité
p. 68

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — FÉVRIER 1954

CHANCES DE LA FRANCE

La France et les Français

I

Le présent cahier de « La Vie Intellectuelle » *développe un inventaire des chances de la France et propose par conséquent une invitation à l'optimisme. Une chance est un bonheur de rencontre et de situation, elle est cette lumière dans les choses que nous avons raison de prendre si aisément pour un signe d'intelligence que nous font le destin ou la Providence. Une chance est ce bonheur dont les auteurs de notre tradition faisaient une condition nécessaire quoique insuffisante de la vertu, c'est-à-dire du courage et de la volonté d'entreprendre. Or il y a des chances de la France qui toutes ensemble composent la figure d'un assez clair bonheur.*

Nous n'avons pas cédé en écrivant ces pages à un accès d'orgueil ou de vanité nationalistes. Le nationalisme, comme langage et comme humeur, redevient à la mode. Ces circonstances ne sauraient rien changer à nos convictions fondamentales ; comme le rationalisme interrompt le mouvement de la raison vers la vérité ou comme le fidéisme brise l'élan de la foi vers le sacré, le

nationalisme barre à la nation les voies royales de la grandeur de la France pour nous claquemurer dans la mystique close d'un nationalisme.

Nous n'entendons pas non plus abdiquer cet esprit d'exigence qui nous oblige, mois après mois, à dénoncer les malfaçons de nos institutions, les erreurs ou les incertitudes de notre politique, la médiocrité de nos mœurs publiques ; l'exercice de la critique est l'une des fonctions de notre métier de clercs — dans le sens le plus universel et le moins clérical du mot. Nous convenons cependant que, porté à l'absolu, l'esprit critique incline le jugement vers un système de pessimisme et de défaitisme. Interrogateurs des signes du temps, nous sommes parfois ces astrologues qui voient se lever sur l'horizon français plus de comètes néfastes que de planètes bénéfiques. Il est vrai que nous savons être aussi les astronomes sensibles aux lois et aux harmonies du ciel français, capables d'entendre la musique de nos plus proches sphères. Convenons que dans ce numéro l'astrologie le cède à l'astronomie, ce qui est, il nous semble, du bon progressisme. Ajoutons seulement que les chances françaises dûment dénombrées, nous n'aurons que plus de raisons pour désigner par son nom la lâcheté dans les hommes qui, conjurée avec la sottise dans les idées, menace de saccager les beaux bonheurs français.

Le propre du bonheur c'est d'être incarné et de préexister à la conscience qu'on en prend. On entre dans le bonheur comme dans un foyer chaleureux qui vous attend. Et le premier bonheur français c'est l'existence même de la France dans sa condition charnelle, enracinée dans un sol et surgissant d'une longue histoire. Après une suite plusieurs fois séculaire de grandes fortunes et de déchirantes infortunes, la chance majeure est qu'il se trouve encore une France, présente à elle-même, présente à l'Europe, présente au monde. Et si nous nous émerveillons d'un tel bonheur, c'est qu'il n'est pas l'aveugle résultat d'une fatalité d'inertie. Une nation ne

traverse pas tant de crises, dont chacune eût pu être mortelle, seulement parce qu'elle a l'habitude de vivre, mais plus profondément parce qu'elle est habitée et animée par une tenace volonté de vivre.

Vivre est difficile pour qui nourrit au secret de son cœur des tendances contraires; et la France a toujours été divisée d'avec elle-même, incertaine sur sa vocation et pourtant, et c'est ici la chance majeure, étrangement assurée de sa vocation. Il y a une France de la sagesse, et qui raisonne même ses folies, et cette prudence peut s'appeler circonspection et esprit petit-bourgeois; il y a une France missionnaire, une France de l'aventure et de l'héroïsme, qui s'est parfois occupée indiscrètement du destin d'autrui et qui si elle a été et est encore coupable de quelques oppressions a appris à ses propres opprimés le langage et les sentiments de la liberté, tant elle sait mal pratiquer les mœurs de la tyrannie. Il y a une France de l'esprit critique qui se complaît trop souvent dans le dénigrement de soi et il y a une France des passions absolues et qui quelquefois transforme en fanatisme et en intolérance même l'amour de la liberté. Il n'est pas de Français patriote qui par patriotisme n'ait exclu de la patrie quelques autres Français, et cependant ces hérétiques, traités comme des séparatistes, n'ont jamais été entièrement éliminés et servent à composer le visage de la France. La terreur de 93 a donné des lettres de noblesse à la fidélité monarchique ou plutôt à une conception aristocratique et féodale de la France qui n'a pas encore disparu. La répression de la Commune a créé un honneur révolutionnaire et fondé une sorte de religion civique à l'usage du prolétariat. La France est le pays qui ne sait jamais réussir ses épurations et ce n'est pas une malchance.

Ils entendent donc l'instinct profond de la France ceux des Français qui essaient d'assumer les divisions traditionnelles de leur patrie, de se modeler sur elles, de les dépasser et d'en faire, malgré les contestations de beau-

coup, un principe d'amitié civique, tel Charles Péguy, amoureux de la glèbe paysanne et passionné de culture classique, dreyfusard par souci du salut éternel de la France et patriote jusqu'au militarisme par inquiétude de son salut temporel, anticlérical jusqu'à cet excès de refuser aux « bureaucraties » romaines, comme il disait, le droit de mettre au pilori de l'Index un grand auteur français, et chrétien jusqu'à dialoguer dans la simplicité de son cœur avec les saints du paradis, son ange gardien et la Vierge Marie. Il faut de temps en temps que soient suscités des Français de ce style pour que nous connaissions mieux la figure contrastée de l'indivisible patrie.

La France est donc toujours plus que les Français. Nous ne sommes pas des nominalistes de la patrie ; la France n'est pas un mot sonore et vide qui désignerait une rencontre de hasard, une communauté toute matérielle. Mais nous écartons aussi toute idolâtrie réaliste qui diviniserait la France. Une certaine sensibilité de gauche veut la liberté et le bonheur des Français actuellement vivants, mais en les déliant du poids de l'histoire et de l'anxiété du futur. Une certaine idéologie de droite sacrifierait volontiers les Français à un mythe de la France éternelle. D'un côté on aimerait les Français contre la France, de l'autre on aimerait la France contre les Français.

Notre chance c'est que nous avons inventé un moyen d'aimer la France dans les Français et les Français dans la France, puisque nous nous sommes établis en République, pour désigner une réalité d'institutions et d'esprit qui a d'abord divisé les Français et qui pourrait profondément les unir. La République c'est la France confiée au plus humble des Français, et par conséquent l'appel à la conscience civique de chacun et de tous. Le paradoxe de la France est que ce peuple qui a épouvanté jadis la vieille Europe en lui lançant comme un défi ce mot de République, ce peuple si chatouilleux sur ses libertés, est à la fois le plus républicain et le moins répu-

blicain du monde. Car la carence française fondamentale, celle qui, aujourd'hui plus que jamais, risque de dévaster toutes nos chances, c'est une sorte d'impuissance à penser et à agir dans l'ordre proprement politique. Le peuple qui a découvert quelques grandes idées politiques qui honorent le génie humain est aussi celui qui se révèle aujourd'hui incapable de volonté proprement politique. Ce peuple si républicain dans l'instinct de son cœur agit comme s'il ne comprenait pas l'exigence républicaine fondamentale, qui est le primat de l'intérêt public sur les féodalités. Le mot de raison d'État qui a pris dans notre langage le sens le plus affreusement inhumain devrait et pourrait avoir la signification la plus haute et la plus libératrice jusqu'à se confondre avec la République elle-même. L'État qui s'est défait est à refaire en France[1]*, la politique est devenue un reflet trop fidèle de la peur de penser et de la peur d'agir qui, conséquence des récents embarras de la conscience nationale, paralyse les Français. Quel homme d'État aujourd'hui est capable de parler et de risquer au nom de la France entière? Et s'il n'a pas surgi c'est que les Français, malgré les apparences contraires, ne se sont pas éveillés aux nécessités de la vie proprement politique.*

On n'accusera pas l'incurable légèreté dont nous serions affligés, selon les voix étrangères qui nous prêchent indiscrètement la vertu. Certes nous sommes individualistes, chacun de nous veut d'abord être maître chez lui et répugne aux disciplines collectives; le seul grand effort de solidarité communautaire à des fins civiques pourrait se trouver dans la classe ouvrière s'il n'était détourné de ses buts naturels par une mystification dont les conservateurs s'indignent bruyamment dans la mesure même où ils en profitent. Mais l'esprit frondeur, la gentillesse désabusée ne sont pas malgré l'ap-

1. Le numéro de juillet de *La Vie Intellectuelle* sera consacré au problème de l'État.

parence le fond du génie français. La France se tromperait sur elle-même si elle se définissait comme le pays de la mesure, des joies tempérées et des coteaux modérés. Nous avons une tradition de grandeur austère qui est une vérité plus profonde. Henri Focillon aimait à dire que les Cisterciens, les Jansénistes, les Jacobins — saint Bernard, Pascal, Saint-Just — sont les représentants les plus valables de ce qu'il y a d'heureusement viril dans l'esprit français. Et au temps de notre dernière et plus terrible épreuve, la France et la République ont fini par se reconnaître dans le génie dur, pur et incommode d'un homme de cette tradition. Le problème est maintenant de savoir si dans ce monde dangereux, à l'âge de l'atome et des grands Empires, la France pourrait non pas survivre, mais ressusciter et rayonner. Notre réponse encore une fois est optimiste. La France a besoin de se sentir profondément menacée dans son être et dans ses valeurs pour être capable d'un sursaut libérateur. Or les dangers sont trop clairs. Et nous leur ferons face en allant jusqu'au bout de l'idée républicaine et en inventant une politique dans l'esprit de cette tradition d'exigence, d'austérité et de grandeur que nous disions. Alors la France se prouvera à elle-même que lourde à la fois d'une longue mémoire et d'une vaste espérance elle n'est pas ce peuple léger, cette Célimène des nations qui ne connaîtrait que l'art de plaire, de ne se point décider et de se faire mépriser. Hors ce redressement politique, la France gaspillera ses ultimes chances et ses derniers bonheurs.

Le pire pourtant n'est pas le plus sûr. Et nous tentons d'en apporter la preuve en montrant à chaque chapitre de ce cahier dédié à l'espoir combien, comme le disait un poète de Renaissance,

La France est bienheureuse, abondante et fertile.

V. I.

NATALITÉ ET VITALITÉ

La population d'un pays s'échelonne sur une centaine d'années d'âge ; la population active est née plusieurs dizaines d'années avant le moment où on l'étudie comme telle ; c'est assez dire que la démographie ne peut faire abstraction du passé et qu'un bref rappel historique est une introduction utile à une étude même rapide de la situation démographique de la France.

Nous pouvons d'autant moins négliger ce passé que nous lui devons une bonne partie de notre prestige et que si nous donnons, parfois, l'impression de vivre au-dessus de nos moyens c'est peut-être, en partie, par une prétention à ne pas déchoir, à continuer de tenir notre rang.

Sous Louis XIV, la France comptait déjà vingt millions d'habitants ; avec l'Empire d'Autriche, elle était la plus peuplée des puissances européennes de l'époque.

Sous la Révolution et l'Empire, la population du territoire actuel moins Nice et la Savoie était de vingt-sept à vingt-huit millions. La Russie était plus peuplée ; l'Empire d'Autriche à peu près autant, la Grande-Bretagne et la Prusse beaucoup moins.

Pour mesurer les modifications survenues depuis, comparons seulement avec la Grande-Bretagne. Vers 1800, elle comptait onze millions d'habitants, la France vingt-huit ; avant la première guerre, les deux pays comptaient quarante millions d'habitants environ ; avant la

deuxième, la Grande-Bretagne nous dépassait ayant plus de quarante-six millions d'habitants contre moins de quarante-deux en France. Depuis, la situation comparée des deux pays s'est peu modifiée, la France comptant aujourd'hui quarante-trois millions d'habitants la Grande-Bretagne, quarante-neuf millions.

Autrement dit, en cent cinquante ans, la population de la Grande-Bretagne, et comme elle la population des autres pays d'Europe, a augmenté beaucoup plus que celle de la France.

Nul doute que cette différence de rythme d'accroissement n'ait été préjudiciable à notre puissance et même à notre rayonnement puisque la pression démographique régnant en Grande-Bretagne, a, par le jeu de l'émigration, favorisé, par exemple, l'extension de la culture anglo-saxonne au détriment de la nôtre.

L'argument de la puissance politique et militaire peut paraître insuffisant, surtout si le prestige et la force demandent des sacrifices, et entraînent un abaissement insupportable du niveau de vie. Beaucoup le craignent et cette crainte résulte d'une idée enracinée dans l'esprit du public : que le nombre et le bien-être s'opposent toujours ; elle se traduit dans le langage courant par la formule « on est trop nombreux » considérée comme une évidence, surtout en période de chômage.

A ce compte, la France, où l'on a plus qu'ailleurs, et surtout plus tôt qu'ailleurs, évité « d'être trop nombreux » aurait dû, dès le siècle dernier, se trouver à la tête de l'Europe pour le niveau de vie, l'état sanitaire, le degré d'instruction, etc. Rien de tel, malheureusement, ne s'est produit ; on a vu, au contraire, notre état sanitaire faire moins de progrès que dans des pays en plein essor démographique, notre niveau de vie progresser moins vite que celui de populations à croissance rapide ; quant à notre qualité physique, elle ne s'est jamais manifestée sur les stades par une éclatante supériorité.

En d'autres termes, notre expérience n'a pas vérifié

que le petit nombre fût un facteur d'amélioration culturelle, économique ou sanitaire, au moins dans les conditions de l'Europe depuis la révolution industrielle. Qui plus est, l'expérience de pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, les Pays-Bas suggère qu'au moins dans certaines limites, qualité et quantité, niveau de vie et population peuvent augmenter en même temps, que la croissance démographique peut même être un facteur de mieux-être.

Considérons, par exemple, les frais généraux qui pèsent sur une nation comme sur une entreprise. On a évalué à 4/5e la part de ces frais qui est indépendante de la population. La charge par habitant diminue donc sérieusement à mesure que la population augmente. L'essor démographique est donc, ici, bienfaisant et il l'est d'autant plus que ces frais généraux ont eux-mêmes tendance à croître, du fait de l'évolution sociale et technique.

D'autre part, la population française, tout en n'ayant eu qu'un essor démographique modéré au XIXe siècle, a vu sa répartition géographique se modifier comme celle des autres populations de civilisation européenne. L'industrialisation a provoqué un gros afflux de population vers les villes et les centres industriels et l'essor démographique s'est accompagné partout d'une migration continue des campagnes vers les villes, c'est-à-dire des zones où l'essor démographique tendait à créer une surpression démographique, vers les zones d'appel caractérisées par de gros besoins de main-d'œuvre.

On conçoit aisément que ces mouvements se réalisent avec plus ou moins d'harmonie suivant la grandeur des forces centrifuges à la campagne, centripètes en ville et dans les régions industrielles. Dans certains pays actuellement surpeuplés, par exemple, l'appel de l'industrie est insuffisant pour décongestionner les aires rurales.

En France, s'est produit, semble-t-il, un phénomène

inverse ; l'appel vers les villes et certaines régions a été trop fort, eu égard au faible essor démographique et l'on a vu les deux tiers des départements français se dépeupler. Le déplacement des campagnes vers les villes, régulateur normal de tout essor démographique, a ainsi profité à quelques grands centres urbains au lieu de promouvoir un essor de la vie industrielle et urbaine dans tous ou, au moins, presque tous les départements. De ce déséquilibre du peuplement, il résulte que l'équipement immobilier ne correspond pas à la répartition actuelle de la population, qu'il manque par exemple des écoles dans les villes et que certaines écoles de campagne sont presque vides.

Au changement de la répartition géographique s'ajoute la modification de structure par âge qui résulte du déclin de la natalité ; elle est caractérisée par l'augmentation de la proportion des gens âgés ; c'est ce qu'on a appelé le vieillissement de la population. Ce phénomène est, lui aussi, commun à tous les pays de civilisation européenne puisque, chez tous, la natalité a baissé. Mais il a débuté beaucoup plus tôt en France qu'ailleurs du fait que la baisse de la natalité y a été beaucoup plus précoce. Ce vieillissement a comme résultat une aggravation de la charge que supporte la population active pour subvenir aux besoins des personnes devenues inactives (à la retraite ou malades) en raison de leur âge.

Certains pensent que, la proportion des jeunes diminuant en même temps que croît celle des personnes âgées, il s'établit une sorte de compensation. En réalité, les parents répartissant (sous forme d'instruction en particulier) sur des enfants moins nombreux, les ressources qu'ils auraient de toute façon consacrées à leur progéniture, la charge des jeunes ne diminue pas quand la population vieillit. On ne peut donc qualifier d'illusoires les problèmes posés par le vieillissement.

N'oublions pas, enfin, que l'accroissement démographique peut être bienfaisant dans la mesure où il pousse

une population à accroître ses ressources. D'autant que le malthusianisme ne se limite pas au secteur démographique et que la prudence qu'il révèle se manifeste dans d'autres domaines, de sorte qu'une population qui restreint son essor par crainte de manquer de ressources risque de freiner la production même de ces ressources. La crainte de perdre ce qui a été acquis conduit à la perpétuation de ce qui est, à la stagnation.

Tous les inconvénients d'un essor démographique insuffisant que nous avons mentionnés sont évidemment d'autant plus regrettables que le pays qu'ils affectent est plus loin du surpeuplement. Or, de l'avis de tous les spécialistes, la France était, avant-guerre, et est encore sous-peuplée.

Dans ces conditions, on comprend les alarmes que soulevait, avant-guerre, notre situation démographique.

Jusqu'en 1935, les naissances l'avaient le plus souvent emporté, en temps de paix, sur les décès. De temps en temps cependant, l'excédent de naissances se muait en déficit, dans les années où l'état sanitaire était plus mauvais que de coutume, ce qui manifestait que la marge des bonnes années était faible. En 1935 et dans les années qui suivent, l'excédent des décès s'installe d'une manière permanente sans que l'état sanitaire s'aggrave. La France paraissait donc entrer dans la phase de dépopulation réelle dont certains indices annonçaient depuis longtemps la venue.

Il se trouve, en effet, qu'une population croissant, même faiblement, peut continuer à avoir pendant un certain temps un excédent de naissances alors que le remplacement des générations n'y est pas assuré. Les naissances proviennent en effet avant tout de la population mariée en âge de procréer, c'est-à-dire de la partie de la population qui est née en gros de vingt à quarante ans auparavant alors que les décès frappent surtout la population âgée née il y a plus de soixante ans.

Tant que le vieillissement dû à la baisse de la natalité

n'est pas excessif, les effectifs qui fournissent la plus grande partie des décès restent assez faibles relativement à ceux qui fournissent les naissances pour que celles-ci continuent à dépasser ceux-là alors même que le nombre d'enfants par famille est déjà trop faible pour que les fils remplacent leurs pères et les filles leurs mères.

Pour savoir dans quelle mesure ce remplacement des générations est assuré, on calcule combien de filles nouveau-nées auraient de descendantes dans les conditions de mortalité et de fécondité de telle année ou de tel groupe d'années.

Le résultat de ce calcul a été appelé taux net de reproduction ; lorsqu'il est plus petit que un la fécondité étudiée ne suffit pas à assurer le remplacement des générations dans les conditions sanitaires du moment. Or en France, le taux net de reproduction était à peu près constamment inférieur à un depuis 1890.

Notre pays se trouvait donc en état de dépopulation virtuelle depuis de nombreuses années lorsque des excédents de décès sont apparus d'une manière régulière.

On doit cependant remarquer que certains facteurs temporaires ont alors joué pour précipiter le mouvement et que, sans eux, la dépopulation effective ne serait sans doute survenue qu'un peu plus tard.

Dans les années trente sont en effet arrivées à l'âge du mariage les générations nées pendant la première guerre mondiale. Comme de 1915 à 1919 les naissances ont été beaucoup moins nombreuses qu'avant et après, il y a eu vingt ans plus tard beaucoup moins de mariages, donc moins de naissances. A cet effet retardé de la première guerre s'est ajoutée la crise économique qui a poussé de nombreux ménages à retarder la venue d'un enfant.

Le rôle de ces facteurs temporaires semble avoir été peu aperçu avant-guerre, ce qui a contribué à accroître le pessimisme des jugements qu'inspirait notre situation

démographique. Moins visiblement mauvaise en leur absence, elle n'en aurait pas moins été très préoccupante.

Un autre point noir de notre situation démographique était l'état sanitaire de la population.

Tout d'abord notre taux brut de mortalité, ou nombre de décès de tous âges pour mille habitants, était plus élevé que dans bien des pays voisins. Cette infériorité résultait en premier lieu du vieillissement plus accentué de notre population. Comme la mortalité est surtout forte parmi les gens âgés, une population où la proportion des vieillards est forte a un taux de mortalité plus élevé qu'une population où cette proportion est moindre. La baisse précoce de notre natalité, cause essentielle du vieillissement plus accentué de notre population jouait, ici aussi, contre nous.

Nous aurions pu compenser dans une certaine mesure ce handicap hérité du passé si, à âge égal, notre mortalité avait été plus faible qu'à l'étranger. Mais il n'en était rien. La comparaison avec un certain nombre de pays européens de climat et de conditions de vie assez semblables aux nôtres montrait notre mortalité comme généralement trop élevée. La comparaison nous était particulièrement défavorable dans la petite enfance et à l'âge adulte. Dans cette dernière période de la vie, en particulier, la mortalité masculine était beaucoup trop élevée aussi bien par rapport à nombre d'autres pays que par rapport à la mortalité féminine. Chez l'enfant, c'était surtout la mortalité infantile, celle des enfants de moins d'un an, qui était trop élevée. Encore faut-il ajouter que cette mortalité est la somme de deux composantes, une composante endogène due à des causes antérieures à la naissance ou corrélatives à l'accouchement et une composante exogène qui traduit l'influence du milieu.

Or la comparaison avec l'étranger montrait que c'était essentiellement la composante exogène qui était trop élevée. Autrement dit, trop d'enfants mouraient chez

nous par manque d'une hygiène et de soins convenables.

Chez les adultes, on doit retenir, parmi les causes de notre excessive mortalité, la tuberculose et l'alcoolisation responsable, en particulier, de notre anormale surmortalité masculine.

La perspective d'une guerre avec le souvenir de celle de 1914-1918, de ses pertes énormes et de l'effondrement des naissances qui l'avait accompagnée, assombrissait encore le tableau ; on pouvait craindre, en 1939, que la France ne se relevât pas d'un nouveau conflit, quelle que fût l'issue de celui-ci.

Fort heureusement, la réalité a été, dans le domaine démographique, moins sombre que les pronostics.

Tout d'abord, les pertes en vies humaines ont été numériquement moins fortes qu'en 1914-1918 : 600.000 au lieu de 1.300.000. Moins exclusivement militaires elles n'ont pas, autant qu'en 1914-1918, affecté la structure par âge et par sexe de la population, de sorte que l'immigration survenue depuis a, à peu près, rétabli l'équilibre des sexes, et comblé les brèches dans les classes d'âge les plus touchées.

D'autre part, la baisse de la natalité pendant la guerre est restée très modérée malgré l'absence d'un grand nombre de Français déportés ou prisonniers ; la fécondité des ménages non séparés, au lieu de diminuer encore, a augmenté et a empêché que le nombre des naissances ne descende très bas. Aussi a-t-on enregistré à partir de 1943 autant de naissances que juste avant-guerre, c'est-à-dire un peu plus de 600.000.

En 1946, première année après la guerre, le retour des déportés et prisonniers l'année précédente a porté le nombre des naissances à 840.000 ; il a encore augmenté en 1947 et jusqu'en 1950 inclus est resté supérieur à 850.000.

On n'a vu d'abord dans cette brusque montée qu'une conséquence essentiellement temporaire de la fin de la guerre. Mais le maintien de la natalité à un niveau élevé

pendant plusieurs années consécutives, puis les études approfondies faites ces dernières années, ont montré qu'il y avait quelque chose de changé dans le comportement des ménages et il ne subsiste maintenant aucun doute que la fécondité légitime est maintenant nettement plus élevée qu'avant-guerre.

Les ménages formés depuis 1943 ont à égalité de durée de mariage le même nombre moyen d'enfants par ménage. On peut donc considérer que les ménages formés en 1943 ont un comportement caractéristique de la situation nouvelle. Or au bout de dix ans, il est né de mille mariages de 1943, près de deux mille enfants, soit autant que de mille mariages de 1925 après vingt ans de mariage. Jusqu'à présent, ce changement de comportement se traduit avant tout par une augmentation de la fréquence du passage du premier au deuxième enfant, et, à un moindre degré, du deuxième au troisième enfant. Il y a peu de changement pour le reste, c'est-à-dire dans la venue du premier enfant et dans la venue d'un nouvel enfant dans les familles qui en ont déjà trois et plus de trois.

Le maintien de cet état de choses conduirait à une forte diminution de la proportion des familles d'un enfant et à une augmentation des familles de trois enfants et plus.

Une baisse de la natalité est survenue depuis 1950. Très accusée de 1950 à 1951, elle a été moindre depuis et l'analyse montre que la baisse des naissances de 1951 à 1953 ne dépasse guère celle qui est due aux modifications de structure de la population sans changement du comportement des ménages depuis 1951.

Aussi peut-on conclure que même après la baisse de 1950 à 1951, dont les causes demeurent mal connues, la situation démographique de la France en ce qui concerne la natalité est satisfaisante puisqu'une natalité nettement plus forte qu'avant-guerre continue d'être un objectif souhaitable.

Il ne faut cependant pas oublier que le redressement observé a été fortement aidé par la politique familiale et qu'un retour en arrière dans ce domaine ou un retard croissant des allocations familiales sur les salaires pourraient tout remettre en question.

En plus des pertes en vies humaines dont elle est la cause directe, la guerre aggrave la situation sanitaire et cause indirectement bien des décès prématurés. Il ne faut cependant pas oublier dans les jugements qu'on est tenté de porter sur notre époque que les conséquences indirectes de la guerre sont, dans ce domaine, atténuées par les progrès de la médecine et par une plus grande disponibilité de subsistances qu'autrefois. Les risques d'épidémies et de famine en sont diminués. Aussi la surmortalité indirecte de guerre est-elle restée heureusement assez modérée.

Dès 1946 l'introduction des antibiotiques a provoqué une baisse sensible de la mortalité à tous les âges. Celle-ci s'est poursuivie depuis au-dessous de quarante à quarante-cinq ans. Au-dessus la situation paraît stationnaire aussi bien en France que dans nombre d'autres pays.

La comparaison avec l'étranger montre, en outre, que notre situation s'est dans l'ensemble plus améliorée que celle de nos voisins et que notre position relative est devenue moins mauvaise.

La mortalité par tuberculose a beaucoup diminué ; la surmortalité masculine est devenue moins anormale.

L'amélioration de notre situation sanitaire est cependant moins satisfaisante que celle que nous avons signalée pour la natalité.

La mortalité infantile a certes baissé, mais moins qu'à l'étranger, de sorte qu'ici notre situation comparée s'est encore aggravée. Une baisse rapide est pourtant possible : en cinq ans la mortalité infantile a diminué de moitié dans la Seine — mais les autres départements ont fait beaucoup moins de progrès.

Autre point noir, l'alcoolisation excessive de la population. Après un temps d'arrêt dû à la pénurie de guerre la consommation d'alcool est revenue à son niveau d'avant-guerre et avec elle les maladies et les fléaux sociaux qui l'accompagnent, cirrhoses, névrites, maladies mentales, délinquence.

Bref, l'on doit se réjouir des progrès réalisés depuis vingt ans, mais sans oublier qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'état sanitaire de notre pays.

Avec une natalité nettement plus forte et une mortalité plus faible, la France a, depuis 1946, des excédents de naissances qu'elle n'avait jamais connus jusqu'à présent, de 250.000 à 300.000 par an. Ces excédents sont, sans doute, destinés à s'amenuiser quelque peu dans les dix années à venir. L'arrivée à l'âge du mariage des classes restreintes nées après 1933 fait déjà baisser la nuptialité et après elle la natalité. Cependant, la population de la France doit continuer à s'accroître dans le proche avenir, quoiqu'à un rythme moins rapide que depuis sept ans.

Il y a là une nouveauté pour notre pays dont la population n'avait crû en moyenne que de moins de 50.000 par an entre 1870 et 1940, nouveauté que certains ont l'air de regretter en raison des problèmes qu'elle pose. Que le renouveau démographique puisse susciter dans l'immédiat certaines difficultés n'a peut-être pas de quoi étonner dans un pays qui avait à peu près totalement perdu l'habitude d'un accroissement de population susceptible de poser des problèmes à son économie. Mais ce serait à désespérer de la France si, après l'avoir souhaité, elle regrettait maintenant ce renouveau qui va l'obliger à renoncer au malthusianisme économique comme elle a renoncé à un multhusianisme démographique excessif.

L. Henry.

CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE

La caractéristique la plus nette de la civilisation moderne est la croissance économique. Non seulement le progrès technique apporte aux hommes et aux nations des richesses et des pouvoirs de plus en plus grands, mais encore la structure même des productions et des échanges se complique de plus en plus. Les uns acceptent cet état de fait ; les autres, au contraire, voient dans cette croissance rapide le symptôme d'une maladie de notre civilisation ou à tout le moins un éloignement de l'état de nature qu'ils jugent condamnable. Des propositions morales et même quelquefois religieuses sont avancées en fonction des positions prises implicitement et explicitement en face de la croissance économique. En réalité, on a tort de trop passionner le problème ; il faut d'abord examiner comme un physiologiste les problèmes de croissance avant de déborder sur le plan moral.

Le moteur

Pendant longtemps, la croissance des économies s'est faite à un rythme suffisamment lent pour ne pas avoir de conséquences graves sur la structure sociale ; ce n'est

qu'au commencement de l'ère capitaliste que la cadence de l'expansion économique a commencé à se développer. Elle ne releva point à l'époque d'un désir des particuliers ou d'une politique gouvernementale sciemment adoptée. Paré des vertus des anciens dieux, le chef d'entreprise apparaît à l'époque libérale comme le moteur de la croissance économique. A l'affût des nouveaux besoins, il était attentif à développer son potentiel de production. « Enrichissez-vous », disait le baron Louis [1], annonçant par là le principe du développement économique du XIX[e] siècle, l'appât du profit conduisant à des productions plus grandes. Plus tard, volontairement ou contraint par les intérêts privés, l'État est intervenu dans la vie économique. Mais l'augmentation de la production n'a pas toujours été l'objectif essentiel de la politique économique. Pendant tout le Moyen-Age, l'augmentation du niveau de vie n'a pas été pour les gouvernements un objectif systématique. Il a fallu attendre Henri IV pour mettre dans le minimum vital quatre poules par mois. Cependant le maintien des structures a paru pendant longtemps beaucoup plus important que leur amélioration.

La facilité croissante des communications est en grande partie responsable d'une évolution des mentalités et a mis la recherche d'un plus grand niveau de vie, donc la croissance économique, au rang d'un idéal politique. Chacun s'aperçoit que le niveau de vie de son voisin est supérieur au sien d'une certaine manière. Nous avons réalisé récemment que les États-Unis bénéficiaient de dentifrice à la chlorophylle, ce qui est pour nous une augmentation du standard de vie absolument

1. A moins que ces mots n'aient été prononcés par Guizot.

indispensable ; dans le temps on n'aurait pas connu ce perfectionnement et on n'aurait pas adopté si vite cette nouvelle consommation. Le rideau de fer a comme objectif principal d'empêcher les gens qui en sont à l'Est de percevoir toutes les données exactes du niveau de vie de l'Occident, de manière à porter un effort plus grand sur l'investissement.

Il est curieux de constater que, si le désir de cette augmentation du niveau de vie en est vif, cette croissance n'est pas du tout perçue d'une manière nette. Cette imprécision se reflète dans la mesure de cette grandeur abstraite que l'on appelle le minimum vital. Si l'on compare, par exemple, les besoins avancés par les syndicats ouvriers dans leurs revendications à différentes époques, on s'aperçoit que le contenu des budgets types représentatifs des minimums vitaux (qui sont précisément la concrétisation de ce niveau de vie) varie d'une manière considérable. C'est d'ailleurs normal, car, si une partie du minimum vital a un sens précis (celle qui comprend les aliments), le reste est une question de prise de conscience sociale. En Angleterre, en 1945, on voyait des personnages de rang important, vêtus cependant de vestons complètement élimés, rapiécés avec des bouts de cuir au bord des manches. Tout le monde était satisfait d'avoir de tels vestons : cela faisait même très bien et montrait qu'on était en période de crise. Trois ans plus tard, il eût été inadmissible de porter ces mêmes vestons. Le même haut fonctionnaire anglais qui était heureux avec son veston à bordure de cuir en 1945, se serait cru déshonoré s'il avait eu la même tenue en 1948.

Si on étudiait les variations de ces budgets types servant de base aux revendications salariales, on mettrait en évidence une évolution sociale. Ainsi, dans le budget-type de 1947, il y a des places au « Vel d'Hiv » : il est

d'ailleurs évident qu'un ouvrier, si humble soit-il, doit pouvoir s'associer aux réjouissances communes. Mais, il y a vingt ans, on n'y aurait pas pensé. En réalité, à part la première partie qui est alimentaire, le reste du budget-type est un désir de rémunération accrue plus qu'une augmentation du minimum vital. C'est ce qui explique que dans tous ces budgets la partie alimentaire est commune : les syndicats, les associations, le gouvernement, s'entendent très bien à ce sujet. Il suffit de prendre les canons construits par les diététiciens internationaux et de changer dans le cas de la France le lait par le vin ; on a une base sur laquelle on peut s'entendre. Mais pour le reste, le désaccord même montre l'enjeu de la revendication.

Même maintenant, la croissance de l'économie ne paraît pas le seul objectif auquel s'attaque un gouvernement. L'indépendance extérieure, tant sur le plan militaire que sur le plan politique, paraît aussi désirable à certains peuples qu'une amélioration de leur appareil productif.

De même, l'idéal d'une plus grande justice sociale peut quelquefois prendre le pas sur celui d'une croissance économique. La justice sociale n'a pas uniquement pour objet d'améliorer physiquement la répartition entre les différentes personnes, mais aussi de satisfaire le simple sentiment de justice. Elle n'est pas désirée pour son aspect matériel, mais surtout pour son aspect psychologique ; c'est ce qui explique certaines réactions défavorables de la population devant des objectifs tendant cependant à améliorer son niveau de vie. Cette réaction a une origine psychologique : l'homme est plus sensible aux différences de situation qu'aux situations elles-mêmes ; quand il a l'impression que la répartition des biens se détériore dans un pays et que l'objectif de

justice sociale n'est pas atteint, il en ressent un très vif mécontentement.

Il est évident que cet idéal de justice sociale ne peut pas être atteint en un jour, ne serait-ce qu'en raison des structures existantes : si nous arrivions à répartir instantanément le revenu national de la France d'une manière égale entre tous les Français, il faudrait supprimer du jour au lendemain les industries de luxe, ce qui ne peut pas se faire tout de suite, ne serait-ce que pour donner du travail à la main-d'œuvre qu'elles emploient. Aussi, l'objectif de justice sociale n'a pas été très défini en France bien qu'on en parle beaucoup, et il est assez curieux de voir que dans les dernières années les gouvernements français ne l'ont pas tellement mis à l'ordre de leurs préoccupations. A l'audition des discours des membres du gouvernement, on n'a pas tellement l'impression que cet objectif de justice sociale soit désiré pour lui-même. Bien entendu, on le proclame en fond de tableau, en fond de décor, mais on n'a pas trouvé une formule pour le réaliser, indépendamment des autres.

Cependant l'existence d'une concurrence internationale de plus en plus âpre rend inéluctable la croissance de toute économie, il semble donc difficile de ne pas mettre au premier rang de la politique actuelle les nécessités d'une production accrue.

Productivité individuelle

M. de la Palice dirait qu'une production nationale accrue ne s'obtient qu'en ajoutant des productions individuelles supérieures. La croissance de l'économie suppose donc que chaque entreprise produise plus avec les mêmes éléments ou produise autant avec moins de main-

d'œuvre, moins de matières premières ou moins de frais généraux. Ce problème, qui est celui de la productivité à l'échelon de l'entreprise, peut être résolu par trois moyens assez différents : les investissements, l'organisation et les changements dans la vocation des entreprises.

Quelle que soit la politique adoptée par le gouvernement ou le climat économique incitant les entrepreneurs à s'équiper, les investissements sont limités en quantité à l'échelon national par la part que l'ensemble des citoyens a décidé de ne pas consommer tout de suite. Certes, on peut l'accroître par des moyens appropriés, par exemple comme en Russie ou en Hollande pendant la période de reconstruction ; on peut également stimuler l'épargne en créant un climat de confiance. Mais au total la limite que l'on peut atteindre est plus stricte qu'on ne le croit habituellement.

On peut également agir sur la qualité des investissements en choisissant ceux qui donnent les meilleurs résultats. Un tel choix est lié à l'organisation des entreprises : celle-ci comporte des techniques maintenant bien connues. Elles portent essentiellement, en matière industrielle, sur un bon aménagement des fabriques, une manutention rapide des productions et une coopération de tous entraînée par un meilleur climat social. Elles comportent aussi une vulgarisation des techniques nouvelles, particulièrement en matière agricole. Enfin, elles impliquent une amélioration des méthodes commerciales, notamment en choisissant les stocks les moins lourds à supporter financièrement et en prospectant les marchés et les débouchés extérieurs.

Un troisième moyen, moins connu, est la concentration des entreprises ou, en sens inverse, leur éclatement. Il n'est pas prouvé que les entreprises géantes soient

les plus rentables, mais il est certain que des entreprises trop petites travaillent souvent à prix fort onéreux. En réalité, suivant les cas, l'expérience montre non seulement qu'un centre de production doit avoir une taille raisonnable mais encore que son activité doit s'étendre ou non à la fabrication de ses matières premières, au traitement de certains sous-produits, qu'elle doit ou non annexer des productions voisines. Dans chacun de ces cas c'est par tâtonnement que l'on arrive petit à petit à trouver la meilleure forme de production.

Devant ce perfectionement deux attitudes sont possibles. La première, seule admise pendant longtemps, estime qu'il s'agit d'une croissance naturelle de l'économie et que l'on est relativement impuissant à l'accélérer. Des variantes sont apportées à ce point de vue suivant que l'on admet que la cadence d'acroissement est constante dans le temps, qu'elle est affectée sensiblement ou peu par les crises économiques et les guerres ou enfin qu'elle trouve son origine dans certaines inventions lourdes de conséquences comme le développement des chemins de fer. Mais, dans tous les cas, nous subissons une évolution à laquelle nous ne pouvons pas grand-chose.

S'opposant à cet état d'esprit passif, certains pensent maintenant qu'il est possible par une politique appropriée d'accélérer la croissance de l'économie. Comme les raisons de désirer un tel progrès sont, on l'a vu, fort nombreuses, des politiques de productivité prennent naissance. Mais alors les problèmes de croissance qui, pour pressants qu'ils fussent, passaient précédemment au second rang, émergent alors et sont la cause de nombreuses difficultés sociales et économiques.

L'appel de l'inconnu

La première difficulté est celle de la connaissance de l'avenir. Si la production d'un pays augmente de 10 % sous l'effet d'une croissance naturelle ou imposée, sa répartition entre les différentes activités correspond-elle à ce que les diverses parties prenantes désirent ?

En premier lieu, on peut se demander si la répartition est bonne entre la consommation individuelle suivant sa forme classique, la consommation publique assurée par l'État, les frais d'une croissance ultérieure (notamment les investissements et l'organisation nouvelle), et le développement du commerce extérieur.

Il semble qu'une large part du mécontentement actuel du consommateur français soit justement due à une répartition qui le défavorise. De 1930 à 1938, la France ne s'est pas occupée de l'avenir ; elle a négligé ses investissements publics et privés. En outre, bénéficiant des recettes de l'étranger et ne faisant pas d'efforts substantiels pour ses territoires d'outre-mer, elle donnait au consommateur une part importante de la production. En 1954, malgré un relâchement sensible des efforts d'investissement, la part allant au consommateur est relativement moins importante. De même, les nouvelles qui nous viennent de Russie semblent indiquer que la consommation individuelle a dû voir sa quote-part augmentée.

Pour technique qu'il paraisse, ce partage constitue la toile de fond de toute politique économique. On doit être reconnaissant à M. Mendès-France de l'avoir indiqué en parlant des options nécessaires, mais il n'est pas sûr que notre pays veuille entendre la voix de la raison.

Mais il est d'autres difficultés ; il ne suffit pas, en

effet, d'affecter au consommateur une part supplémentaire de la production, il faut encore savoir quelle sera cette production. Le Commissariat général au Plan a prévu une augmentation de la production industrielle de 25 % et une augmentation de la production agricole de 20 % dans les quatre années à venir. Rien ne prouve que le consommateur portera son choix vers les produits qui résulteront de cette croissance de production. Parmi les produits industriels eux-mêmes on ignore quels sont ceux qui seront demandés. Le Français de 1958 voudra-t-il des appareils de télévision, des mobilettes, ou consacrera-t-il le surplus de ses revenus à l'amélioration de ses repas ? La réponse à de telles questions devrait pourtant être connue quel que soit d'ailleurs le régime économique sous lequel nous vivons. C'est évident lors de l'établissement d'un plan, mais cette nécessité n'est pas moins grande sous un régime complètement libéral. L'interdépendance des différentes productions est trop grande pour qu'une entreprise privée se lance au hasard dans des frais nouveaux au-devant d'un consommateur dont elle ignore les besoins. Un excellent exemple en est donné par l'industrie chimique en pleine expansion mais qui ne sait pas de quel côté faire porter ses efforts ; elle ignore aussi si elle doit mettre en œuvre des fabrications de nylon ou au contraire adopter une autre fibre artificielle. L'exiguïté de l'économie française rend ces problèmes encore plus difficiles : une seule grosse usine est, en effet, suffisante pour fabriquer la matière première nécessaire aux bas de toutes les Françaises.

On pourrait compter sur le commerce extérieur pour assurer la correspondance de la production à la consommation, non seulement en volume, mais également en qualité. C'est à un tel travail que s'adonnent les commissions sénatoriales des États-Unis, ouvrant ou fer-

mant les frontières de leur pays pour assurer cet équilibre. Malheureusement, tous les États ont la même idée, et la France est particulièrement mal placée pour rejeter sur les autres ses propres difficultés. Bien au contraire, l'ignorance des grands courants d'échanges dans laquelle nous nous trouverons dans quatre ou cinq ans ajoute une inconnue de plus à celles que nous connaissons déjà.

Les difficultés de la croissance

En admettant résolue cette première difficulté, c'est-à-dire en supposant que l'on puisse connaître la modification à apporter à l'organisme économique pour lui assurer une croissance harmonieuse, encore faut-il faciliter ces changements. Non seulement certaines consommations diminuent quand la consommation générale augmente : c'est le cas du pain remplacé par la viande et, semble-t-il, celui du chocolat. Mais encore les améliorations de productivité affectent des productions qui doivent se développer moins que la moyenne des productions du pays. Dans ce cas, il faut assurer un déplacement de main-d'œuvre, de matières premières, d'outillages vers les productions favorisées.

Ces changements se présentent d'ailleurs de manière tout à fait différente suivant les espèces. Certaines de leurs actions immédiates soulagent l'organime économique du pays. C'est le cas par exemple d'une amélioration de production entraînant une moindre consommation de cuivre, de charbons riches, bref économisant les matières importées. C'est également le cas des économies de main-d'œuvre réalisées dans des secteurs qui en manquent, comme celui du bâtiment dans lequel un

rendement accru permet d'augmenter la production sans dommage.

Dans d'autres cas, au contraire, la croissance de l'ensemble entraîne des changements de détail qui sont toujours coûteux, en argent, en organisation ou en souffrances humaines. Tel est le cas de l'augmentation de la productivité agricole diminuant l'effectif des travailleurs des champs ; tel est celui de l'abandon de certaines consommations de charbons pauvres réduisant à néant certains efforts d'investissements miniers ; tel est également le cas de la modernisation du commerce qui diminue le nombre des boutiques.

La santé d'un organisme économique se mesure à la facilité avec laquelle il supporte des changements. La résistance à cette évolution sera d'autant plus grande que la profession se sentira protégée ; elle paraît être faible dans le cas contraire, notamment sous la poussée de la concurrence internationale. Bien entendu, les difficultés s'accroissent quand l'effort doit être rapide. Lorsqu'une suite de politiques a empêché pendant de longues années les changements nécessaires et que ceux-ci deviennent de plus en plus urgents, le problème n'est pas économique mais devient social et politique.

La socialisation du problème n'est pas nouvelle. Tous les régimes économiques modernes sont bâtis en réalité sur le point de savoir qui supportera les frais de la croissance économique. Au XIX^{e} siècle, l'acceptation tacite d'un certain chômage de la main-d'œuvre et des faillites des industriels réglait le problème. Au fur et à mesure que la prise de conscience de communauté nationale sur un plan économique augmente la sensation de solidarité entre tous les Français, se dégage petit à petit la notion d'assurance contre les risques du changement. Puisque certains incidents de croissance sont

imprévisibles, il n'y a aucune raison de pénaliser ceux qui trouvent en eux la perte de leur emploi ou de leurs capitaux. Aussi l'on voit apparaître timidement des formes d'assurances-chômage ou de garanties du capital. Pour hardies qu'elles soient, ces conceptions nouvelles sont peut-être celles de l'avenir. L'expérience actuelle montre en tout cas qu'un moyen terme entre les risques individuels du XIX^e^ siècle et une assurance sociale contre ces risques tels qu'on vient de la définir ne donne pas des résultats satisfaisants.

La politisation des problèmes économiques de croissance est de son côté due avant tout au retard particulier de l'économie française. La croissance économique harmonieuse de la France suppose, par exemple, la reconversion totale du vignoble languedocien, le raccourcissement rapide de certains circuits de production. En temps normal, limités à une échelle plus petite, ces problèmes auraient pu rester sur le seul plan économique. Ils intéressent maintenant une partie trop importante de la population pour ne pas être portés sur l'arène politique.

Par ailleurs, le maintien prolongé des situations anormales se combine avec notre conception de la propriété pour donner une couleur politique à ces crises de croissance. Un exemple illustrera ce propos : Il y a plus de cinquante ans que des intermédiaires ont illégalement pris aux Halles de Paris une place qui ne leur était point due et pèsent ainsi sur la distribution des denrées alimentaires dans la capitale. Mais l'action illégale est depuis longtemps prescrite et les commerçants en place ont acquis ou hérité fort régulièrement de négoces officiellement honorables bien que nuisibles à l'activité de l'agglomération parisienne. L'État a présidé à ces transmissions et l'intermédiaire actuel ne peut pas être tenu

pour responsable de la considération qui s'est depuis plusieurs générations attachée à son emploi. C'est une des raisons pour lesquelles le Conseil municipal de Paris défend les intérêts privés des Halles au point de vouloir faire abroger les décrets-lois, pourtant timides, pris cet été par le gouvernement. Toute une hiérarchie des valeurs sociales s'est peu à peu greffée en fait sur des actions illégales.

Conclusion

La croissance de l'économie pose donc des problèmes complexes et apparemment insolubles, débordant sur le plan social et sur le plan politique.

Deux dangers opposés résultent de ce déplorable état de fait. Le premier s'apparente à une tendance matérialiste et a été souvent signalé par les autorités spirituelles. Devant l'énormité de la tâche à accomplir, on a tenté de tout sacrifier à cet objectif économique et de donner comme idéal à une action gouvernementale comme à une action sociale, le seul souci de promouvoir la croissance économique.

Le second péril paraît plus grave, car il est moins connu. Il est d'attacher à des formes de structures, qui n'ont en elles aucun mérite, une valeur morale ou sociale bien définie. Telle est la lamentation à propos de l'exode rural, confondu d'ailleurs avec la diminution du nombre des agriculteurs. Tel est l'intérêt, quelquefois trop prononcé, d'autorités spirituelles ou morales vers la défense d'une structure commerciale confondue avec les qualités de la classe moyenne qui la composent. S'il se généralisait, ce pharisianisme économico-social aboutirait très rapidement à un conflit insoluble et à la perte

du sens de la dignité nationale. Les partis d'extrême-gauche l'ont bien compris qui surenchérissent sur les doléances des commerçants et de certaines formes d'exploitations rurales. L'impasse politique dans laquelle se sont engagés l'Assemblée et le gouvernement français provient essentiellement d'une confusion de ce genre mais qui n'est pas spéciale à l'économie. Les valeurs morales sont mobilisées au service des intérêts privés et particulièrement pour s'opposer à tout changement : le conservatisme, dans ce qu'il a de condamnable, ne retarde pas la croissance, mais la rend plus dommageable pour tous.

La croissance économique a ses lois qui ne sont pas encore très bien connues. Peut-être l'effort le plus important est-il de les mieux faire connaître afin de pouvoir faire admettre par une grande majorité de ce pays une action commune et une répartition la moins mauvaise possible de sacrifices à supporter.

Jacques Dumontier.

L'EXPANSION AGRICOLE

Les conditions de l'expansion

Le vrai problème reste, en France, celui des rapports agriculture-industrie

L'évolution économique de la plupart des pays d'Europe occidentale, depuis le XIX^e^ siècle (Grande-Bretagne, Allemagne, Pays-Bas, sans parler des U.S.A.), se caractérise par le *triomphe* de l'industrie sur l'agriculture qui voit sa population active diminuer *relativement* d'une manière considérable. Dans chacun de ces pays, le choix entre agriculture et industrie s'est posé d'une manière très claire ; il n'en est pas de même en France. Ce pays semble voué ou condamné à l'équilibre, mais à un équilibre purement statique. Depuis un siècle les forces de l'agriculture et celles de l'industrie se sont opposées chez nous de la manière la plus stérile et la plus vaine.

Les caractères originaux de l'agriculture française en sont, sans aucun doute, une des causes. Il ne convient pas, en telle matière, de raisonner trop schématiquement et de croire qu'en 1954 l'évolution économique et sociologique de notre agriculture, pour ne pas dire du pays, sera celle de l'Angleterre, ou des États-Unis à la fin du XIX^e^ ou au début du XX^e^ siècle. La diversité originale de l'agriculture, celle de sa production, de ses climats

ou ses sols, ou de ses exploitations, sur une surface aussi limitée, pose un problème bien plus complexe. Quant à l'industrie française, son développement est difficilement comparable à celui de l'industrie anglaise, n'ayant pas disposé des énormes réserves d'énergie, du monopole quasi absolu du commerce mondial et des transports dont a bénéficié, jusqu'à la dernière guerre, la Grande-Bretagne. A moins donc que la France, importatrice d'énergie et de matières premières, trouve sur son territoire des ressources nouvelles et inespérées, devienne un grand pays producteur d'énergie atomique, la situation ne sera pas considérablement modifiée dans l'avenir.

Il résulte de cela que l'indutrie et l'agriculture, loin de s'opposer comme on voudrait le faire croire, devraient être *particulièrement,* spécifiquement en France, dans une nécessaire et salutaire harmonie. Plus que jamais, l'agriculture est liée à l'industrie et l'industrie à l'agriculture.

Le problème démographique : l'exode rural

C'est sans aucun doute le problème le plus grave et le nœud des rapports agriculture-industrie.

En 1901, la population agricole active était de		5.670.000
En 1946	—	4.020.000
En 1952 (chiffre approximatif)	—	3.800.000

soit 31 % de diminution.

Au commencement de 1952, la population totale a été estimée en France à 42.367.000 personnes dont 47 % vivent dans des communautés de moins de 2.000 personnes (population rurale), sur ces 47 %, 25 % vivent de l'agriculture (population agricole).

Aux U.S.A., pendant la même période (dix dernières années), la population agricole active s'est maintenue

en valeur absolue, c'est d'ailleurs le cas de la plupart des pays de l'Europe occidentale, sauf peut-être l'Angleterre. Dans ces mêmes pays, le rapport de la population rurale ou agricole active à la population totale a beaucoup diminué. Ceci signifie que depuis le début du siècle (et non au XIX^{e}) il y eut dans ces pays un accroissement important de la population totale, et l'abaissement en pourcentage de la population agricole active tient plus à ce fait qu'à un exode accéléré.

En France, le problème est tout particulier ; on peut, en effet, se demander si le maintien d'une forte population rurale est compatible avec l'accroissement de la productivité. Ceci ne peut, en tout cas, être vrai que dans une perspective d'accroissement important de la population totale qui est toujours un signe de richesse et non de régression.

De toute manière, si beaucoup de transferts sont souhaitables et possibles, il est, dans les conditions actuelles politiques et économiques, impensable de compter sur un exode agricole important pour accroître la productivité globale de l'agriculture. Il se ferait, en effet, dans la misère, et non dans l'expansion et la prospérité (exemple des U.S.A.).

Il est nécessaire d'ailleurs de souligner que cet exode rural (abandon des fermes) des régions pauvres ou surpeuplées est bien plus souvent la conséquence de la disparition des petites industries locales que de la situation propre de l'agriculture locale. Nous abordons là le problème le plus important. Il donne sur l'agriculture une vue nouvelle : *dans l'harmonisation des rapports d'échange agriculture-industrie, la mise en valeur du territoire, son aménagement, le maintien d'une forte population rurale justifiée et nécessitée par la déconcentration industrielle.*

Une fois encore, il n'y a pas de choix à faire entre l'agriculture et l'industrie, leur sort est lié, il n'y a pas de progrès possible de l'une au détriment de l'autre.

L'industrie est dominante

Il serait fastidieux d'énumérer la longue liste des industries de transformation des produits agricoles, de la sucrerie à la plus petite industrie de conserve, la manutention, les transports. Cette liste pourtant est riche d'enseignements. *C'est par l'industrialisation de ses produits (qu'elle soit coopérative ou capitaliste) que l'agriculteur se libère de son propre isolement et qu'il devient l'élément de base de toute une construction économique.* Particulièrement, *par la déconcentration,* l'industrie locale est non seulement une ressource pour la main-d'œuvre rurale, mais *elle oriente, elle construit* véritablement l'agriculture locale.

Une sucrerie, un abattoir industriel, une conserverie, une usine d'aliments du bétail, une laiterie, sont autant de foyers de richesses pour l'agriculture. Dans le domaine des industries diverses, le problème est identique, par leur implantation, petit à petit, elles modifieront la structure de l'agriculture voisine; de nombreux agriculteurs travaillant à l'usine peuvent ou louer leur ferme ou s'orienter vers des cultures mieux appropriées à leur nouvelle existence.

Au stade local, au stade régional, au stade national, l'industrie est dominante, c'est par elle que l'agriculture peut espérer trouver une prospérité nouvelle dans les secteurs déjà existants et dans ceux que la science créera dans l'avenir (notamment l'industrie des matières plastiques).

L'industrie, c'est-à-dire les industriels, doivent faire cet effort, sortir de cette routine mortelle, de cette aberration qu'est la méconnaissance systématique du monde rural et de ses problèmes. L'ignorance, la plus grande paresse intellectuelle, ont bien souvent réduit à néant des efforts méritoires. L'industrie doit guider l'agriculture, non seulement pour l'orientation des cultures et des

débouchés, mais devrait techniquement mettre à la disposition de l'agriculteur les moyens nécessaires au progrès, à l'élévation de son instruction et de ses connaissances. Les milieux industriels français ont oublié qu'il existe 18 millions de consommateurs ruraux.

Si l'industrie se plaint toujours de ne pouvoir utiliser les produits fournis par l'agriculture parce qu'ils sont trop chers ou de mauvaise qualité, qu'a-t-elle fait justement pour inciter l'agriculteur à améliorer la qualité de ses produits et pour le mettre, par le progrès technique, en mesure d'abaisser ses prix de revient, pour se placer au niveau de la concurrence.

L'agriculture immense débouché pour l'industrie

Sur une valeur de production agricole commercialisée en 1951-1952 de 1.400 à 1.500 milliards, les agriculteurs consacrèrent :

75 à 80	milliards	aux aliments du bétail,
40 à 45	—	aux carburants et électricité,
90 à 110	—	à la construction et à l'entretien,
100 à 110	—	aux engrais,
80 à 90	—	au matériel,
85 à 95	—	à l'entretien du matériel,
270 à 290	—	aux produits alimentaires,
300 à 350	—	aux vêtements, chaussures, etc.

Ces dépenses déjà importantes pourraient être encore augmentées si l'agriculteur pouvait accroître son revenu, à la fois en accroissant sa production et en diminuant ses prix de revient. Quand on sait que la grande majorité de nos fermes ont un confort très rudimentaire, on peut comprendre quels progrès peuvent être accomplis par les agriculteurs dans le domaine de la consommation. Notre retard, dans l'équipement, la sous-consommation d'en-

grais, devraient inciter l'industrie à multiplier ses efforts ; or, plus de la moitié des tracteurs et des machines agricoles sont de marque étrangère.

Les moyens de l'expansion

La production, le transport, la transformation, la commercialisation, l'exportation de nos produits agricoles forment un tout. Si l'impulsion doit venir de l'industrie, de l'État, il ne faut rien négliger pour que la production atteigne en volume et en qualité le niveau optimum.

L'agriculture, *plus que pour tout autre pays*, est une grande richesse nationale. Ce qui importe avant tout, c'est de créer *l'état d'esprit expansionniste*. Pour cela, la tâche la plus urgente reste l'accroissement du progrès technique par *l'enseignement, la vulgarisation, la recherche*.

Le progrès technique

Là demeure sans équivoque possible l'action primordiale. C'est un devoir impérieux et urgent de donner à la grande masse de nos agriculteurs les moyens techniques et intellectuels nécessaires pour que cesse cette infériorité lamentable du paysan.

Faire de paysans inéduqués et inadaptés des agriculteurs compétents est une tâche immense d'intérêt national ; l'enseignement, la vulgarisation scientifique et la recherche agronomique sont les trois éléments clefs du progrès en agriculture. Jusqu'à présent, les moyens mis en œuvre sont ridicules et déshonorants pour un pays comme la France. On n'hésite pas à consacrer 3 milliards irrémédiablement perdus au stockage de viande ; la démagogie agricole a conduit à des dépenses insensées et, au budget du Ministère de l'agriculture, au poste de

la vulgarisation agricole, 170 millions sont inscrits là où il en faudrait 2.000.

En Hollande il existe un conseiller technique pour 300 exploitations.

En France il existe un conseiller technique pour 6.000 exploitations.

Nos établissements d'enseignement agricole ne peuvent recevoir que 6 % des jeunes ruraux à former chaque année pour assurer le renouvellement des chefs d'exploitation. Les Pays-Bas dépensent 5 % de leur revenu agricole à la recherche agronomique, la France dépense huit fois moins.

Quelle que soit la conjoncture, quels que soient les impératifs économiques, le progrès technique et l'éducation de la population rurale sont les deux facteurs dominants de toute politique agricole. Depuis cinquante ans, malgré tant d'efforts méritoires, rien n'a été sérieusement entrepris dans ce domaine.

La réforme des structures de production

La France doit faire sa réforme agraire. Le problème démographique détermine directement *la structure de l'exploitation.*

La grande majorité des fermes françaises sont des exploitations familiales : 65 % des fermes appartiennent à l'exploitant. Il faut accroître le revenu de ces fermes et pour cela les placer dans les meilleures conditions d'exploitation, d'abord du point de vue de leur structure. Arriver, selon chaque région agricole, à la dimension optima, permettant la motorisation et correspondant aux nécessités naturelles, doit être le but de cette « réforme agraire ».

Pour cela, il faut reprendre ce problème dans un état d'esprit nouveau. Les États-Unis mènent à bien une politique de déconcentration, de décentralisation, qui se

heurte pourtant dans ce pays à d'immenses difficultés. En France, c'est la nature même de notre sol qui commande cette politique, en harmonie même avec le caractère propre de notre pays et de sa population. C'est une tâche à laquelle l'administration et les grandes organisations professionnelles sont peu préparées. Définir, étudier, mettre en valeur les grandes unités régionales intégrées dans un plan d'ensemble, est le premier travail à entreprendre pour la modernisation et le rajeunissement de notre économie.

Sur le plan agricole, « la réforme agraire » se caractérise par les trois points suivants :

a) remembrer les terres ;

b) développer les migrations rurales ;

c) modifier le régime juridique des cessions (lois successorales, etc.).

Nous mentionnons ces points sans autre commentaire, en soulignant leur importance capitale.

Jeunesse de l'agriculture

Le problème des hommes domine tous les autres. Le monde paysan a toujours souffert du manque d'hommes capables de le diriger avec sagesse et courage. Trop souvent, à cause de son propre isolement, l'agriculteur, le paysan, s'en remet à des « leaders » qui l'entraînent vers les aventures politiques ou le corporatisme. Le sens de la responsabilité politique ou professionnelle n'est pas très fort chez l'agriculteur ; il a un dégoût naturel pour l'action qui dépasse le cadre de sa vie quotidienne pour se perdre dans les dédales et les complications de la gestion syndicale au plan national. Cette réserve traduit un complexe d'infériorité que la grande presse ne contribue guère à effacer. Au lieu de manifester sa volonté dans la hiérarchie de ses organisations, il préfère bien souvent « laisser faire ».

Mais, depuis plusieurs années, le travail entrepris par l'ensemble des organisations de jeunesse rurale, et notamment par la J.A.C., porte ses fruits. C'est sur la jeunesse rurale qu'il faut compter, elle ne décevra pas. Elle est capable, si elle est sérieusement soutenue, de faire la véritable révolution dans son milieu. Tout doit être fait pour elle. La jeunesse de l'agriculture est une des chances françaises les plus sûres, à la seule condition que son enthousiasme, son désir profond de mieux travailler pour mieux vivre, soient soutenus sans limite. La productivité agricole ne peut être accrue que si les jeunes agriculteurs sont parfaitement formés, parfaitement informés.

Car si la promotion ouvrière est difficile, la promotion paysanne l'est bien plus. Un fils de fermier, exploitant une ferme de quelques hectares n'a d'autre horizon et d'autre avenir que la condition paternelle ou le départ. Les jeunes refusent ce destin. Ce sont eux seuls qui peuvent fournir les cadres compétents et responsables de l'agriculture.

En effet, que nous parlions de cadres syndicaux, techniques, coopératifs, le manque d'hommes est général. Le devoir impérieux de l'État et de la profession est de les créer. C'est la tâche la plus urgente, celle qui sera la plus efficace, le reste sera donné par surcroît.

Conclusion

La politique agricole doit être expansionniste. L'industrie et l'agriculture françaises ont eu dans leurs oppositions un seul point commun, c'est de céder à la tentation malthusienne.

Le progrès technique en agriculture est irréversible, et la seule manière, pour la très grande majorité de nos exploitations, d'accroître leurs revenus tout en abaissant leur prix de revient, est d'accroître leur production.

Cette production doit être exportée *d'une manière permanente* et non plus de facon accidentelle pour soutenir les cours intérieurs. Exporter, c'est-à-dire vendre, prendre des risques, transformer le produit, le transporter, le stocker, le conditionner, tout cela n'est possible que par l'industrialisation.

L'agriculture et l'industrie doivent se rejoindre sur les deux plans de l'économie et de la démographie, partout elles ont un intérêt commun.

La richesse de l'agriculture est élevée à une puissance supérieure par l'industrialisation de ses produits. La déconcentration industrielle est la condition de la prospérité de la plus grande partie de nos campagnes. Le marché agricole peut enfin devenir un immense débouché pour l'ensemble des produits industriels.

Équiper et moderniser l'agriculture est une tâche immense, mais lui donner son équipement en hommes devient une tâche plus urgente encore. Il faut reconnaître ce grand mérite au Nouveau Plan de Modernisation et d'Équipement d'avoir tout particulièrement mis ce problème au premier rang et d'avoir préconisé des moyens nécessaires pour accomplir ce redressement.

L'agriculture, dans ces moments difficiles, apporte au pays un grand espoir. Elle n'est pas révolutionnaire, mais elle est la plus authentique, la plus profonde richesse matérielle et humaine de la France. Ce redressement sera long et difficile, il est le chemin de la vie.

JEAN-MARIE DAUZIER.

L'INDUSTRIE FRANÇAISE PEUT ÊTRE MAJEURE

La France a le triste honneur d'être un des pays les plus protectionnistes du monde. Comme unique importante puissance économique européenne, elle maintient le contingentement presque intégral de ses importations, probablement moins en raison de sa balance des paiements — les restrictions n'ont pas conduit à une diminution des importations globales — que pour des motifs protectionnistes. A l'unification des marchés européens, dont la nécessité n'est même pas contestée par ceux qui s'opposent d'habitude à la politique européenne du gouvernement, à une plus grande liberté des échanges internationaux et aussi à la convertibilité des monnaies, qui en est à la fois la condition et le corollaire, on oppose infatigablement l'infériorité structurelle, fiscale et sociale de l'industrie française. Ce complexe d'infériorité extrêmement gênant pour une saine évolution des relations économiques, internationales indépendamment de toute doctrine européenne ou autre, est-il réellement justifié par les faits ?

S'il y a en France incontestablement trop d'entreprises marginales, dont l'existence est menacée ou dont la survie est contraire aux lois élémentaires du progrès, le noyau industriel français semble pourtant disposer d'une force et d'une vitalité suffisantes pour s'imposer contre

toute concurrence internationale. Quelques exemples voudront appuyer cette thèse. La liste des succès français énumérés ci-dessous est évidemment loin d'être complète. Il ne s'agit pas d'un inventaire des possibilités industrielles du pays mais uniquement de l'indication de quelques raisons concrètes d'espérer.

En face des Allemands.

Après une enquête approfondie en Allemagne et dans différents pays étrangers, les ingénieurs allemands ont donné la préférence à la technique française pour l'installation d'un système de chauffage de hauts fourneaux. Une importante commande pour la sidérurgie d'outre-Rhin vient ainsi d'être placée à la fin de 1953 auprès d'une maison française. Au Portugal, un groupe d'ingénieurs à majorité allemande fut chargé par les autorités portugaises de la décision pour la commande d'une installation de raffinerie de pétrole. Leur choix final se fit entre deux offres, l'une émanant d'une société allemande de réputation mondiale, Siemens, l'autre d'une entreprise française. Ce furent les ingénieurs allemands qui, pour des raisons techniques, donnèrent la préférence à l'installation française. Dans un autre domaine, cette même expérience a été faite dans l'Inde où avec la participation décisive de techniciens allemands le matériel français s'est imposé contre la concurrence d'outre-Rhin.

Ces quelques exemples choisis dans un passé récent ne sont pas dus au hasard. Ils signifient que la prétendue supériorité économique et industrielle de l'Allemagne est souvent beaucoup plus un mythe qu'une réalité et qu'elle n'est jamais une fatalité.

Ajoutons qu'un courant d'échanges d'expériences et d'informations techniques commence progressivement à s'établir entre la France et l'Allemagne. Les experts

allemands viennent en France pour se renseigner sur les réalisations françaises. C'est une nouvelle preuve que les deux industries sont parfaitement en mesure de traiter et de s'entendre dans maints secteurs sur un pied de parfaite égalité.

Le Français moyen ignore trop souvent que sur de grands marchés internationaux son industrie a battu depuis la guerre assez fréquemment la concurrence allemande. L'industriel français a malheureusement trop l'habitude de travailler dans le secret et de ne pas soigner ses relations avec le public. La méthode allemande est diamétralement opposée. Tout succès est largement divulgué dans la presse pour démontrer la vitalité de l'industrie et de ses dirigeants, et pour affirmer le bien-fondé du régime libéral. D'un côté du Rhin, on souffre ainsi d'un excès de publicité et parfois aussi d'arrogance combinée avec un complexe de supériorité, de l'autre côté d'un excès de discrétion avec un complexe d'infériorité généralement assez bien vu par une industrie qui a terriblement peur des revendications du fisc, des salariés et des consommateurs. Pour pouvoir comparer la force réelle des deux industries, il faudra tout d'abord rétablir une certaine égalité du climat psychologique.

Il est assez courant de croire que l'industrie allemande a un sens plus réaliste du progrès que sa concurrente française. Là aussi, il s'agit d'un préjugé, au moins pour les entreprises réellement valables. Exploitant des travaux préparatoires effectués entre les deux guerres par des ingénieurs allemands, différentes entreprises françaises, aidées de la S.N.C.F., ont mis au point depuis 1945 un système de traction électrique utilisant directement du courant à haute tension et économisant ainsi l'installation coûteuse de transformateurs. La S.N.C.F. proposa alors aux Chemins de fer allemands d'introduire en commun ce nouveau système pour préparer efficacement l'unification des réseaux ferroviaires européens. Ce projet déjà approuvé en principe par la

Direction des Chemins de fer allemands, a finalement échoué à la résistance politiquement victorieuse des fabricants de locomotives d'outre-Rhin, qui n'ont pas voulu abandonner leurs anciens modèles ni s'adapter à une technique nouvelle.

Peu après, ces mêmes constructeurs ont dû encaisser en raison de leur passivité une défaite cinglante sur le marché turc. Les autorités locales ont, en effet, donné la préférence au système français pour l'électrification de tout le réseau de banlieue de la ville d'Istanboul qui sera réalisée par un groupe d'industriels français.

Sur les marchés internationaux.

Avant la deuxième guerre mondiale, l'industrie française des machines-outils n'avait qu'une réputation discutable. Personne ne la prenait au sérieux à côté de ses redoutables concurrents anglais, allemands et américains. Encore maintenant, nombre d'industriels français refusent dédaigneusement sa production et insistent sur sa qualité insuffisante. Or, en 1952, 28 % des machines-outils fabriquées en France ont été exportées et ce résultat n'a été qu'un modeste début. Les commandes nouvelles déjà reçues permettent d'envisager des succès croissants en 1953 et 1954. La régression de l'activité intérieure a été plus que compensée en 1952-1953 par le progrès des exportations. Certaines entreprises travaillent jusqu'à 75 % pour l'étranger. Une seule société a vendu en deux ans pour plus de deux milliards de francs de machines-outils à la Grande-Bretagne, équipant notamment presque intégralement une nouvelle usine aéronautique anglaise. Les États-Unis se trouvent en tête des clients français. Sur ce marché, pourtant exigeant, les modèles fournis donnent entière satisfaction aussi bien pour la qualité technique que pour leur prix.

Un autre secteur dans lequel l'industrie française s'est

dernièrement imposée internationalement sont les ensembles industriels. On parle avec abondance des succès de Krupp dans l'Inde et au Brésil, mais la presse ne mentionne guère les usines sidérurgiques conçues et réalisées intégralement par des sociétés françaises en Colombie et au Pérou, ni les sucreries équipées à travers l'Amérique latine, ni les usines chimiques installées au Brésil et ailleurs.

Signalons ici cette grande spécialisation française qu'est la planification et la construction de chemins de fer métropolitains. Il n'y a guère de cas où les commandes ont finalement échappé à l'industrie française, qu'il s'agisse de l'Inde, du Pakistan, de l'Égypte, du Brésil, de l'Argentine ou de l'Uruguay.

Les entreprises de travaux publics pour la construction de barrages et d'ensembles hydrauliques méritent une mention spéciale, en raison de leur activité internationaale solidement organisée et de leur supériorité technique et des nombreux succès remportés au cours des dernières années contre la concurrence allemande et américaine. Techniquement, certains barrages français, notamment dans les Alpes, sont d'une audace incomparable. Ils ont attiré de nombreux visiteurs américains, soucieux de compléter leurs connaissances, et qui furent plus que surpris par les réalisations étonnantes de leurs collègues français.

Le nombre croissant de licences, d'inventions et de procédés de fabrication français acquis par des sociétés étrangères et notamment par des sociétés américaines, est également un sérieux encouragement. Là aussi, la collaboration ne s'effectue pas à sens unique. L'échange des procédés, des expériences, des possibilités industrielles est devenu possible sur une large échelle internationale. Ces licences concernent aussi bien les usines chimiques que l'industrie mécanique, l'optique, la précision et, point en dernier lieu, une branche entièrement nouvelle, c'est-à-dire l'électronique.

Perfomances intérieures.

L'industrie française de 1954 n'est plus comparable à celle de 1938. Les changements intervenus dépassent souvent l'imagination d'un public mal informé et mal averti. Dans différentes branches, des ensembles absolument modernes ont été créés, remplaçant des installations dispersées, vieillies et inefficaces.

L'exemple le plus édifiant est fourni par la sidérurgie. Au moment de l'entrée en vigueur du plan Schuman, l'acier français était le meilleur marché de toute la communauté. Les usines se sont entièrement concentrées, de grandes unités ont pris la place d'une trop grande multitude d'entreprises à rendement peu élevé. La France possède à l'heure actuelle les deux plus puissants laminoirs de tôles minces de l'Europe, comparables aux installations les plus modernes en service aux États-Unis. Plusieurs hauts fourneaux de 1.500 tonnes ont été construits depuis la guerre et ne laissent absolument rien à désirer en comparaison avec des unités étrangères du même genre. Les mines de fer sont progressivement mécanisées, la fabrication de l'acier Thomas, une spécialité française, est qualitativement parfectionnée, pour lui permettre de remplacer, au moins en partie, l'acier Martin plus difficile à produire en Lorraine. Les fabricants d'acier fin ont également fait des progrès substantiels aussi bien par leur concentration que par la modernisation de leurs entreprises. La sidérurgie trouve ainsi des clients dans presque tous les pays du monde, y compris les États-Unis. Ses exportations ont largement contribué en 1953 au redressement de la balance des paiements et aussi au maintien de son activité à un niveau élevé.

Un autre exemple remarquable nous est fourni par

l'aluminium, un métal léger qui doit, en grande partie, son existence à une invention française. Le procédé de fabrication d'une grande usine est si perfectionné qu'il a pu être cédé en licence à une importante société américaine. Le prix de l'aluminum brut n'est plus bas que dans les pays à l'électricité extrêmement bon marché, notamment en Norvège et au Canada. Le métal fabriqué en Allemagne revient plus cher que celui sorti des usines françaises. Une production annuelle de 100.000 tonnes est, dans les conditions actuelles, fort respectable. Les projets en voie d'élaboration pour l'installation de nouvelles usines en Afrique Noire permettront de doubler ce volume en peu d'années et assureront à la France le maintien de sa position sur le marché mondial.

La technique automobile trouve également sa place parmi les actifs économiques et industriels de la France. Les voitures françaises sont appréciées sur de nombreux marchés. Des 4 CV Renault sont vendues aux États-Unis et pourraient obtenir des succès sans aucun doute importants si l'organisation commerciale y était plus perfectionnée et plus active et si l'industrie automobile dans son ensemble renonçait, au moins pour les exportations, plus largement à leur politique d'autofinancement, qui pèse nécessairement d'une manière très lourde sur ses prix de revient. Signalons, par ailleurs, que dans un récent rapport, la Société Peugeot a très nettement déclaré que ses voitures concurrencent aisément la fabrication allemande sur le marché suisse.

Nous ne voudrions pas clore cette brève série de performances industrielles françaises sans mentionner la Société Nationale des Chemins de Fer qui a réussi à augmenter depuis la guerre sa productivité dans des proportions considérables et dont la gestion technique et économique compte parmi les plus perfectionnées et les moins critiquables du monde. Son déficit continuellement mis en vedette pour des raisons purement démagogiques a des causes indépendantes de sa gestion. Une compa-

raison sérieuse réalisée en 1953 sur les conditions d'exploitation des Chemins de fer français et allemands a permis de constater que la productivité du rail est plus élevée en France que de l'autre côté du Rhin. Même dans ce secteur déficitaire, les complexes d'infériorité de l'économie française ne sont donc nullement justifiés.

ALFRED FRISCH.

LES JEUNES ET LA VIE PUBLIQUE

Il y a trois ans, une revue titrait un numéro spécial : « Quand la jeunesse n'est plus à l'ordre du jour. »

Voici qu'aujourd'hui, elle y est brusquement replacée. Après MM. Mendès-France et Mauriac, le Parlement s'inquiète... Il rejette à plusieurs reprises le budget de l'Éducation Nationale, puis, après le matraquage des étudiants, s'interroge soudain : « S'ils remuent, c'est donc que ça ne va pas! Gouvernement, dites-nous quelle est votre politique de jeunesse? »

Mais qu'a fait, depuis dix ans, la France pour sa jeunesse?... Elle lui a reproché d'abord de vouloir s'expatrier, puis de ne pas s'intéresser à la vie politique... ; elle a aussi cru, avec Guehenno, que le problème de la jeunesse est fasciste... ; finalement, elle a fait comme pour tous les problèmes posés — problèmes sociaux, paysans et ouvriers, problèmes coloniaux et de politique étrangère — elle ne les a pas résolus ; pire : elle n'a même pas posé publiquement celui-là...

Les fanfares de la propagande clamèrent, il y a quelque quinze années, l'avènement et le triomphe de la jeunesse. Non seulement on lui donnait des possibilités inconnues jusque-là, mais on assurait qu'elle transférait son caractère à la nation et qu'il existait dès lors des nations jeunes, aux droits supérieurs à ceux des « vieux pays ».

Le fracas des cuivres fit bientôt place à celui des écroulements. Avec les empires, les idéologies s'effondrèrent, en démasquant leur nudité.

Mais les problèmes, eux, sont restés.

Si les fascismes ont déformé et tyrannisé leurs jeunesses, ils ont posé un vrai problème.

Dix ans après la Libération, il est posé avec acuité chez nous, car nous l'avons laissé sans solution.

Si nous nous montrons aptes à le résoudre correctement, la France aura mieux qu'un atout dans son jeu, une carte maîtresse.

Mais alors, que le Parlement ne se contente pas de voir un peu augmenté le budget de l'Éducation Nationale. C'est de bien autre chose qu'il s'agit : que doit faire la France pour compter sur sa jeunesse?

Il s'agit donc des rapports de la jeunesse et de la vie publique.

Comment ce problème se pose-t-il dans le principe? Quelles solutions devrait-il comporter? Voici ce que je vais essayer d'exposer. Dans ce numéro tout voué à nos raisons d'espérer, ces réflexions sont la contribution d'une équipe de jeunes hommes qui, compagnons eux-mêmes de plus jeunes dans diverses institutions de jeunesse et des groupes d'amitié et d'entr'aide — et parmi beaucoup d'autres jeunes et responsables de jeunes — œuvrent à leur place au service du pays et pour un monde meilleur.

Ceci fait le point de leurs réflexions sur un sujet qu'ils maintiendront à l'ordre du jour.

Comment le problème se pose dans le principe

Le besoin d'intervention, d'effraction dans la vie des communautés qui les entourent est, pour les jeunes, une conséquence de leur psychologie, autant que de la situation qui leur est faite; il est attesté par la tradition, la sociologie et l'histoire; il ne peut trouver sa satisfaction que dans la création d'institutions propres aux jeunes.

Cette aspiration des jeunes vers la chose publique ré-

sulte d'abord d'un donné psychologique. Le garçon de quinze ans découvre chaque jour, et avec une accélération continue, un monde nouveau, extérieur et intérieur, il se découvre, il explore sa personnalité ou ce qu'il croit être sa personnalité, et il la trouve « unique ». Dès lors, il est vite porté à se sentir brimé, gêné par des contraintes, des habitudes ou des liens qui lui paraissent sans mesure avec les possibilités qu'il sent en lui. Il étouffe dans le milieu familial, et la discipline de l'atelier lui semble indigne de son âge. Il en vient, avec la rapidité de l'incompétence, à juger, à critiquer, à refaire son pays et le monde, comme il en vient quelquefois, par coup de tête, à faire une fugue pour « vivre sa vie ». Ce sont deux évasions : l'une active, mais seulement intellectuelle, l'autre pratique, mais négative ; elles traduisent toutes deux la conscience d'une inadaptation profonde à la société.

Mais ce sentiment naît d'autres caractères : un jeune homme ou une jeune fille arrivent dans la vie sociale avec une riche réserve de désintéressement, d'enthousiasme, d'indépendance, de générosité. Le regard qu'ils jettent sur les institutions et les mœurs ne peut que les indigner : ils y voient de tout temps des routines exécrables ou des principes injustifiés ; aujourd'hui, ils sont les spectateurs de la gigantesque confusion capitaliste. La révolte et l'indignation sont dès lors leur sentiment naturel ; joint à la présomption de cet âge, mais aussi à ce sens de l'époque exceptionnelle, impalpable qu'ont les jeunes, ils provoquent une volonté active de réforme, une passion pour la chose publique à refaire. Ce sens de l'époque est une des grandes caractéristiques de la jeunesse de toujours. Elle *sait* moins bien que l'âge mûr, mais elle *sent* mieux. Les modalités techniques, elle peut encore les ignorer ; la tendance de l'avenir, c'est elle qui la devine. Elle le sent et prend conscience de cette supériorité, surtout à une époque où les bouleversements de la technique et l'introduction des vitesses croissantes

et de rythmes accélérés dans tous les domaines déconcertent de plus en plus les gens d'âge. Les jeunes se jettent au contraire volontiers dans cette nouvelle aventure, s'en grisant, mais la dominant, et par là même en viennent à être les seuls à connaître la mesure de ce monde qu'ils veulent changer. Cette vitalité qui les pousse vers toutes les inventions et les découvertes, vers la vitesse, l'altitude, la distance, le monde entier, c'est elle encore, bien plus qu'un vulgaire désir des places qui les poussera vers la politique où ils pressentent un magnifique champ d'action. (Qu'on ne se méprenne pas, par parenthèse, vis-à-vis de ce que les plus âgés appellent l'indifférence politique de la jeunesse actuelle... et qu'on analyse de plus près son attitude — au delà des mots...)

Nous parlons « jeunesse » autant que « jeunes ». Cela vient de ce qu'une des caractéristiques de cet âge est de vivre en bandes. Il y a en France, du moins depuis quelques années et encore aujourd'hui, une répugnance des jeunes pour les encadrements *imposés* : mal à l'aise dans leur famille, leurs ateliers, leurs écoles, ils ne vont pas se remettre « pour le plaisir » dans les rangs de quelque mouvement moralisateur et « éducatif ». Le maigre recrutement de grands mouvements qui se voudraient massifs en est un symptôme ; leur idéal ou leurs exigences ne sont pas accessibles ni attrayants pour tous.

Mais la conscience d'intérêts communs, d'une reconnaissance de leur existence par la société groupe les jeunes ; ces bandes se forment par affinités, par buts (exemple l'extraordinaire développement des Jeunesses musicales de France ces dernières années), par mise en commun de ressources complémentaires, par protestations communes, par quartier ou H.L.M., par reconnaissance d'un tempérament supérieur, etc. Les causes sont multiples, mais l'effet est toujours le même. Les groupes ont d'ailleurs une existence variable : tel vit quelques jours et s'effrite, tel autre s'agglomère à un groupe pré-

cédemment existant ; l'autre chasse un chef jugé trop tyrannique et essaye de vivre seul ; certains durent longtemps et donnent naissance à de véritables institutions locales. Toutes ces bandes protestent et sont en rupture, elles font rupture par leur seule existence.

Quelles solutions le problème devra comporter

Quelles méthodes permettront aux jeunes de satisfaire leur goût pour la chose publique et les prépareront en même temps à assumer correctement les responsabilités dont est fait un régime démocratique ? Comment d'autre part répondre aux problèmes que le fascisme a truqués et qui existent pourtant, rudement posés ?

Il ne faut pas oublier en effet que l'explosion de jeunesse, utilisée par les totalitaires, a été provoquée par la tragique situation des jeunes.

Ils sont les plus grands consommateurs de la société — et quand on veut les faire produire ils gâchent ou on les gâche. La société devrait être à même de leur fournir tout ce dont ils ont besoin. Or les conditions économiques étant ce qu'elles sont dans notre système présent ils ne disposent point de liberté financière. Dans les masses c'est impossible de la leur donner, c'est de plus en plus difficile dans la bourgeoisie ; de plus, c'est contraire aux traditions.

La fascisme a eu l'habileté de répondre à ces besoins économiques premiers — habillement, nourriture, logement, voyage... — en laissant les jeunes « jouer à l'État » : il leur a créé un cadre factice mais qui leur semblait bien à eux.

On n'insistera jamais assez en conséquence sur la nécessité, dans nos démocraties, d'organiser de grands services de la jeunesse, et d'équiper le pays par un ensemble d'institutions coopératives, éducatives ou culturelles. Ces services rempliront totalement leur mis-

sion, et le but, ainsi, sera complètement atteint seulement lorsque ces institutions et ces services, au lieu de distribuer mécaniquement des possibilités de formation, d'entretien ou de loisirs aux jeunes, seront confiés aux jeunes eux-mêmes pour leur organisation ou leur gestion.

Pour qu'ils se sentent chez eux — et des expériences certaines, mais à multiplier l'assurent déjà — ce sont leurs formules propres qu'il faut leur laisser chercher et appliquer. Chacun y trouvera sa part de pouvoir, depuis celui qui montera une bibliothèque jusqu'à celui qui gérera une association nationale. Tous y trouveront des possibilités d'apprentissage de l'organisation, des structures budgétaires, des rapports extérieurs, ils mesureront la résistance d'un service public, la lenteur à cascader d'un papier, la carence d'une administration.

S'appliquant à des objets qui sont de leur intérêt même, ils y mettront leur point d'honneur ; à des objets qui sont de leur taille, ils ne courront point des risques trop graves, capables soit de nuire à des ensembles plus vastes, soit de les dégoûter à jamais de l'action publique. Travaillant dans le réel au lieu de discuter sur des idéologies, ils n'auront pas perdu un temps précieux à se préparer théoriquement à l'exercice des pouvoirs, ils auront « vécu » le pouvoir et, par là, en ayant acquis les réflexes, en ayant compris les difficultés, ils seront mieux préparés demain à être citoyens.

Mais il ne s'agira pas de n'importe quel citoyen. Cherchant des formules d'organisation qui ne soient pas commerciales ni idéologiques, ni même moralisatrices, les jeunes trouveront un style neuf. Certes, ils auront des difficultés extérieures, mais enfin ce terrain est vierge, il y a tout à bâtir, peu à réformer. Les déviations, les routines sont, au début, moins à craindre dans ce domaine que dans d'autres : des mœurs plus simples, plus rapides, moins formalistes se dessineront rapidement. Le besoin de créer et d'innover des jeunes trouvera un exutoire parfait. Peu à peu il se créera des

réflexes communautaires neufs que les mouvements de jeunesse ont déjà expérimentés, mais sans les pousser jusqu'au stade de l'institution. C'est bien ainsi d'ailleurs que le besoin d'effraction des jeunes — qui est un peu différent du seul besoin politique — sera satisfait.

Les organismes de jeunesse s'opposeront souvent dans leurs recherches aux formules dont ils auront constaté l'inefficacité, l'anarchie ou la tyrannie. Dans une communauté de jeunes où les leaders seront élus, il est plus facile — psychologiquement — de faire comprendre à la minorité, qu'elle n'est pas là pour contrecarrer les chefs, mais bien pour concourir avec eux au gouvernement des intérêts communs. Dans un foyer de jeunes travailleurs, ou une part du pécule va à la caisse commune, il est plus facile qu'ailleurs de découvrir le sens de la propriété collective, de trouver même de nouvelles règles de la propriété. Et quand ces jeunes entreront dans les cadres de l'homme, ils ne chercheront pas à y décalquer purement et simplement ce qui fit le charme de leur vie de jeunes, mais ils auront des réflexes et des vues neuves qui les empêcheront de se plier aux injustices et aux absurdités de notre société, ils auront acquis une expérience et une autorité qui les pousseront à travailler aux changements nécessaires. Parce que toutes ces organisations devront satisfaire des besoins précis le contact avec le vrai ne sera jamais perdu.

Certains craignent — mais il y a des gens qui craignent toujours! — que la jeunesse ne se renferme ainsi dans un monde artificiel : il n'en est rien. Chacune de ces institutions sera étroitement reliée à une réalité communautaire, village ou école, quartier ou entreprise, syndicat ou ville. C'est le groupe des jeunes de cette fac, de cette ville, de ce syndicat, qui s'organisera, prendra en main ses loisirs ou sa formation et, en même temps qu'il s'habituera aux réalités, il prendra la mesure du cadre dans lequel il sera appelé à vivre demain en tant qu'homme.

D'autres craindront l'incompétence des jeunes, leur désordre, leur légèreté, etc. Et il y a du vrai ; mais pas plus qu'on ne saurait instaurer la démocratie avec des masses non préparées, de même on ne peut, d'emblée, confier aux jeunes usagers toutes les responsabilités d'équipements nationaux, voire supranationaux. Mais ces institutions et ces services ne se créeront que lentement, progressivement. Les grands mouvements de jeunesse ont formé une génération de cadres, aptes au service, connaissant les problèmes de jeunesse, capables de prendre en charge tel service local ou régional ou national, de le mettre sur pied et de l'aménager de telle sorte qu'un fonctionnement normal, par la suite, permette aux jeunes qui y participent, d'accéder à leur tour aux responsabilités. Il y a là une transition possible et viable, car elle n'est pas cette fameuse dictature provisoire qui va toujours contre la fin même qu'on s'est proposée : servir l'ensemble des jeunes par les meilleurs d'entre eux, par les plus conscients et les plus organisés. A eux de perdre l'esprit de clan, de boutique, de se mettre au service de la totalité de la jeunesse, sans aucune arrière-pensée.

Il est tout de même insensé que ceci, qui est clairement vu et reconnu par beaucoup depuis dix ans, n'ait davantage développé chez nous ses effets.

Si les grands mouvements n'avaient trouvé au plan international une possibilité pour leurs états-majors de travailler ainsi, les propositions ci-dessus pourraient apparaître pures vues de l'esprit... Mais les assemblées de la W.A.Y. ont assez clairement manifesté la maturité des leaders — pourquoi, au plan national, n'y a-t-il que quelques réalisations sans commune mesure avec les exigences ?... Il n'y a pas lieu de s'interroger longuement, d'accuser Ministère de l'Éducation Nationale, jeunesses confessionnelles, Ligue de l'Enseignement, que sais-je... Il faut en sortir.

Il pourrait sembler paradoxal de répondre à un besoin d'ordre politique par l'organisation de services qui ne le seront guère. Mais toute institution confiée aux jeunes remplit toutes les fonctions que peut assurer une communauté pour ceux-ci : qu'elle vise à assurer leur entretien ou leur formation, elle représente toujours pour eux une manière de jeu, elle est toujours pour eux l'occasion de s'affirmer en rupture contre la société plus ou moins sclérosée et l'apprentissage de la vie publique.

Un pays doté d'institutions de jeunesse confiées aux jeunes n'a pas besoin de s'interroger pour savoir quelle place il fera aux jeunes dans sa politique ou dans ses partis : il n'est pas de communauté qui, bientôt, ne sente craquer ses vieux cadres et passer une vie nouvelle. (Voyez l'effet des groupes de jeunes ruraux dans le plan de modernisation de l'agriculture...), il n'est pas d'institution qui ne doive lentement accepter de faire place à des conceptions de vie nouvelles.

Alors seulement un travail politique profond devient possible, car il ne s'agit plus seulement de quelques états-majors nantis de programmes et dépourvus de troupes, il s'agit d'une génération d'hommes libres dans la pleine force de leur âge, capables d'assurer les responsabilités des différents pouvoirs avec des réflexes communs.

Alors, au lieu de parler de démocratie, on pourra la vivre.

Alors la révolution commencera et, de génération en génération, un courant de vie passera dans ce pays qui, pour longtemps, n'aura plus à craindre de mourir.

M. LEBACHELIER.

L'UNION FRANÇAISE ET L'AVENIR DE LA FRANCE

L'idée se répand que la France limitée à ses départements européens ne serait plus une grande puissance. L'avenir de la France, en tant que grande puissance, est lié à cette Union Française, dont la République — agrandie à ses territoires d'outre-mer — constitue l'un des éléments, l'autre étant les États-Associés [1].

Il y a là une idée neuve, et sa nouveauté est plus forte qu'il n'y paraît : hier, à l'époque coloniale, l'expansion outre-mer était pour la France un signe extérieur de puissance européenne. Aujourd'hui, l'Union Française doit être pour la France une source interne de vitalité mondiale. La France cherche sa raison d'être puissante dans l'Union Française, dans l'organisation nouvelle qu'elle veut former avec ses anciennes colonies.

Il est bon que cette idée pénètre les milieux sociaux les plus divers et qu'elle ne soit pas le secret d'un petit groupe fermé. Il faudrait au contraire qu'elle passât dans un large courant d'opinion, pour créer un *civisme nouveau,* le civisme d'une Fédération rassemblant tous les peuples de l'Union Française, sans discrimination de races et de couleurs.

1. Cf. notre article dans *La Vie Intellectuelle* de décembre 1953 : « Notre double vocation : l'Europe et l'Afrique ».

La France dans l'Union Française ne serait plus une grande puissance — pas même une puissance tout court. Nous le sentons bien. Mais il n'est pas inutile d'analyser le terme de grande puissance ou de puissance, afin de ne pas le réduire au sens étroit où il est pris souvent.

Oui, la politique française, si elle ne se résigne pas à être débile et médiocre, a grand besoin de l'Union Française. Quelle serait notre place dans l'espace mondial si nous perdions celles que nous occupons outre-mer? Quels seraient nos atouts dans le jeu impitoyable des relations extérieures si nous lâchions nos positions stratégiques : Bizerte, Oran, Casablanca, Dakar, Diégo-Suarez et les clés de voûte soudanaises de l'Afrique? Entre les deux blocs antagonistes qui se disputent l'hégémonie de la planète, quelles possibilités d'indépendance subsisteraient pour nous — pour chacun de nous — si la France était dépossédée de ses champs d'action ultramétropolitains? Dix ans après l'entrée dans Paris de la division Leclerc, allons-nous oublier la part de l'Afrique dans notre Libération? Mais l'erreur serait grave de restreindre l'Union Française au rôle unique qu'elle assume dans la politique de Défense nationale. Et pour ce rôle-là, si l'on entend qu'elle le remplisse pleinement, ne séparons pas la tâche politique de l'œuvre sociale et morale, qui en est la condition. Parce que l'Union Française doit être un groupement de peuples divers, la France a pour devoir de sortir de la routine départementale, centralisée à Paris. Parce que l'Union Française doit puiser sa vie propre dans la synthèse de civilisations différentes, la France a pour devoir de s'arracher à un repliement qui tournerait à la démission dans tous les domaines.

La France n'est vraiment elle-même que dans sa vocation universelle, elle n'acquiert toute sa maîtrise que

lorsqu'elle se propose des buts élevés et sur un plan concret. Il n'est pas de but plus élevé que de régler la communauté de populations aussi variées que celles de l'Union Française. Il n'est pas de plan plus concret pour l'accomplissement de cette vocation universelle que les plans géographique et historique de l'Union Française. Par l'Union Française, la France s'impose des devoirs — les devoirs qui la sauveront.

Devoir de comprendre le monde où nous avons à vivre, devoir de participer à cette vie du monde et qui n'est autre que la participation à la Création. Ne travestissons pas l'Union Française en une attitude de prestige, ne la confinons pas dans le mécanisme d'une Constitution, ne la rabaissons pas à une affaire exotique. Non, l'Union Française ne s'impose pas par des allures de « grande puissance », elle ne se décompose pas en articles juridiques, elle ne se définit pas en recensements, en tonnages, en milliards. Oui, c'est une question de défense nationale, mais ce n'est pas que cela. Oui, une question d'investissements et de plans, mais pas que cela. L'Union Française aura son essence dans un climat moral, sans quoi elle ne vivra pas.

Le malheur, le danger, c'est que la situation actuelle, loin de favoriser la naissance du climat moral, en ruine, au contraire, les éléments. Guerre en Indochine. Oh! ce n'est pas une petite expédition coloniale! En effet, c'est la guerre la plus longue que nous ayons soutenue depuis la guerre d'Espagne sous Napoléon — la guerre la plus longue et la plus lourde de signification pour l'avenir de la France en Europe même. Au Maroc, la déposition du Sultan le 20 août 1953 devait — au dire des instigateurs de l'opération — ramener le calme et donner le départ à un train de réformes. On sait ce qu'il en est : terro-

risme et répression[2]. Chaque jour le fossé se creuse davantage. Et nous avons à méditer le livre de Robert Barrat, préfacé par Mauriac : *Justice pour le Maroc*[3].

En Indochine, au Maroc, et en d'autres points moins névralgiques, l'état des choses et des esprits est caractérisé par un rapport de forces, où nous avons encore la supériorité matérielle, mais où la supériorité matérielle ne suffit pas. Il me serait facile d'incriminer le colonialisme et d'en faire le bouc émissaire — d'autant plus facile que le colonialisme n'est que la caricature de l'œuvre qui fut la colonisation. Mais la question majeure est de savoir si nous voulons — oui ou non — opérer le passage du régime colonial à l'Union Française. Opération ardue, passage soudain. On évoque le mot récent d'un député : nous sommes en 1788! Mirabeau avait perçu « la soudaineté du passage » (l'expression est de lui), où la monarchie était acculée. Au lieu de le franchir et de s'y régénérer, elle y sombra et rendit inévitables la Révolution et Napoléon.

Nous sommes peut-être en 1788 dans la France métropolitaine, nous y sommes certainement dans l'Union Française. Et le passage du régime colonial à l'Union Française semble si périlleux que bien des gens s'y refusent et se portent aux solutions insensées dont l'une est l'abdication, l'autre le maintien du régime colonial par la répression. Les amateurs de catastrophes ne s'effraient point d'une catastrophe de plus qui ferait sauter l'Union Française encore sur le chantier. Ils appellent la Révolution des peuples de l'Afrique et de l'Asie, sans savoir si elle prendrait la forme qui est chère aux

2. Voir le *Figaro* du 2 janvier 1954 : « Il faut changer de politique au Maroc », par Jean-Louis Garraud.
3. Coll. « Esprit », Éd. du Seuil, 1953.

esprits français. Serait-ce l'explosion de la vitalité comprimée et de l'organisation d'États nouveaux, ou bien le pourrissement de pays asservis à leur ploutocratie locale, elle-même asservie à certains financiers? Cessons de considérer la révolution en soi comme la solution. Abandonnons également l'illusion de pouvoir liquider notre ancien Empire colonial, en nous en retirant, ou en le dépeçant en bases interalliées, ou encore en l'apportant en dot à l'Europe nouvelle. Sous des airs philosophiques ou machiavéliques, quelle lâcheté! Quelle déclaration d'impuissance!

Alors quoi? Le maintien dans la situation actuelle? Le maintien par la répression? Abstraction faite de toute morale, à quoi nous mènera d'être les plus forts militairement, les plus durs policièrement? Nous ne construirons l'Union Française qu'en lui apportant l'esprit et les méthodes qui la feront vivre, et en les lui apportant en collaboration avec ses peuples. Et puisqu'il est proclamé que nous luttons pour le monde libre, c'est donc qu'il s'agit d'animer pour l'Union Française un statut de libertés, avec tout ce qu'il comporte de moral. Toutes proportions gardées, l'œuvre d'Union Française est comparable à celle que réalisa l'Église pour faire face à la Réforme : une contre-réforme.

Une telle œuvre nous ferait enfin apparaître non plus comme les sursitaires rageurs d'un ordre périmé, mais comme les pionniers d'un monde nouveau. Mais elle dépend, entre autres conditions, de la connaissance du milieu humain. Et de sa connaissance par la recherche scientifique. Rien de plus opposé au juridisme superficiel, à la bureaucratie, à l'impulsivité, et à la brutalité. Les coloniaux de l'époque héroïque ont commencé par là. Et par là, ils ont réussi.

Il y a un siècle, Faidherbe fondait une politique sur l'exploration méthodique de l'Afrique. Si l'on désire célébrer en 1954 le centenaire de la nomination de Faidherbe à la tête de quelques comptoirs sénégalais, et le cinquantenaire de l'Afrique Occidentale française dont ils furent le germe, il n'est pas de meilleure façon que de développer l'Institut français d'Afrique noire, foyer de documentation, laboratoire pour toutes les disciplines des sciences de l'homme au service du monde africain ; Faidherbe l'africaniste n'est pas un isolé. Sa tradition, illustrée par Gallieni et par Lyautey, vit dans la brousse. C'est dans les villes-champignons qu'elle décline et risque de périr.

Elle n'était pas un dilettantisme. Elle donnait lieu à des applications pratiques qui, si elles avaient été comprises, eussent évité des erreurs. Vers 1890, le général Pennequin préconisait la formation d'une armée annamite, avec des considérations qui annoncent l'armée vietnamienne. Il ne fut pas écouté. Est-il encore connu ?

Les personnages qui courent aux honneurs outre-mer n'aiment pas qu'on leur rappelle cette ligne studieuse où ils font figure de parvenus. Et pourtant il n'a jamais été plus indispensable de la suivre, si nous voulons ne pas rater le passage du régime colonial à l'Union Française. Les plans de mise en valeur et de promotion sociale, de si beaux noms qu'on les décore, n'auront d'efficacité que s'ils sont élaborés dans la connaissance — et dans la sympathie — du milieu humain qu'ils doivent servir. Nous assistons là à de regrettables régressions. Le 12 décembre 1953, une revue spécialisée, *Marchés coloniaux,* poussait un cri d'alarme : son correspondant en un territoire africain déplorait qu'on ignorât le rôle prépondérant des *chefs de terre* et des *phrâtries de cultivateurs* dans la vie agricole africaine. Et il affirmait que seuls

les chefs de terre avaient l'autorité *morale* de faire accepter psychologiquement par la population nos essais de modernisation rurale, et que seules les phrâtries étaient capables de réaliser les travaux que cette modernisation exigeait.

Or, ces chefs de terre et phrâtries sont, depuis Maurice Delafosse, c'est-à-dire depuis quarante ans, sujet d'enquête sociologique et matière d'enseignement, l'enquête renouvelant l'enseignement. Pas un colonial digne de ce nom qui n'ait été formé par cet enseignement et qui ne se tienne au courant de cette enquête. Enseignement et enquête que les colonialistes comme les anticolonialistes jettent ironiquement par-dessus bord, les uns pour réprimer, les autres pour abdiquer. Petites choses, dira-t-on. Non, ce n'est pas une petite chose que l'échec d'un plan. Ce n'est pas une chose petite d'engager l'avenir de l'Union Française sur de prétendus techniciens qui n'ont ni rudiment africain ni sens de l'Afrique et qui masquent sous un bagout d'anticolonialisme leur manque de compétence et de vocation. Et il ne suffit pas de savoir qu'il existe ces chefs de terre et ces phrâtries, mais il faut aussi savoir comment leur parler, comment les toucher, les intéresser, les émouvoir, et si leur existence représente autre chose qu'une survivance, si elle peut vraiment constituer la base humaine du plan.

En septembre 1953, les experts de toute nation réunis à la Haye, à la session de l'Institut des Civilisations différentes, cherchaient à établir les données et les voies du relèvement agraire dans les pays sous-développés. Et tous insistaient sur la valeur des coutumes autochtones, sur la nécessité de connaître le milieu humain. Vérité de simple bon sens. Mais qui nous échappe. Parce qu'il y a des villes et des avions, et des missions qui vont de ville en ville par avion, nous pensons que nous connais-

sons un pays. Mais dans sa vérité profonde, et dans son évolution, il nous reste étranger. Les pays d'outre-mer de l'Union Française sont sans cesse à explorer. Et sans cette exploration, pas de passage du système colonial à l'Union Française.

Dans cette exploration résidera la rencontre entre hommes de civilisations différentes qui prendront des contacts personnels utiles à la collectivité, et qui prendront conscience de l'œuvre à faire en commun. Lyautey disait qu'un médecin valait un bataillon. Un enquêteur sociologique vaut tous les policiers. Et l'Office de la Recherche scientifique outre-mer coûte moins cher que les chambres d'aveux spontanés.

Connaissance du milieu humain. Et formation des élites autochtones dans ce milieu bien étudié. Le 31 décembre 1953, à la tribune du Conseil de la République, Raphaël Saller, sénateur de la Guinée, rappelait l'urgence de cette formation et demandait qu'on ouvrît plus largement l'École nationale de la France d'outre-mer à de futurs administrateurs autochtones. C'était la destination primitive de l'École, telle que l'avait envisagée Pavie. Oui, l'École coloniale devait d'abord initier les « indigènes » à l'administration moderne dans la métropole. Et la tâche proposée par R. Saller n'est pas circonscrite à un dressage administratif. Elle implique la distribution d'une culture qui comporte, répétons-le, la connaissance du pays d'outre-mer où l'administrateur autochtone travaillera. Mais c'est son pays et il le connaît de naissance! Eh bien! non. Il n'en connaît qu'un coin, un canton, sauf exceptions qui confirment la règle. Il a besoin de passer des connaissances fragmentaires à la connaissance générale et de la connaissance instinctive à la connaissance scientifique. Dispense-t-on, dans

la métropole, les enfants des houillères d'étudier la géologie s'ils doivent devenir ingénieur des mines? Nous ne construirons pas *moralement* l'Union Française si nous ne nous appliquons pas à la formation des élites autochtones, dans la liberté de l'enseignement, dans l'amitié de l'enseignement, et *si nous ne les préparons pas aux postes de responsabilité* qu'elles doivent tenir au plus tôt.

La sagesse et le courage, c'est de travailler à cet avenir, au lieu de nous comporter en liquidateurs bravaches ou honteux d'un patrimoine qui a été composé par la science et par l'art d'être humain, beaucoup plus que par la force et l'argent.

L'Union Française sera-t-elle unitaire? — ou fédérale? — ou bien confédérale? — ou encore multinationale? Je ne méconnais pas l'intérêt supérieur de ces hautes questions. Mais j'ai voulu présenter l'Union Française comme la construction morale qu'elle doit être d'abord.

Je ne cherche pas à me placer au-dessus de la mêlée. Comment, à l'heure où j'écris, ne me demanderais-je pas si l'un de nous n'agonise pas en Indochine! A en juger par celui que ma petite ville n'a pas fini de pleurer, par la qualité d'âme dont il rayonnait, c'est non seulement une vie de moins, une jeune vie de moins, c'est aussi une chance de moins pour la réconciliation avec la vie d'en face, avec la jeunesse d'en face. Le mal de la guerre et de sa sélection à rebours, c'est de tuer les meilleurs, ceux-là mêmes qui pourraient le mieux faire la paix! Et tandis qu'ils tombent et que nous attendons de leur sacrifice, autre chose que la légalisation du trafic de piastres, les universités américaines forment par centaines les spécialistes du milieu humain en Extrême-Orient. A nous

la guerre, à d'autres que nous les beaux rôles de la paix. Pour comble d'absurdité, une rumeur se propage. Ne l'entendez-vous pas ? Derrière la guerre d'Indochine, il y aurait le cléricalisme! Oui, ce serait à des fins cléricales que la France mènerait croisade là-bas!

Ne désespérons pas de la vérité, obscurcie et souillée. Le salut est dans le passage du régime colonial à l'Union Française. Ce passage, préparons-le techniquement et moralement.

Techniquement, il ne tient pas tout entier dans la connaissance du milieu humain et dans la formation des élites autochtones. Mais il y a là deux voies qui sont absolument obligatoires. Et elles ont cet avantage de mêler étroitement technique et morale. La préparation morale du passage est admirablement indiquée par la conclusion de l'article du bâtonnier de Meknès, Paul Buttin, dans les *Études* de janvier 1954[4]. A propos du douloureux Maroc que les seigneurs du 20 août 1953 n'ont même pas doté du statut représentatif que la République a donné à l'Oubangui, Paul Buttin écrit : « La carence administrative trace aux chrétiens leur devoir. La charité, qui n'a pas de limites, doit trouver ici une dimension nouvelle. A sa forme traditionnelle, très belle, qui s'est toujours occupée des pauvres, des déshérités, de ceux qui ont faim et qui sont nus, doit s'en ajouter une autre où l'intelligence jouera un rôle prépondérant. L'œil voit le prochain qui n'a pas de vêtements. Il ne perçoit pas le drame intérieur dont l'âme est le siège et que la victime le plus souvent est incapable d'analyser. N'est-ce pas ici le lieu de rappeler le mot de saint Paul dans l'Épître aux Philippiens : « Ce

4. « Le drame de la jeunesse marocaine », par Paul Buttin, *Études*, janvier 1954.

que je demande, c'est que votre charité abonde de plus en plus en *connaissance* et en toute *intelligence* pour apprécier ce qui est meilleur. » Seuls les chrétiens, mais à condition de savoir demeurer objectifs et d'ajouter à leur charité la connaissance approfondie de tous les éléments d'une situation extrêmement complexe et difficile, sont à même de transformer le climat pénible du Maroc actuel. »

Cette conclusion vaut pour toute l'Union Française. Le passage du régime colonial à l'Union Française, la soudaineté du passage, l'étroitesse du passage où l'avenir de la France est engagé, nous ramène à la charité et nous fait déboucher sur une dimension nouvelle de la charité.

ROBERT DELAVIGNETTE.

LA FRANCE PARMI LES PUISSANCES

Au cours d'un récent séjour à l'étranger, je demandais à un diplomate français ses réflexions sur le sujet que nous nous proposons d'étudier.

« Nulles, nous dit-il, d'un ton volontairement tranchant, car pour avoir une diplomatie, il faut d'abord avoir une politique. Or, vous savez bien que nous n'avons aucune politique et, par conséquent, nous ne pouvons avoir aucune diplomatie. »

Rentré à Paris, j'ai posé la question à divers diplomates français à Paris. Réponses presque identiques, comme si tous s'étaient donnés le mot. « Donnez-nous une bonne politique, nous vous donnerons une bonne diplomatie... »

Il est évident, en effet, que le désarroi des diplomates français est réel et qu'il a son pendant dans tous les milieux politiques. Et les vrais amis de la France à l'étranger, ceux qui n'ont pas de conditions à poser à leur amitié, mais désirent voir ce pays fort et sûr de son destin, sentent bien que la division qui règne dans les affaires publiques françaises souvent déchire jusqu'à la conscience même de l'individu devant des choix également tragiques.

Ces réflexions m'étant demandées, à moi « un étranger et un habitant parmi vous », qu'il me soit permis de dire fortement que le choix fondamental qui depuis plus de deux ans pèse sur la vie politique française, m'oblige à respecter intégralement la liberté des Français à

prendre leur décision sans condition. Les chances de la diplomatie française pourraient être fortement déterminées par ce choix, mais la conjoncture actuelle est toute axée sur les entretiens de Berlin et, par conséquent, on ne peut imposer à cette diplomatie de limitations à priori tant que cette rencontre n'a pas vidé ses propres « chances ».

Politique d'abord ?

Et en premier lieu est-il absolument sûr qu'il faille — d'abord — une politique avant d'avoir une diplomatie ? Sans doute sur le vide politique, le laisser-aller, la division civique et l'affaiblissement continu, militaire et financier, on ne saurait bâtir quoi que ce soit, pas plus une diplomatie qu'une contruction institutionnelle ou une vie nationale. Ce n'est donc point notre propos de nier que, dans le fond, les diplomates cités plus haut, aient raison. Mais s'il est vrai que tant de choses laissent à désirer en France dans le domaine des affaires publiques, s'il est vrai que tant de choses sont à redresser dans tant de domaines, il paraît assez faux d'aborder le problème d'une façon quelque peu géométrique en conditionnant telle zone de redressement par telle autre qui lui serait préalable. Au contraire, il paraît plus juste de dire que toutes les branches de l'activité nationale doivent simultanément apporter leur pierre à la construction nécessaire. Non seulement une politique vigoureuse peut aider à élaborer une vigoureuse diplomatie, mais la réciproque est également vraie : une diplomatie consciente, fortement dirigée, unie, patriote, ne pensant qu'à la grandeur de ses servitudes, peut aider très substantiellement à ce redressement général tant souhaité.

Les diplomates eux-mêmes, du reste, nous donnent la possibilité de voir sainement le problème. Que de fois l'on entend des éloges adressés à des agents en poste —

et je pense justement à certains de ceux qui me répondirent ainsi que je le rapportais plus haut — pour avoir si bien défendu les intérêts français, « bien que n'ayant pas d'instructions du Département... ». Reconnaissons cependant que les conditions techniques de la vie moderne (télégraphe et radio surtout, avions transatlantiques qui mettent fréquemment en présence les ministres des Affaires étrangères) ont complètement bouleversé le concept classique de la diplomatie. Pour certains, le diplomate est devenu une vraie boîte aux lettres. Pour d'autres, un simple informateur, non un négociateur disposant d'une marge d'autonomie. Devant ce bouleversement, la diplomatie française doit-elle démissionner ou se « repenser » entièrement ?

La perspective berlinoise.

En cette veille de la reprise des conversations avec les Russes, personne ne peut dire quelles sont les données exactes de la politique russe sur lesquelles les Occidentaux puissent tabler. Soyons assez francs pour reconnaître que, si les Occidentaux connaissaient ces données, il n'est nullement certain qu'ils se trouveraient d'accord sur une politique commune.

Marquons cependant, au passage, cette partie de notre propos par l'accent que tous les représentants français dans les conseils occidentaux depuis 1948 ont mis sur la nécessité permanente, pressante, d'unifier, de coordonner les politiques occidentales en un « pool » solide. Les trois puissances dont les « experts » ont tenté, dit-on, de le faire sont-elles parvenues à une franche coordination de leurs buts et de leurs activités ?

Sans être dans le secret des dieux, tout le monde se rend compte que les Russes rechercheront à Berlin une « explication » plus générale à cinq. Il ne sera d'ailleurs pas difficile à Moscou de montrer la nécessité d'une telle

explication ; bien des aspects du problème allemand le permettront aisément. Ce qui importe pour les Occidentaux de tirer au clair c'est si Moscou s'est vraiment rendu compte que le chantage et la terreur internationale ont lamentablement échoué et risquent sérieusement de mener la Russie à la catastrophe.

Devant une telle perspective, la France — sa diplomatie — est-elle sans moyens d'action ?

Prenons acte du fait que, à cette phase essentielle de la vie internationale, rien d'irrévocable n'a été fait pour l'application de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.). Qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, il y a là un élément qui ne peut que donner à la représentation française et, par conséquent, aux trois Occidentaux dans les jours à venir un moyen précis et il peut être efficace de faire savoir aux Russes qu'il est encore temps de montrer des dispositions raisonnables pour la restauration de la paix. Sans doute, il ne saurait être question pour la France de « vendre » l'Allemagne occidentale en échange de l'Allemagne orientale dans une unité et une neutralisation qui laisseraient tout de même la force militaire russe virtuellement sur les deux plates-formes décisives en Europe : en Bohême et en Bulgarie, la première menaçant l'Europe à l'ouest, la seconde tenant les Balkans à merci.

Ainsi que le disait une personnalité très au fait de la situation stratégique de l'Europe en ce janvier 1954, « pour ceux qui, comme moi, sont partisans de l'Armée européenne, ce serait un intolérable marché de dupes que de donner le projet de C.E.D. en échange d'une Allemagne unifiée et neutre. Mais si Moscou accepte sérieusement de lâcher la Pologne et la Tchécoslovaquie — et même en fait de lâcher tous les États satellites qui, avec l'Allemagne, deviendraient neutres — alors nous pouvons envisager une sérieuse négociation dont le prix peut être le non-réarmement de cette Allemagne dont, après tout, la France a aussi peur que les Russes ».

Sans doute, il n'est pas dit du tout que, même si les Russes le voulaient, ce serait tellement facile de mettre dans un moule unique le centre de l'Europe qui, depuis 1944, a suivi des évolutions économiques diamétralement opposées dans ses diverses parties. Mais si la France y voit enfin poindre la fin de son actuel cauchemar, qui nierait qu'il y a là une tâche fascinante pour sa diplomatie ?

A cela, une condition, bien entendu, c'est que partisans et adversaires qui se déchirent en ce moment acceptent le fait que, pour des raisons dont on peut discuter, la C.E.D. n'est pas encore un fait accompli et que, par conséquent, il n'existe pas de raison de ne pas mettre cette question sur la balance. Mais la condition pour tenir des gages sérieux serait que la France et ses alliés fussent d'accord sur ce point grâce à une franche explication. Cette explication a-t-elle eu lieu ? Nous craignons bien que non. Donc c'est là un des dangers de la situation à la veille de Berlin, car c'est par là que les Russes peuvent tenter de rompre l'unité des Occidentaux.

Politique continentale et Indochine.

La même impression risque d'apparaître si l'on porte son regard sur les problèmes les plus brûlants de l'Union Française. En effet, parallèlement à la négociation allemande de Berlin, il est presque certain qu'une négociation plus étendue, en quelque sorte à un étage supérieur, peut apparaître très tôt au sujet de ce qu'il est convenu d'appeler les « causes générales de tension dans le monde ». Si l'on s'en tient aux faits palpables, ces causes peuvent être ramenées essentiellement aux conséquences de la révolution atomique, aux données mouvantes de la situation de l'Asie, aux problèmes du ravitaillement en matières premières. Nous laissons de côté d'autres problèmes comme ceux des accès aux mers

qui n'ont aucune chance sérieuse d'être abordés avant que l'atmosphère ait préalablement été assainie.

Pour les pays occidentaux, à la suite de l'expérience douloureuse des négociations qui se sont succédé, depuis la guerre, avec Moscou, il est évident que l'entretien ne saurait prendre vraiment forme avec les pays communistes, essentiellement avec la Russie et la Chine, que si l'objet d'une négociation sur ces problèmes fondamentaux apparaît clairement sans possibilité de traquenard. Il est d'ailleurs possible que chez les Russes il existe un état d'esprit analogue à l'égard de l'Occident, aspect dont il faudra toujours tenir compte et où la finesse de la diplomatie française pourrait intervenir avec une vigilante attention.

Que peut être cet objet de négociation où le solide « donnant donnant », conçu dans certaines limites, peut apparaître fructueux? Il y a un point du globe où la guerre chaude se poursuit avec acharnement, c'est l'Indochine. En termes clairs, et si l'impression de l'homme de la rue peut être prise pour critère, le Français considère que cette guerre n'est plus la sienne et s'il trouvait le moyen de s'en débarrasser, il le ferait volontiers, sans pour cela aller à une capitulation honteuse. Mais un instant de réflexion lui permet de voir facilement que l'Indochine est devenue, dans l'actuelle distribution des forces à travers le monde — avec une Asie méridionale en pleine hésitation — une difficulté pour l'avenir de la France : la Chine communiste, comme l'U.R.S.S. d'avant-guerre, cherche à établir un glacis à ses frontières afin d'éloigner le contact direct avec ceux qu'elle soupçonne de nourrir des intentions aggressives à son égard ; en revanche les États-Unis savent ce que deviendrait l'Asie méridionale si l'Indochine tombait aux mains du communisme et l'on peut prévoir que Washington interviendrait activement si l'armée française décrochait — volontairement ou par contrainte.

Or, si l'on jette un coup d'œil en arrière, on s'aperçoit

que depuis la guerre en fait aucun des deux camps n'a virtuellement, en aucun point du globe, obtenu une victoire totale et une solution totale dans un sens qui lui soit entièrement favorable. Ce que nous avons vu avec l'armistice de Corée, nous l'avons à Trieste, nous l'avons en Israël (bien que pour ce cas l'arrangement provisoire ne soit pas entre les deux blocs), et même dans tous les pays satellites où des traités de paix sont restés lettre morte, tandis que les puissances occidentales refusent de reconnaître le fait accompli. Nous avons surtout la même situation *de facto* en Allemagne, etc.

Est-il donc tellement absurde de rechercher en Indochine un *modus vivendi* comme sur les autres points du globe, en attendant que les puissances aient réussi à explorer leurs rapports de forces sur toute la surface du globe pour se rendre compte si des solutions plus définitives peuvent remplacer les *modus vivendi* qui les départagent en ce moment le long de la chaîne des conflits sur toute la terre.

Mais, dira-t-on, où est le compromis en Indochine ?

Il appartient sans doute aux diplomates d'user ici de leur art. Nous voudrions montrer que, contrairement à ce que les diplomates eux-mêmes pourraient penser, leur heure pourrait sonner et plus tôt qu'on ne pense. L'opinion publique a besoin de se rendre compte que la raison n'est ni dans un extrême ni dans l'autre, dans les conditions présentes du monde. A titre de pur exemple, ne pourrait-on concevoir une suggestion qui nous était présentée voici quelque temps par un de ces jeunes fonctionnaires qui, en France, donnent l'espoir d'un renouveau prochain ?

« Et le seizième parallèle ? nous disait-il. Est-ce tellement absurde d'y revenir avec les données de la situation actuelle en attendant l'exploration du problème en fonction des problèmes mondiaux ? Il y a des hommes qui, par désespoir ou par désir de concentrer la force

de la France en Europe, préférent tout lâcher en Indochine. C'est là solution impossible, car même si nous dessinions un tel mouvement, les États-Unis entreraient dans la région pour en interdire l'accès aux communistes. Or le seizième parallèle, en dépit de ses inconvénients que je ne nie pas, aurait l'avantage de laisser à la France une possibilité concrète de présence, un asile pour les Eurasiens, un territoire pour ceux que le régime du Vietminh considère comme ses ennemis mortels. Il n'y a d'ailleurs pas que des avantages à cette solution, car la perte du Tonkin et surtout du delta du fleuve Rouge serait grave et substantielle, mais justement elle donnerait le moyen de voir si des garanties autres que verbales sont possibles de la part de la Chine. On verra si Pékin ne fera pas de cette... Corée du Nord une simple base de départ ».

La valeur d'un *modus vivendi* sur l'Extrême-Orient a ceci de décisif qu'il peut ouvrir des voies jusqu'ici bouchées à une détente entre Washington et Pékin. Sur quelles bases ? Bien que la France puisse y voir une phase importante de la situation mondiale, le problème se pose surtout entre Chine et États-Unis et la France ne jouerait que le rôle de catalyseur à cause de l'incidence indochinoise. C'est là encore que la diplomatie française trouverait toutes ses chances à l'occasion d'un desserrement de l'étau actuel des relations internationales par la reprise du dialogue.

L'inspiration fondamentale.

Qu'on nous entende bien. Il existe une différence énorme entre ce rôle que nous croyons naturel à la France et celui que des voix intéressées lui font entrevoir et qui serait avant tout l'abandon des fondements mêmes de la politique de défense coordonnée des pays libres poursuivie jusqu'ici dans l'alliance atlantique. Il nous semble que toute tendance dans cette direction

aliénerait à la France non seulement la confiance de ses alliés pour longtemps, mais ne gagnerait rien de durable dans la confiance des pays communistes.

Ainsi que le rappelait récemment un haut fonctionnaire français, la France a connu dans le passé des alternances d'action concentrée sur les entreprises d'outremer ou, au contraire, sur le continent européen. Nous avons appris sur les bancs de l'école qu'après 1870 la IIIe République entreprit sa grande épopée coloniale. Inversement, quand la France était occupée par la guerre de Sept ans, au milieu du XVIIIe siècle, Paris n'hésitait pas à renoncer au trop fameux « arpents de neige ». Toute la diplomatie française, aujourd'hui, comme par le passé, mais avec une sorte de fébrilité, peut-être due au rythme actuel de l'histoire, demeure empreinte de cette idée que la France ne saurait être enfermée dans un cadre trop étroit. La France n'est pas uniquement un pays industriel, ni non plus uniquement un pays agricole. Ce n'est pas un pays uniquement à vocation continentale, ni non plus à vocation exclusivement maritime, ni uniquement latin, ni non plus uniquement germanique, ni exclusivement méditerranéen ni non plus uniquement atlantique. Il est tout cela à la fois. C'est là, à notre sens, qu'il faut voir la source de ses hésitations actuelles qui, poussées à l'excès, pourraient devenir un refus pur et simple de choisir. Peut-être qu'en effet, dans une certaine mesure, ce soit là le cas et que, de ce point de vue, il faille à la France une politique qui sache choisir, le moment venu. Mais tout son génie se refusera à se cantonner dans une seule de ces facettes de sa nature multiple. Qu'on comprenne bien, nous ne cherchons nullement à admirer béatement un certain immobilisme. Mais qui niera que, si la France s'était engagée en pointe depuis la mort de Staline dans, par exemple, l'Armée européenne, elle se trouverait aujourd'hui privée des plus élémentaires possibilités d'action dans le concert des Quatre? Cela nous conduit à la conclusion que

demeure tout de même le problème essentiel, à savoir l'Allemagne dans l'Europe de demain.

La France, c'est évident, ne peut éluder indéfiniment le problème de l'Europe. Le problème grave pour la France si l'équilibre des forces mondiales s'établit entre l'Amérique et la Russie, c'est la possibiliité d'une Allemagne entièrement libre de ses mouvements — et à fortiori armée — dominant le centre de l'Europe soit par des forces militaires, soit par ses forces économiques ou les deux. Quand la Grande-Bretagne accepte d'armer l'Allemagne afin de limiter son dynamisme économique et commercial, elle agit par simple instinct de défense. Mais quand la France se pose la question tragique de l'avenir du centre de l'Europe sous le poids d'une Allemagne modifiée, poids militaire ou commercial, elle réagit par un instinct profondément européen fondé sur un besoin d'équilibre. C'est pour cela qu'il faut la comprendre, même quand elle hésite, même quand elle cherche à savoir et que, dans un tel processus, certains décèlent de la paresse et même, dans certaines manifestations, du conservatisme. Car, il faut le dire, on peut être pour ou contre la C.E.D., et il faut espérer que Moscou tout de même verra enfin la sottise criminelle des dernières années du régime stalinien et au moins essaiera d'explorer de nouvelles possibilités. Tant que Moscou n'aura pas formellement renié cette politique criminelle, le devoir de vigilance et d'unité du monde libre demeure primordial, mais immédiatement après vient pour la France la tâche qui lui appartient par droit d'aînesse, à savoir la construction de l'Europe unie. Avec ou sans armée allemande, une Europe unie est la seule issue saine, la seule où l'Allemagne peut encore trouver un chemin honorable pour mener sa vie nationale autrement que dans les sentiers de sang et de boue. Les « chances de la diplomatie française » sont là, prometteuses, impératives même.

ÉLIE MAISSI.

PLAIDOYER POUR LES RELATIONS CULTURELLES

Faudra-t-il en parler au passé ? Lors de la discussion du budget au Conseil de la République, M. Léo Hamon et M. Pezet ont donné des chiffres inquiétants. De 0,25 pour cent des dépenses nationales en 1949 (je dis bien : moins de deux et demi pour mille) il est tombé à 0,09 pour cent (moins d'un pour mille), alors que celui de l'Italie augmentait d'un tiers ; il ne subsiste que soixante et une publications françaises à l'étranger, cent dix-huit écoles laïques, quatre cent soixante-trois écoles religieuses (plus les cent quatre-vingt-seize missions religieuses non enseignantes). Aussi bien le nombre des Français à l'étranger est-il tombé de huit cent mille en 1914 à cinq cent mille en 1939 et à trois cent ou trois cent cinquante mille aujourd'hui : on aimerait d'ailleurs avoir des précisions, et savoir si cette baisse est due à des rapatriements ou à des changements de nationalité.

Bien sûr, les relations culturelles semblent du gaspillage à ces Messieurs des Finances : les Français hors de France ne votent pas, et leurs trois sénateurs, s'ils font de leur mieux, manquent de l'autorité que leur conférerait une élection réelle (leurs collègues les désignent par cooptation sur une liste que présentent les associations françaises à l'étranger) ; les malheureux

attachés culturels essuient les feux convergents des diplomates de la vieille école qui les traitent volontiers en intrus et des universitaires qui les regardent comme des déserteurs. Que n'a-t-on pas entendu, dans ces années de l'immédiat après-guerre, où l'instinct migrateur faisait craindre, en effet, une hémorragie! Seuls des motifs sordides l'expliquaient, la lâcheté, le lucre : et de jalouser ceux qui s'en allaient gagner des dollars; et de jeter la pierre, avec tel grand philosophe, malavisé cette fois, aux orgueilleux qui répéteraient : « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis », et s'imagineraient pouvoir conserver outre-mer l'intégrité de leur pensée... Et puis, ajoutait-on, au moment où les cadres intérieurs se recrutaient si mal, serait-il indiqué de les dégarnir? Notre propagande culturelle ne deviendrait-elle pas une supercherie si le niveau de la culture, faute d'ouvriers, baissait trop en France? Tout dans ces critiques n'était pas faux : mais les vocations de mauvais aloi ne devaient pas tarder à se dégonfler (ni la fortune ni la vie sans souci n'accueillent plus l'arrivant en aucune région du globe); la qualité des études s'est rapprochée de la normale, les polémiques se sont apaisées : malgré tout, chaque année, les crédits subissent encore de nouvelles amputations, si bien qu'on se demande ce qu'il en resterait si, en 1945, les reconstructeurs n'avaient pas vu grand...

Il fallait voir grand. La France a longtemps joui, en ce domaine, d'un prestige incontesté : ce n'est plus le cas. Elle avait déjà perdu inévitablement l'Europe centrale. La dislocation de l'Autriche-Hongrie, dernier Empire supra-national, avait dépossédé la dernière aristocratie où se perpétuait un peu de cosmopolitisme calqué jadis sur le goût de Versailles. Néanmoins, la Petite-Entente — Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie

surtout — et la Pologne, cultivaient ardemment l'amitié française, s'imprégnaient d'esprit français, les écoles et les Instituts français s'y multipliaient. Mais le nazisme les a submergés, puis Moscou a tiré le rideau de fer, et voilà quinze ans que cela dure; la jeunesse grandit sur d'autres chemins. Une offensive vigoureuse des États-Unis nous dispute l'Amérique latine : elle a profité de l'hiatus de la guerre, elle joue de la solidarité continentale, elle fait miroiter la richesse qui se traduit par l'ampleur des moyens employés — comme la prospérité française et l'éclat de Paris éblouissaient à la « belle époque »; elle déploie une assurance impressionnante, présente des recettes faciles alors que nous exigeons des nuances et de la réflexion; tout ceci fait effet sur les classes montantes qui trouvent souvent l'anglais plus utile et tendent à regarder notre langue comme un produit de luxe à l'usage des privilégiés en voie d'extinction. Partout on se plaint que notre livre se vend trop cher. Nous gardons à peu près nos positions dans la péninsule ibérique et en Proche-Orient, malgré les querelles politiques, mais pour combien de temps? Ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts. « La France ne peut plus attendre que nous allions à elle, me disait un Haïtien, au lendemain de la guerre : il faut qu'elle aille à nous, ou bien ses concurrents, qui s'en donnent la peine, ne tarderont pas à la supplanter. »

Au XIX^e^ siècle tout nous favorisait. Nos congrégations formaient l'élite chrétienne, et la franc-maçonnerie parallèlement diffusait les « idées françaises »; Paris était la source où l'on s'abreuvait, et nos débats parlementaires se répercutaient au bout de quelques semaines dans vingt petites républiques. Aujourd'hui une moitié de l'univers suit Karl Marx qu'adopte Moscou, et l'autre moitié interroge les oracles que l'on formule à Washing-

ton. Nous fournissions des arguments aux défenseurs de la tradition ou aux combattants de la liberté : aujourd'hui la bataille se livre entre un certain évangélisme nord-américain et la mystique communiste. Au lieu de nos missions religieuses appauvries et de notre « mission laïque », les écoles protestantes se bâtissent à grand renfort de dollars et les cellules d'extrême-gauche polarisent les mécontentements. D'un côté l'on cherche l'exemple d'une société prospère et de l'autre l'espoir d'une amélioration matérielle. Entre deux nous affirmons les valeurs désintéressées, — trop désintéressées, juge-t-on volontiers, trop éloignées de la vie concrète ou de l'action, trop « bourgeoises », trop peu dynamiques.

Et pourtant, dans le déchaînement des convoitises, ces valeurs peuvent sembler plus indispensables que jamais. Elles apportent le complément sans lequel une vie réduite à l'immédiat deviendrait un cachot. Elles humanisent les conflits, elles invitent à la modestie et à la probité que nécessite une analyse bien faite, elles confèrent aux idées leur pouvoir généralisateur. Et je ne prétends pas que la France en ait le monopole, ni qu'elle n'ait souvent péché contre les vertus qu'elles incarnent ; mon propos n'est point d'écrire un panégyrique de l'esprit français ni d'en rechercher les composantes, — je l'ai fait ailleurs. Mais c'est un fait qu'encore maintenant il fascine le reste du monde ; c'est un fait que nos Facultés regorgent d'étudiants étrangers, malgré le petit nombre et la modicité des bourses dont nous disposons par rapport à d'autres pays ; c'est un fait que le séjour à Paris demeure pour beaucoup la suprême étape dont ils rêvent pour mettre la dernière touche à leur formation : cette sévérité des examens, cette insistance sur l'initiative plutôt que sur la mémoire — rarement portées aussi loin —,

jointes au sens des nuances et au sang-froid de la critique, tout cela n'a pas cessé de forcer l'admiration; même la véhémence des reproches qu'on nous adresse parfois atteste la déception d'un élan contrarié. Ce sont des querelles d'amoureux. On s'est forgé de la France un portrait idéal; on s'irrite, plus qu'elles ne le mériteraient, des verrues qui la défigurent.

D'autres nations entretiennent à l'étranger des écoles pour leurs nationaux; l'Angleterre avec son British Council, l'Italie avec ses Sociétés Dante-Alighieri, cherchent à faire connaître au loin des cultures qui, certes, en valent la peine. Mais il n'existe nulle part l'équivalent de ces Alliances françaises où se groupent spontanément, dans des centaines de villes en tous pays, les fervents de notre langue. Et que de comités anciens ou récents depuis France-Amérique qu'avait fondé Gabriel Hanotaux ou les Amitiés Catholiques françaises qu'a longtemps dirigées Mgr Beaupin, jusqu'à ces benjamins nés depuis la guerre, Culture française, dont le bulletin renseigne sur ce qui regarde notre culture en tous pays, ou l'excellente association nationale France-Canada qui plonge ses racines dans les milieux populaires des provinces où se sont recrutés les pionniers de la Nouvelle-France! Sont-ils trop? Ils prolifèrent; ils ont pu donner l'impression d'un bouillonnement un peu anarchique; en réalité chacun d'entre eux a sa raison d'être, nettement différenciée; ils se complètent et n'ont besoin que de coordonner leurs efforts.

On voudrait faire une place à part au Comité de la Vie française en Amérique, né à Québec, et représenté maintenant à Paris par un groupe correspondant. Car son existence témoigne de la vitalité de notre culture hors de France. C'est en 1922 que l'Université Laval convoquait le premier congrès de la langue française en

Amérique ; le second congrès, en 1937, décidait la création d'un exécutif permanent, le Comité de la Survivance française, qui, au troisième congrès, en 1952, adoptait son titre actuel, la vie française au Nouveau Monde étant désormais beaucoup plus qu'une survivance. Ainsi, trois ou quatre fois par an, des délégués de la province de Québec, d'Acadie, de l'Ouest canadien, de Nouvelle-Angleterre, de Louisiane, discutent les périls ou les développements de l'âme française outre-mer et mettent en commun un programme d'action. Nos relations culturelles dépassent donc le cadre national. Pour les considérer dans toute leur ampleur, il faut tenir compte des multiples groupes humains qui regardent l'esprit français comme une partie de leur être et le diffusent comme autant de foyers secondaires. Un numéro spécial de *La Vie Intellectuelle* [1] a déjà mis leur rôle en lumière. La spontanéité de leur concours nous apporte un témoignage significatif — j'ai souligné plus d'une fois ce qu'a de particulièrement impressionnant le cas d'Haïti, ancienne colonie d'esclaves, émancipée par les armes ; ils devraient éveiller un intérêt réciproque. Et, au delà des peuples qui parlent notre langue, combien d'autres lui fournissent des écrivains! Après le Roumain Panaït Istrati, voici l'Égyptien Elian J. Finbert, le Péruvien Ventura Garcia Calderon, l'Argentine Victoria Ocampo. Et, à côté des écoles patronnées par l'État français, combien s'enorgueillissent d'approfondir les études françaises, universités canadiennes, belges ou suisses, mais aussi britanniques ou américaines, avec le concours de maîtres français, mais aussi de connaisseurs étrangers tels que naguère l'Allemand Ernst Robert Curtius ou le Danois Nyrop!

1. Août-septembre 1952.

En plaidant pour les relations culturelles, nous ne songeons pas seulement à l'organisme qu'abrite le Quai d'Orsay. Des pionniers individuels l'ont devancé, des francs-tireurs agissent parallèlement, à leurs risques et périls, et souvent d'autant plus efficacement que depuis les abus du totalitarisme on se méfie de toute propagande où l'on soupçonne des arrière-pensées politiques. Aussi bien les consignes, lorsqu'il en existe, viseraient-elles plutôt à freiner les imprudences. Les particuliers, qui n'engagent qu'eux-mêmes, rencontrent moins d'entraves. Mais il est bon de trouver un appui. Il ne suffit plus toujours de laisser les choses se faire toutes seules. Nos rivaux, sentant à quel point les sympathies culturelles préparent les autres, n'ont rien négligé pour qu'elles jouent en leur faveur; ils tâchent de suppléer à ce qu'elles ont peut-être de moins naturel : ignorer cette rivalité qui ne veut point dire hostilité mais émulation, ce serait nous condamner à l'effacement ; sans nullement recourir au dirigisme, il faut pouvoir combler les lacunes, remédier aux faiblesses, sanctionner, orienter : tel est le rôle qu'on attend normalement des pouvoirs publics, et dont ils doivent garder les moyens.

Je me demandais, en commençant cet article, s'il a bien sa place dans un recensement des atouts que possède la France : car enfin je constatais un recul et des menaces. Notre prestige culturel diminué, contesté, ne reste un atout que si nous le voulons bien. Mais un bilan, même positif, ne signifie point un panégyrique; il n'instruit que si nous en pesons tous les aspects, réconfortants ou non. Et les aspects réconfortants, nous l'avons vu, ne manquent pas. Même en des lieux où notre rayonnement fléchissait, les observations signalent une reprise : au Brésil, m'affirme-t-on, si la société que notre culture modelait vieillit et perd son influence, la

jeune génération, dans les Universités qui se multiplient, recommence à s'y intéresser très vivement. Il dépend de nous, en grande partie, que de tels symptômes se généralisent.

Il faut, pour cela, que la France cesse de douter d'elle-même. Elle offre trop volontiers le spectacle d'une nation déboussolée. On vient lui demander ses leçons et l'on ne rencontre que dénigrements mutuels, scandales montés en épingle, disputes sans issue. Même une certaine façon de combattre l'injustice, chez des chrétiens, aboutit, faute de nuances, à mettre en accusation leur pays devant l'étranger ; et ceux qui ne se réclament pas de Moscou ni de Washington prennent trop souvent figure de *laudatores temporis acti*. Nous avons parlé de querelles d'amoureux : encore ne faudrait-il pas leur donner prétexte comme à plaisir. Qui dira les torts des jeux de partis ? La discussion sur la politique étrangère, en décembre, faisait honneur au Parlement : de part et d'autre on sentait la gravité du problème, on apportait des arguments valables, il se dégageait sur bien des points une position française que le gouvernement eût pu soutenir avec une fermeté renforcée : pourquoi faut-il, quelques semaines plus tard, que les péripéties de l'élection présidentielle soient venues discréditer cette page d'histoire et donner raison, en apparence, à ceux qui refusaient de la prendre au sérieux ?

Il ne faudrait pas donner des qualités françaises une image caricaturale qui les transformerait en défauts. Nous pratiquons l'examen de conscience : le pessimisme psychologique hérité de Port-Royal et des classiques, joint aux interrogations mêmes que nous nous posons depuis 1789, ont engendré cette sévérité lucide sur notre propre personne qui contraste avec la fatuité des nations neuves en pleine réussite ; mais si l'examen de conscience

dégénérait en complexe d'infériorité, comment soutenir le choc de ces nations gonflées à bloc ? La même lucidité, appliquée aux autres, engendre l'esprit critique : on ne nous en fait pas accroire, nous dégonflons les baudruches, les grands mots ou les attitudes avantageuses attirent notre ironie, et déjà le moyen âge raillait les inconséquences des gens respectés ; mais l'esprit critique peut dégénérer en un scepticisme dissolvant. Nous portons très haut la dignité de la personne humaine : cette exigence morale, ce sens de l'humain, nullement incompatibles avec les vues sur la misère de l'homme, remplissent déjà Pascal aussi bien que Racine, et ont fait de la France l'espoir et la consolation des opprimés ; mais facilement ils dégénèrent en individualisme anarchique. Le pire serait pourtant d'y renoncer en n'en voyant que les excès, et d'oublier, en nous alignant sur les autres, ce que précisément les autres attendent de nous.

Cela est vrai dans tous les domaines. Il est bien exact que nos réalisations techniques ne le cèdent à aucune, et nous ne devons pas nous lasser de les faire connaître aux jeunes peuples d'outre-mer qui nous regardent quelquefois uniquement comme des « littéraires » : mais si elles sont telles, si surtout nous avons évité de trop grosses erreurs dans leur application, cela ne tient-il pas à ce qu'elles reposent sur un fond solide de culture générale ? Il arrive que nos examens découragent : c'est tellement plus facile ailleurs ! et comme les autres ne réussissent pas moins bien — ni les individus ni les nations — dans la lutte pour la vie, nous sommes tentés de nous demander si des méthodes moins torturantes n'obtiendraient pas un égal succès ; mais les garanties qu'ils apportent, l'exercice qu'ils exigent de l'esprit, continuent d'inspirer un respect dont témoigne l'affluence à nos Facultés. Il ne s'agit pas de s'immobiliser : nous en

venons au point où nos programmes surchargés nécessitent sans doute une refonte ; mais la refonte maintiendra l'autorité universelle de l'enseignement français dans la mesure même où elle reflétera mieux qu'auparavant ses principes directeurs.

Ne perdons point de vue les relations culturelles : elles nous donneront confiance ; et, en nous permettant des comparaisons, en nous apprenant ce que l'on aime ou ce que l'on critique en nous, elles nous aideront à nous corriger.

Auguste Viatte.

ÉLOGE DE LA PENSÉE FRANÇAISE

Parmi ce nécessaire inventaire des chances de la France, se donner comme tâche une défense et illustration de la pensée française, c'est avoir choisi la meilleure part. Nul dans le monde ne conteste à la France une certaine primauté dans l'ordre de la culture libre et désintéressée ; nul ne lui fait reproche d'aimer l'intelligence, mais plutôt de l'aimer avec excès ; et les malveillants qui au dedans ou au dehors veulent se persuader que nous sommes entrés en décadence nous comparent, usant de ce qui leur reste d'humanités, à une Athènes victime de jeux de l'esprit et incapable, parce qu'elle penserait trop, de se rassembler et de vouloir, ce qui est reconnaître à la France une manière d'excellence intellectuelle, même si on la plaint de faire d'une telle surabondance de dons l'emploi le plus déconcertant et le plus stérile. La question se posera alors de savoir si cette élection qui semble avoir été faite de la France pour les exercices de l'esprit lui aura été un bonheur ou un malheur, si cette chance éminente ne se changerait pas à la fin en malchance suprême.

Rien n'est plus traditionnel que la pensée française, je veux dire fidèle à son propre génie qui est de libre diversité. Même en un temps où la France n'était pas encore la France et où sa philosophie parlait le latin

médiéval, la pensée chez nous s'est appelée à la fois saint Bernard et Abélard, qui comprenaient si différemment leur commun christianisme et qui s'affrontaient dans une antithèse assez belle pour être vraie. De siècle en siècle, jamais l'intelligence française n'a été une; cependant une harmonie se dégage spontanément de ses dissonances, et au total le tableau de la pensée française compose toujours assez bien. Dans un article du temps de l'occupation qui avait alors le style du défi, Jean Schlumberger expliquait que toujours la France avait été en « état de dialogue ». Lieu commun certes, mais vérifié avec constance par l'histoire de l'esprit français, et qui explique que l'extrême variété de la pensée française n'ait jamais tourné au chaos, chacune de ses grandes figures trouvant bientôt et parfois juste à ses côtés une autre grande figure pour lui donner la réplique. Descartes est un beau type de philosophe chrétien et français, et voici que presque aussitôt paraît Pascal, pour accomplir et contredire son aîné, dessiner les limites de la pensée cartésienne et lui donner par son opposition un relief plus éclatant. La parfaite idée du grand homme d'Église français, impérieusement théologien et politique, paraissait avoir été réalisée définitivement et totalement en Bossuet lorsque tout contre lui a surgi Fénelon, grand homme d'Église lui aussi, mais exemple d'une autre souveraine séduction, mystique, cléricale, politique et qui semble avoir été inventée pour contrarier l'autorité de Bossuet et la situer à sa juste place. Au XVIII[e] siècle, la libre pensée, amie de l'homme et du Dieu de la nature, sacrifie à l'ironie de l'antithèse en s'appelant vers le même temps Voltaire et Rousseau. Héritage de contrastes que nous assumons aujourd'hui, parce qu'il y a parmi nous les fils de Descartes et les fils de Pascal, comme la postérité de

Voltaire et la postérité de Rousseau — de même qu'un prélat français de nos jours quand il a le souci de son rôle intellectuel et spirituel doit pour le remplir décider d'abord qui de Bossuet ou de Fénelon sera son modèle et son inspirateur.

Fidèle à son passé, la pensée française contemporaine obéit à cette loi de l'harmonie par le moyen des contraires qui est bien révélatrice de la nature et de la vocation du génie français. Dans le pays de nos lettres, Claudel a sa place, mais aussi Gide ; Malraux, mais aussi Bernanos ; Mauriac, mais aussi Valéry ; Sartre, mais aussi Bergson. Nous autres Français, nous sommes assez satisfaits de ce pluralisme, comme nous disons d'un mot assez difficile à traduire en russe ou en américain, et qui nous paraît une suite naturelle et heureuse de la liberté de l'esprit. Notre fierté sur ce point est assez naïve et, sans avoir tort, elle nous fait du tort. On nous fera bientôt honte d'être les derniers païens d'un monde en train de s'unifier sous des monothéismes totalitaires. Il y a trop de dieux discordants dans le panthéon de notre culture et les temps vont venir — ils sont déjà venus — où on nous accusera de pratiquer le polythéisme, de considérer comme également valables à force de dilettantisme et d'esthétisme les expériences intellectuelles et spirituelles les plus discordantes.

Les discours d'autrui ne sont pas difficiles à entendre et à comprendre : votre Claudel drape d'éloquence baroque toutes les apparences de la nature et de l'histoire et il rassemble son troupeau de symboles dans la paternité universelle de Dieu, et il est un prince de l'esprit ; votre Gide prend le ton de l'humilité et de la discrétion pour blâmer l'enfant prodigue de retourner à la maison du Père et il est un autre prince de l'esprit. Valéry expliquait sans cesse que le cœur humain est un maître

d'illusion et de mythologie, ce même cœur humain dont Mauriac suggère inlassablement que ni sa tendresse ni sa détresse ne sauraient se tromper ni nous tromper ; et ils sont l'un et l'autre d'assez hauts patriciens de votre culture. Bernanos et Malraux inventent un nouveau romantisme, éclatant mais lucide, l'un pour illustrer un christianisme prophétique, l'autre pour orner une religion de l'art et ils sont chez vous deux grands modeleurs d'imagination, deux grands fournisseurs de colère et de mépris. Bergson déchiffrait dans tout acte libre une participation de l'homme à l'énergie créatrice qui renouvelle sans cesse l'univers ; Sartre voit dans cette même liberté le refus et l'impossiblité à la fois de la création et de la grâce — et ils ont été l'un après l'autre dans une situation de grande audience et de vaste influence. Encore un coup, vous faites figure de polythéistes pour les esprits simples des autres civilisations qui se demandent si le génie français ne se trouve pas dans une impuissance invincible de savoir ce qu'il est, puisque le miroir de sa propre culture lui présente à la fois tant d'images contradictoires de lui-même. Comment parler du rayonnement de l'esprit français si celui-ci est aussi bien le noir du *Soulier de Satin* que le rouge du *Diable et le bon Dieu* ? Et le soupçon vient alors qu'il y a quelque chose dans la pensée française de fondamentalement hérétique — par rapport à toutes les orthodoxies — surtout si l'autre nom du démon est ambiguïté et équivoque. Sans doute la pensée française est trop divisée avec elle-même, trop incapable de conclusion et d'engagement pour avoir un avenir et l'extrême prodigalité de ses tendances pourrait bien être le luxe extérieur et apparent, fragile et démodé qui dissimule et révèle à la fois la misère d'une décadence.

Nous vivons dans un monde où le libéralisme, dans le

beau sens du mot, risque de passer pour une manière de maladie honteuse. Et la chance de la France, c'est justement de se tenir à contre-courant de cette dérive de l'humanité vers l'âge des robots et de témoigner pour une culture libérale. Aussi la France doit-elle récuser avec la hauteur qui convient la campagne déclarée ou sournoise qui est menée contre la liberté de son génie. Un chrétien français et cultivé a besoin, et comme chrétien, de Gide, de Valéry ou de Malraux, comme un libre penseur français et cultivé a besoin, et comme libre penseur, de Claudel ou de Mauriac. Ni l'un ni l'autre n'en sont un moins bon chrétien ou un moins bon libre penseur. Au contraire, par la reconnaissance de l'expérience ou de l'aventure d'autrui, leur propre expérience et leur propre aventure s'en trouvent élargies, approfondies. Qui pense en France éprouve la contestation d'autrui et les plus français d'entre nous sont ceux qui transforment l'obstacle extérieur en inquiétude au dedans, non pas pour céder au scepticisme mais pour faire de cette inquiétude un aliment de leurs certitudes. Parce qu'il a tenu à honneur d'affronter Pascal, Valéry a aiguisé davantage la fine pointe d'une intelligence habile à faire paraître une mystification en toute mystique; parce qu'il y a eu ou qu'il y a autour de lui Gide et Malraux, Cocteau ou Sartre, Mauriac est comme contraint de donner davantage au génie qui l'habite et de tirer d'une audacieuse négation de toute apologétique la plus puissante apologétique de ce temps. Aimer et combattre l'adversaire fraternel, tolérer l'intolérable contraire afin de mieux accomplir sa propre vocation, cette loi de charité, c'est-à-dire d'exigence et de rigueur, pourrait bien être une belle et bonne coutume de loyauté spirituelle qui définirait passablement la noblesse originelle de l'intellectuel français.

Aussi les diverses pensés françaises sont-elles fermes et décidées, rebelles aux compromis et aux concessions, et leurs vives couleurs toujours subordonnées à la netteté du contour et à la précision du dessin. L'intelligence française, depuis les temps de Descartes, a l'allure et la figure d'une volonté. Un penseur, en France, prend une conscience toujours plus claire et plus vive de ses options premières et il s'applique à les suivre même là où il ne pensait pas qu'elles pourraient le mener ; la logique et la fidélité à soi ne font alors qu'un seul et même mouvement. Un Bergson en a donné un assez haut exemple.

Rien alors qui soit alors plus inassimilable au génie français que la mentalité dialectique, qui dit à la fois le oui et le non, brouille les options et tente de faire cohabiter les contradictoires, sous prétexte d'ambition synthétique. L'hégélianisme peut être à la mode en France pour des raisons qui sont souvent très étrangères à la pure pensée — mais jamais un philosophe français n'est hégélien selon la pente de sa nature et l'appel de sa vocation, et s'il le devient, son air contraint décèle assez une attitude empruntée. La mentalité dialectique, qui voudrait être tout à la fois, représente peut-être la forme la plus redoutable de l'humanisme sceptique, ennemie au total de la liberté de l'esprit. Un penseur français pourrait discuter assez radicalement la logique et se fier à l'irrationnel, mais il sera incapable d'appeler logique cet illogisme ou rationnel cet irrationnel ; ou si pour sacrifier à la mode, il lui arrive de parler avec autant de sérieux que les grands Allemands de l'identité du logique et de l'illogique, il n'arrivera jamais ni à se prendre ni à se faire prendre complètement au sérieux, sinon dans quelques chapelles sans fenêtres. C'est dire encore une fois que l'esprit français n'est pas spontané-

ment dialectique, parce que nous tenons la pensée pour un choix continué et une conclusion pour une décision. D'où ce goût si français du déterminé et de l'achevé. Les plus doctes ne savent pas encore, malgré traductions littérales et déchiffrements à la loupe, comment Heidegger pose le problème de Dieu, s'il est un athée ou tout justement le contraire. Ni Bergson, ni Gabriel Marcel, ni Sartre ne jetteront leurs commentateurs dans d'aussi vives angoisses.

La logique n'est pour un Français que l'armature abstraite de la loyauté intellectuelle, et elle nous est un merveilleux instrument pour briser les fausses synthèses, les associations d'idées paresseuses. Aussi les médiocres tentent-ils en vain de classer nos penseurs vivants dans les systèmes de pensées toutes faites, étiquetées d'avance. Les plus grands sont inclassables, déconcertant les esprits moutonniers.

Jacques Maritain est un thomiste scrupuleux, sévère jusqu'à l'excès de rigueur pour les philosophes modernes et on s'attendrait à ce qu'il rejoignît les autoritaires et les réactionnaires lorsqu'il traite d'esthétique ou de politique ; et c'est le contraire qui est le vrai : l'auteur d'*Art et Scolastique* professe une esthétique d'avant-garde et l'auteur d'*Humanisme intégral* propose une doctrine chrétienne de la démocratie et des libertés publiques. L'exigence intellectuelle s'épanouit chez lui en générosité humaine. Et cette logique profonde est un scandale pour les sectaires. Il faut en prendre son parti : la pensée française est bien faite pour décourager tous les conformismes. Un Georges Bernanos, un Gabriel Marcel sont assez pessimistes sur le train du monde et sur l'homme moderne ; le premier avançait qu'il était presque plus grave de refuser le péché originel que de nier Dieu ; tous deux ne sont pas loin de redouter, sinon

dans la machine elle-même, du moins dans la mentalité mécanique et technique, un assaut fatalement victorieux contre les libertés spirituelles : on voudrait aussitôt les ranger dans un camp bien défini d'intégrisme politique et religieux si Bernanos n'usait à l'égard des positions temporelles prises parfois par les autorités spirituelles d'une forme fort agressive et toute médiévale de la liberté chrétienne et si Gabriel Marcel n'était le créateur d'une puissante philosophie de l'existence qui, si elle était vraie, convaincrait de vide et de vanité les scolastiques les plus traditionnelles. Les esprits habitués aux cadres complaisants crieront à l'illogisme parce qu'ils ne savent pas ici encore ce qu'est la véritable logique.

Ainsi éclate cette indépendance qui est une des meilleures chances de la pensée française, qui la rend irréductible aux enrégimentements de basse politique ou de haute police, mais qui lui donne aussi une valeur exemplaire. Notre pensée est multiple, chaque penseur a son originalité propre et maintient la logique et la liberté de ses évidences et de ses options, non pas que nous descendions par la dispersion vers le chaos, et que nous préférions à la vérité vue en face quelques reflets dans les parcelles d'un miroir brisé, mais parce que nous savons aussi bien et peut-être mieux que d'autres la situation qui est faite à l'homme dans sa recherche de la vérité au long d'un temps toujours en suspens et d'une histoire encore inachevée.

Le pluralisme est la loi du pèlerinage. Si toutes les vérités éternelles étaient vues par tous avec les yeux de l'esprit, du même coup le temps s'arrêterait et l'histoire se figerait. Une civilisation, qui interromprait le dialogue et ferait cesser l'affrontement au nom des vérités dont elle se prétendrait souveraine dépositaire, dégraderait

l'éternité en l'installant dérisoirement dans le temps et au fond réaliserait une véritable apostasie à l'égard de l'absolu et du sacré ; et si elle était par impossible théocratique et cléricale cette culture sans culture nierait en réalité le Dieu qu'elle glorifierait en paroles. La liberté de l'esprit est un corollaire assez immédiat de la condition pérégrinale de l'homme et la médiation concrète sur l'*homo viator* en marche vers une destinée intégrale rend manifeste l'existence de Dieu avec une force plus décisive que toute considération abstraite d'essence et de nature.

En portant la culture libérale à certain point d'excellence et de conscience, la pensée française crée donc un assez bon climat pour la recherche du divin qui n'est valable qu'à la condition d'être infatigablement contestée et inlassablement poursuivie. Car un Dieu qu'on trouverait par rencontre sans le chercher ou qu'on subirait par nécessité administrative ne serait plus Dieu, mais une idole sur un forum totalitaire. Et c'est le paradoxe de la France que ce pays où le christianisme est si constamment mis en question par tous les humanismes laïques est également l'un de ceux où la pensée religieuse est la plus vivante, la plus soucieuse de progrès, d'ouverture et de création. Et cela est la raison de ceci.

Il n'est pas étonnant que dans ce climat de liberté la philosophie chrétienne soit partagée et qu'elle accepte au dedans d'elle-même la loi du dialogue. On parlera donc de la philosophie chrétienne au pluriel, si on veut décrire la manière dont elle est pratiquée en France. Et dans cet exemple privilégié, la liberté de l'esprit de recherche et la pluralité des itinéraires font un bon témoignage pour la transcendance de la vérité chrétienne. Si Jacques Maritain et Étienne Gilson ont fait sortir le thomisme de la poussière des écoles pour le con-

fronter avec les problèmes du monde moderne, un Teilhard du Chardin a tenté de pousser jusqu'à l'acte les virtualités chrétiennes du bergsonisme proposant une pensée de style si cosmologique qu'elle pourrait passer pour une transposition du thomisme, le statique devenant dynamique ; au contraire, un Maurice Blondel et un Gabriel Marcel relèvent d'une inspiration plus humaniste, le premier renouvelant à force de fidélité créatrice les thèmes majeurs de saint Augustin et de Pascal, le second tentant avec une hardiesse novatrice de philosopher dans le mystère — ce qui fait quatre grandes métaphysiques qui ne sauraient ni coïncider, surtout quand elles reconnaissent les mêmes valeurs, ni se ruiner réciproquement même quand leurs thèses s'opposent. La vocation de la philosophie française d'inspiration chrétienne est peut-être de montrer, à ses risques et périls, que le pluralisme est la condition nécessaire de la liberté et de l'efficacité de la recherche.

La résistance au totalitarisme n'est donc pas pour la pensée française une vertu de circonstance et d'exception, mais son instinct de nature. Il est remarquable que les systèmes d'intégrisme clos qui mettent un uniforme aux cerveaux, marxisme stalinien ou intégrisme clérical, ont toujours eu pour représentants avoués en France presque exclusivement des manœuvres-balais et jamais des écrivains de race et de classe. La pensée française n'est pas le reflet passif des pouvoirs ou des passions patriciennes ou plébéiennes ni l'épiphénomène des forces économiques et sociales ; sa vitalité et son indépendance sont une suffisante réfutation de toute tentative de réduction de la culture à des mécanismes de matière ou des dynamismes de masse. La pensée la plus réactionnaire en France n'est pas une pensée de classe ; ni Barrès, ni Maurras n'étaient des bourgeois ; la pensée

la plus révolutionnaire est toujours plus qu'une machine de guerre dans la lutte sociale : l'existentialisme athée de Sartre n'a pas été inventé afin de donner à la classe ouvrière une arme utile dans son combat. Sans doute les civilisations passent et une culture peut subir toutes sortes de renouvellements et de métamorphoses, mais elle ne peut demeurer une culture que si elle reste une culture libre. La France pourrait bien avoir en cette matière plus de leçons à donner qu'à recevoir.

La liberté a ses risques, et il faut les assumer ou refuser la liberté. L'orgueil de l'esprit, les formes les plus subtiles de la licence intellectuelle, le culte de la négation pour la négation, le goût des abîmes d'en bas deviennent aussitôt des possibilités prochaines, et parce qu'elle est une pensée libre, la pensée française a été capable et coupable de grands égarements. Et puisque penser c'est prendre parti, on pourra en donner deux ou trois exemples ; il y a eu un égarement gidien et un égarement maurrassien, comme il y a un égarement sartrien ; et la pensée la plus mesurée, la plus heureusement inspirée peut avoir elle aussi ses moments de vertige comme, chez le Bernanos de la fin, ces fureurs de prophétisme noir. Il est dangereux, dit-on parfois, de penser à la française, en insinuant que les Français auraient perverti la pensée par des sortilèges diaboliques ; il faut répondre brièvement qu'il est toujours dangereux de penser. La sécurité, c'est de ne point penser et, à la place, de répéter des mots d'ordre et de transmettre des consignes. Depuis qu'un Français exemplaire, Descartes, commença par le doute, ces choses qui paraissent parfois scandaleuses sont assez banales chez nous. Descartes par le doute arrive à Dieu. On ne va aux plus hautes vérités que par des chemins de liberté. Et qui déteste la liberté n'aime pas au fond la vérité et

doit la confondre avec quelque discipline subalterne.

Une pensée libre n'est pas une pensée fermée sur elle-même ; l'accueil et la disponibilité sont des corollaires de la liberté. Aussi rien de moins étroitement nationaliste que la pensée française depuis Corneille jetant comme un défi à la politique du cardinal de Richelieu un Cid duelliste, croisé et espagnol jusqu'à Claudel débordant de somptueuses injustices pour nos lettres classiques et romantiques et cherchant son inspiration dans un âge baroque, comme dans ce *Soulier de satin,* vaste fresque cosmique dont la France est absente. Peu de pensées ont été en effet autant que la française dociles aux influences étrangères et n'ont usé comme une vertu du préjugé favorable à ce qui vient du dehors. Peut-être avec excès. Aux premiers temps de la Troisième République nous avons fait appel au kantisme pour couvrir d'un pavillon philosophique une morale d'austérité républicaine et une sorte de jansénisme laïque qui avaient des racines plus françaises qu'allemandes. Et le goût que le monde philosophique français manifeste aujourd'hui pour la phénoménologie allemande, comme si toute lumière venait de Husserl et si toute profondeur se trouvait en Heidegger, a quelque chose d'assez aberrant, surtout si on le rapproche de l'injuste discrédit dans lequel on a voulu précipiter Bergson et dont il commence heureusement à se relever. La pensée française est plus française qu'il ne semblerait et il est possible que Merleau-Ponty soit plus dépendant de Gabriel Marcel que de Husserl ou Sartre de Valéry et d'Alain que de Heidegger, si bien que lorsqu'elle suit des modes étrangères, la pensée française assimile beaucoup plus qu'elle ne se laisse annexer. Ce qui est signe de robustesse et marque de vitalité.

Le drame de la pensée française c'est qu'elle a mal

résolu le problème du passage à l'action et de l'engagement, non seulement parce que ses vertus mêmes de lucidité et de critique risquent de se retourner contre elle, sa force spéculative se changeant en faiblesse pratique, mais aussi parce que le problème est de ceux que le génie humain n'a guère résolus jusqu'ici que par d'humbles compromis ou des compromissions humiliantes. Les embarras de la pensée française sur ce point ne sont donc pas des embarras proprement français; ils ont valeur universelle, et alors que les antinomies si visibles de la pensée et de l'action sont cachées ailleurs par des philosophies mytificatrices, de filiation hégélienne (on aurait voulu dire, on ne l'a pas assez dit combien le génie français si capable d'admirer la prodigieuse poésie, l'extraordinaire affabulation dramatique de Hegel est foncièrement rebelle à la dialectique hégélienne), en France ces mêmes antinomies sont pensées avec la plus extrême acuité, vécues avec la plus vive intensité. Notre théâtre — théâtre pensé s'il en fut — est voué, sous cent figurations sensibles différentes, à la même souveraine difficulté, celle de mettre ensemble la pureté et l'efficacité, et la difficulté changée en impossibilité est revêtue de cette beauté du destin qui fait se rejoindre les formes les plus modernes et les formes les plus archaïques de l'art tragique. L'angoisse française porte alors à l'extrême l'inquiétude de l'humanité présente.

La pensée française est ici devant une tâche, d'où dépend au terme sa chance ou sa malchance devant l'histoire, selon qu'elle l'éludera ou la remplira. Il s'agit de savoir si une politique de l'esprit est possible, ou si la politique doit finalement être sans esprit. Les grands écrivains français qui se sont cru une vocation de guides et de maîtres de l'action, un Barrès, un Maurras,

ont subi des échecs retentissants. Malraux, plus récemment, n'a pas mieux réussi. D'où la tentation pour la pensée française non pas d'ignorer l'action (nos écrivains traitent de plus en plus des problèmes de l'action), mais de se replier sur un travail surtout esthétique de symbolisation et de prise de conscience du monde de l'action, qui au terme donne des chances abusives au désespoir. L'un des maux français les plus évidents est le divorce de la pensée et de la politique, si bien que l'écart éclatant entre la qualité des œuvres de la pensée et de la médiocrité des jeux politiques transforme en malchance une chance incontestable. Les meilleurs de nos écrivains, lorsqu'ils parlent politique, tournent à une colère prophétique souvent justifiée lorsqu'ils ont des dons lyriques, ou s'ils sont plus doués pour l'analyse critique montrent irréfutablement que nos dirigeants paralysés d'empirisme et d'opportunisme sont en réalité dirigés par le train du monde. Cette fonction d'exigence est nécessaire, mais elle accélère la dévalorisation croissante de notre politique. Rien ne serait plus urgent que de trouver une médiation entre la pensée et la politique. Un jour peut venir où les plus politiques des hommes politiques ne supportent plus cette tension pour eux intolérable et résolvent eux-même le problème en fournissant les penseurs, ou ce qui en reste, de pensées serviles. C'est même ce qu'on appelle une révolution totalitaire. La pensée française est fortement armée contre ce péril. La liberté foncière de sa culture est la chance majeure de la France. Mais il faut trouver des issues politiques à force d'intelligence, et réfuter ainsi par le fait les nouveaux barbares qui ne verraient dans la pensée qu'exigence abstraite, idéalisme vain, critique stérile.

La France et la liberté ont un même avenir dans l'histoire. Hegel voulait que l'oiseau de Minerve, symbole

de libre sagesse et de conscience lucide, ne prît son vol qu'à la tombée de la nuit, au déclin des civilisations et parmi l'agonie des cultures. Il ne faut pas que Hegel ait raison. La liberté ne serait que mensonge si elle n'annonçait au contraire le lever du jour, et l'élan neuf d'une civilisation. On n'aurait pas hasardé cet éloge de la pensée française si on n'attendait d'elle ce miracle politique. Les destins hésitent encore, mais il n'est que temps.

ÉTIENNE BORNE.

L'AVENTURE SCIENTIFIQUE

Depuis quelques années, nous savons que la chance d'un pays, sa chance non de survivre péniblement jour après jour, mais celle du complet renouvellement, celle de participer pleinement à la métamorphose de cet univers qui est le nôtre, cette chance-là c'est la recherche scientifique et technique qui seule peut nous la donner.

De quoi est faite la richesse économique potentielle d'un pays ? Sans doute de ses ressources en matière première, de ses sources d'énergie, de sa capacité présente de production, mais aussi du niveau technique de cette production et par suite du niveau de formation technique de ses hommes, mais enfin d'une manière qui se révèle, à terme, décisive, de ses possibilités de créer des solutions techniques entièrement neuves et de les incarner rapidement dans une production d'intérêt mondial, c'est-à-dire de sa recherche. Sans une recherche à chaque instant puissante et vivante, un pays descend très vite la pente qui le conduit à mériter cette épithète de notre temps « pays sous-développé ». Il peut avoir fait dans le passé des efforts d'investissement pour des industries dont il s'est enorgueilli, mais ces industries peuvent perdre très vite le pouvoir d'exporter à travers le monde des fabrications jugées périmées. Il est condamné à devenir au mieux fournisseur de matières premières peu élaborées, à exporter du travail non qualifié, à ne plus assurer à ses habitants qu'un niveau de vie relativement bas par rapport au niveau mondial. Il est condamné à perdre peu à peu toute indépendance écono-

mique ou politique, il est peut-être condamné en tant que nation.

Le prestige d'un pays à travers les nations, d'où vient-il pour nous désormais ? Sans doute de la valeur de ses arts et de ses créations littéraires, de la valeur et de l'originalité de la culture qu'il rayonne à travers le monde. Mais aussi de ce qu'il peut donner aux nations dans le domaine de la science neuve, de sa participation à cette aventure scientifique où se mêlent indissolublement une expérience de l'esprit et une prise de pouvoir sur le monde. La recherche scientifique avec ses libres publications, la recherche technique aussi plus souvent qu'on ne le pense, sont pour une part, don pur à la société des humains, et ce don est reçu avec reconnaissance. Le seul argument valable dans la justification d'une activité colonisatrice, c'est cette part de don que peut et doit faire un pays dont le niveau technique est élevé et la recherche vivante, à d'autres que les circonstances historiques ont écartés de ce grand effort humain.

Quelle est donc, dans cette optique, la chance de la France ? Sa chance objective présente, non celle qu'on pourrait induire d'un passé prestigieux. Cette France, on la personnifie trop souvent par une femme délicate et sensible, élément de la haute civilisation, mais de civilisation féminine, d'une civilisation faite de peintures, de ballets, de romans, mais aussi de haute couture et de parfums. Il y a dans le passé de la France, comme dans son présent, un élément autrement profond, sérieux, créateur, oserais-je dire viril ?

Pour ne parler que du présent, la France est, en l'an de grâce 1954, un des grands pays scientifiques du monde. Elle a l'une des premières écoles mathématiques de ce temps, une école qui ne se borne pas à cultiver en profondeur, çà et là, des domaines particuliers, mais qui pense les mathématiques dans leur unité, qui possède des spécialistes de premier ordre dans tous les domaines, mais des spécialistes qui présentent cette curieuse singu-

larité de n'en être pas et qui sont capables de porter la marque de leurs griffes de l'hydrodynamique à la topologie ou de l'algèbre la plus pure à la géométrie différentielle globale, tout cela grâce à une conscience de l'unité des problèmes et des méthodes des mathématiques, rare dans le monde. Elle dispose aussi désormais de maîtres en statistique mathématique et l'Institut international de Statistique vient d'appeler à sa présidence le premier d'entre eux, Georges Darmois.

Si la science française a eu quelque mal, par pauvreté, à s'adapter au « new-look » de la science expérimentale du XX^e^ siècle et à sa prodigalité, c'est maintenant chose à peu près faite. Disposant de moyens matériels extrêmement médiocres et d'un nombre relativement bas de chercheurs, mais de haute qualité, elle a réussi, à force d'ingéniosité, à adapter ses méthodes de recherche à la pauvreté de ses moyens et se manifeste à nouveau au monde d'une manière agissante. Naturellement, dans le vaste domaine des sciences expérimentales, elle ne peut être partout présente, faute de ressources en hommes et en matériel, et cela est triste, mais il suffirait de peu de chose, quelques milliards de moyens matériels, un effort pour accroître le nombre des chercheurs et orienter leur formation, pour voir exploser partout cette vie scientifique intense qui règne dans beaucoup de nos laboratoires, particulièrement chez leurs éléments jeunes.

De hautes personnalités, parfois peu connues en France, mais illustres dans le monde, se manifestent en physique et animent de jeunes et brillantes équipes, Leprince-Ringuet et ses laboratoires étudiant le rayonnement cosmique, Jean Laval et ses très profondes recherches à la fois théoriques et expérimentales sur les cristaux, Néel qui est l'un des maîtres du magnétisme dans le monde, Rocard et son laboratoire de l'École normale qui s'intéresse aux domaines les plus variés et les plus neufs de la physique, bien d'autres encore. En

biologie, pour ne prendre qu'un exemple contemporain, la science française, avec Jaulmes et Laborie, a conçu, créé, expérimenté dans les laboratoires du Val-de-Grâce cette « hibernation artificielle » qu'un prix Nobel couronnera sans doute quelque jour et qui se révèle à la fois comme un instrument thérapeutique de premier ordre et comme le début d'une chaîne de recherches passionnantes et de problèmes nouveaux en physiologie.

Mais ce n'est pas le lieu ici de dresser un catalogue ou un palmarès. Il convient plutôt d'analyser quelques-uns des caractères propres de la recherche française contemporaine. Tout d'abord elle pratique relativement peu la recherche « extensive », cette recherche utile mais coûteuse des chercheurs médiocres : un savant de haut rang ayant découvert un phénomène intéressant ou une méthode nouvelle, une équipe qui n'a pas besoin de comprendre des génies, mais qui nécessite de lourds moyens matériels, s'efforce d'étudier systématiquement tous les phénomènes voisins ou applique indéfiniment la même méthode à des substances variées, bref défriche patiemment sans idées préconçues, ambitions particulières ni sélection à priori, un champ étroit déterminé. Cette recherche est souvent très utile, elle est même indispensable pour débrouiller des phénomènes complexes et permettre à nouveau aux chercheurs de haute qualité d'exercer leur action particulière. Mais c'est une méthode de riches et la recherche française est pauvre en hommes et en moyens.

Cette méthode, nous avons eu naguère la tentation de l'employer, mais nous risquions alors d'être partout dominés et gagnés de vitesse par les équipes riches. Nous risquions de continuer indéfiniment à étudier des problèmes devenus classiques, sans plus y porter de sève et de vie, et de sombrer dans l'académisme. Ce danger semble maintenant évité et nos laboratoires s'efforcent au contraire de plus en plus de faire le travail de pointe, de distinguer les premiers quels sont les problèmes neufs

et quelles esquisses de solution on peut y apporter. Cela présente évidemment des inconvénients. La grâce de la recherche ne nous visite point tous les jours et il peut être dangereux de vouloir assumer d'abord le travail le plus ambitieux, le plus tendu. D'autre part, le passage de bien des résultats scientifiques au stade des applications, la recherche appliquée exige, semble-t-il, de notre temps beaucoup de recherche « extensive » coûteuse. Cette part du travail est faite assez souvent à l'étranger et nous nous en plaignons amèrement. Mais il aurait fallu la financer. Dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas le choix et il nous est impossible de détourner vers la recherche appliquée les moyens très limités de la recherche pure sous peine de ne plus avoir de recherche du tout ; la seule solution consisterait dans la multiplication des moyens en hommes et en matériel, de la recherche française.

Un autre danger a été évité qui est celui de ces recherches qui se jugent inférieures ou incomprises et se replient sur elles-mêmes. Elles se consacrent alors à un petit nombre de disciplines particulières, nées chez elles du hasard et dont l'intérêt objectif est variable, elles les travaillent indéfiniment, en circuit fermé, en faisant leur fief, se coupant volontairement des grands échanges internationaux et des échanges entre disciplines qui doivent baigner une recherche authentique. Ce danger que l'exemple d'autres pays nous fait connaître, nous l'avons connu entre les deux guerres, mais il est pour nous écarté. Notre recherche scientifique est largement imbibée de science internationale. Les savants français voyagent plus que jamais et ne courent plus cette tentation dangereuse de placer le jugement d'une petite école nationale au-dessus de la vie mondiale de la science elle-même. Les jeunes savants sont de moins en moins souvent nos « élèves », au sens que l'on donnait à ce mot au XIX^e^ siècle. Nous nous efforçons de les placer d'emblée dans la science qui se fait et de ne point trop

les instruire de nos erreurs, de nos efforts et de nos soucis périmés, de ce qu'on appelle notre expérience. La science va trop vite désormais pour que l'histoire lui importe beaucoup.

Pour la formation de nos jeunes chercheurs, un équilibre délicat doit être établi entre une certaine spécialisation d'une part et la nécessité de dominer au moins une discipline entière, pour parvenir à faire ces rapprochements entre concepts, entre méthodes ou techniques habituellement séparés, qui se révèlent comme particulièrement fructueux. Cet équilibre, l'enseignement supérieur français le distingue assez bien et vise à le réaliser en puisant dans une jeunesse dont la formation et la culture, quoi qu'on en dise, restent dans ses bons éléments, parmi les meilleurs du monde. Il semble qu'actuellement la vie utile d'un de nos chercheurs soit plus longue qu'en Amérique, par exemple. Le savant français, par sa large formation, est capable de « reconversions » rapides et se trouve moins désarmé devant une évolution brusque de la technique que certains spécialistes étrangers, orientés dès l'âge de dix-neuf ans vers un secteur droit de recherche où ils risquent de ne pouvoir persévérer leur vie durant.

Malgré tout, cette vie actuelle de la recherche scientifique française, avec ses individualités brillantes, est trop étroite pour les tâches à assumer. Jusque tout récemment les pouvoirs publics n'avaient pas réellement compris que la recherche scientifique est la plus payante des activités nationales. Ils tenaient, semble-t-il, les savants pour une communauté d'anarchistes distraits et inoffensifs se livrant à une activité de luxe, curieusement jugée nécessaire au prestige du pays et que, dans ces conditions, il fallait bien entretenir. D'autre part, l'industrie française, ébranlée par deux guerres, tentée par les solutions de facilité et de malthusianisme, fuyant devant le fisc, ne disposait pas, comme elle l'aurait dû, de son

influence et de ses moyens matériels en faveur de l'œuvre scientifique française.

Mais la communauté des savants n'est plus cette assemblée d'académiciens inoffensifs et sans responsabilités dont rêvent encore les pouvoirs publics. Il semble que, sous le poids de l'expérience de l'étranger, sous le poids de savants et de techniciens de plus en plus conscients de leurs responsabilités propres envers leur pays et qui travaillent à avertir une opinion publique, les choses soient en train de changer. Alors que le premier plan d'investissements, le plan Monnet, avait complètement « oublié » les investissements dans le domaine de la recherche scientifique et technique, il semblerait difficile actuellement que les spécialistes d'un nouveau plan n'éclairent pas efficacement les pouvoirs publics sur la nécessité vitale d'une injection large de moyens dans le domaine de la recherche. Une commission de la Recherche scientifique et technique fonctionne désormais au plan et elle groupe autour d'une table, des savants, mais aussi des industriels et des économistes. Le Conseil économique a fait récemment une œuvre remarquable de documentation et de doctrine dans le domaine de la recherche. Mais aucun effort matériel suffisant n'a encore été fait. Il y faudrait rapidement et par priorité une quarantaine de milliards.

Le danger que la France laisse échapper cette chance de la recherche scientifique, qui est peut-être *sa* chance, se réduit à celui de l'incompréhension des pouvoirs publics à l'égard du phénomène de l'expansion scientifique. Ces pouvoirs peuvent vouloir spécialiser autoritairement la recherche scientifique française, ce qui serait méconnaître son unité et la mutiler cruellement. Ils peuvent concevoir une recherche « mesurée » alors que la recherche est le domaine du tout ou rien. Ils peuvent aussi se déclarer satisfaits d'efforts réels mais statiques. L'effort d'investissements dans le domaine global de la recherche scientifique et technique doit nécessairement,

comme l'ont montré les études américaines, augmenter plus vite que les efforts d'investissements dans les domaines de production.

Comme le montre l'exemple actuel de l'Angleterre, c'est parce que nous sommes relativement pauvres et relativement stationnaires dans un monde en expansion, que nous devons consacrer tout ce que nous pouvons de nos forces à la seule activité qui permette, de transformer complètement une situation, la Recherche scientifique. J'ai bon espoir que cette vérité soit enfin comprise.

André Lichnerowicz.

JÉSUS-CHRIST EN FRANCE

On ne fera pas ici une chronique du renouveau biblique ou du mouvement liturgique, non plus que de l'effort pastoral et catéchistique ; on ne jalonnera pas les étapes de la montée d'un laïcat d'Église, on ne décrira point les principaux courants d'idées, la critique du moralisme et la recherche d'une religion adulte, vraie, convenant à des hommes engagés dans une vie réelle et difficile ; ou encore cette redécouverte de la dimension historique du christianisme, de sa valeur d'espérance, du caractère décisif du terme final auquel tout s'achemine (« eschatologie »). On ne parlera pas des prêtres-ouvriers...

Ou plutôt, on voudrait « situer » tout cela, et quelques autres choses encore, en dégageant les problèmes essentiels auxquels l'Église est affrontée chez nous, à partir de quelles données et avec quelles conséquences. Tout cela, en effet, a un sens par rapport à un mouvement de fond qui est celui même de la vie et de la conscience présente du catholicisme français. Nous voudrions tenter de saisir ce mouvement. Ainsi pourrons-nous répondre par surcroît à la question que nos amis de l'étranger se posent souvent à notre sujet : déca-

dence, crise inquiétante, ou renouveau et vitalité pleine de promesses ?

Le catholicisme français est suivi, en effet, à la fois avec un intérêt presque excessif et avec préoccupation. La France est un pays de faible pratique et d'attachement aux grandes formes religieuses traditionnelles ; un pays d'églises à demi vides et de rayonnement mondial, de séminaires trop souvent dépeuplés et de vocations missionnaires et contemplatives. Les idées, chez nous, bouillonnent et sont facilement poussées à leur paroxysme, avec une sorte de générosité ou de radicalisme de l'esprit ; la pensée aboutit en croisade ou en révolution, et les discussions y prennent une allure de guerre de religion. Mais la France est aussi un pays religieusement traditionnel et soumis, dont l'histoire manifeste qu'il n'a pas l'esprit schismatique. Avec tout cela, la France inquiète, et on ne peut se passer d'elle. Il y aurait un vide dans le monde — dans l'Église — si elle cessait d'y exister et d'y être inquiétante...

Tout ce qu'il y a de mouvement chez nous, qui s'est trouvé ou qui se cherche, est venu d'une prise de conscience des dimensions réelles de la tâche apostolique. D'une certaine manière, c'est un réveil. Un réveil part toujours d'une expérience qui fait choc et suscite des hommes nouveaux. Au XVI[e] siècle, par exemple, entre la réaction contre la paganisation de l'existence en Italie et le choc de la Réforme, prend place le grand élan missionnaire consécutif à une prise de conscience nouvelle des dimensions de l'humanité et du monde. L'instrument de cette prise de conscience fut une nouvelle expérience géographique, puis ethnographique. Cela a provoqué, dans toute la partie de l'Église qui

avait cette expérience, un élan et des problèmes que ne connaissaient pas les autres. L'opposition de nos jansénistes aux jésuites sera en partie, par-dessous les questions de spiritualité, d'école et de clientèle, celle d'hommes confinés dans leur saint Augustin et dans leurs pratiques, à des hommes connaissant les humanités, les espaces et les vents d'un plus vaste monde.

Notre prise de conscience nouvelle, principe de notre réveil, est le fruit de deux moments successifs et contrastés : d'abord les expériences sévères d'un demi-siècle d'histoire (1876-1914), ensuite une expérience de contact, une acceptation du brassage, puis du dialogue, et ce qui s'en est suivi ; notre sortie du ghetto et la découverte d'un monde, celui-là même auquel nous sommes « envoyés », et de la profondeur, des vrais dimensions duquel nous n'avions pas vraiment conscience.

Ce monde à gagner au Christ nous apparut d'abord beaucoup plus étendu que nous nous le figurions. Successivement, par la méthode d'enquêtes pratiquée dans l'Action catholique, puis à l'occasion et, si l'on peut dire, à la faveur de la guerre, des évacuations, de la captivité, des misères communes, de la Résistance, enfin grâce aux prospections systématiques et à la sociologie religieuse, nous avons pris une connaissance vraie de l'état réel du chantier apostolique. La découverte n'a pas été seulement scientifique : non seulement elle a été vécue par des prêtres et des laïcs, garçons et filles véritablement donnés à Jésus-Christ, mais elle a été éclairée par des « prophètes », des hommes qui reconnaissent un vouloir de Dieu dans les événements du temps : Cardijn, Godin, le cardinal Suhard, et tous ceux qui prolongent leur ligne parmi nous.

Mais la plus grande découverte n'a pas été celle de l'expansion, ce fut celle de la densité. Il nous est apparu

que nous n'avions pas seulement, en face de nous, des hommes de notre monde spirituel simplement réticents, ou abstentionnistes, ou même négatifs à l'égard des exigences de la religion, mais bien, autour de nous, nous enveloppant et nous noyautant, d'autres mondes spirituels ayant leur consistance propre, leurs valeurs, et ignorant plus ou moins complètement le nôtre. Il existait au moins deux de ces mondes, qui ne sont d'ailleurs pas sans rapports mais n'en demeurent pas moins distincts, le monde laïc et le monde prolétarien.

Voici une donnée importante de la situation française : la France est le pays du philosophisme, de la Révolution, de 1830 et de 1848, du laïcisme politique et de la laïcité scolaire. A l'un de mes baccalauréats, j'eus à disserter sur le mot de Michelet : « Le grand siècle, le dix-huitième. » La France est peut-être le pays où un monde laïc a le plus de consistance comme monde spirituel de valeurs, *en symbiose avec un catholicisme vraiment vivace*. Et ses valeurs sont faciles à nommer : respect de l'homme, de sa raison, de sa liberté, refus profond, spirituel, du cléricalisme et de l'arbitraire. Le même Michelet voyait « la vraie lumière du monde moderne » dans ce mot qu'il avait retenu de Vico : « L'humanité est son œuvre à elle-même. » Avec lui, sans doute un homme comme Proudhon serait assez caractéristique de cette France-là.

Il est aussi le contemporain, et un peu le prophète, de l'apparition d'un nouveau peuple né, plus encore que de la révolution intellectuelle, morale et politique du XVIII[e] siècle, de la révolution industrielle qui, chez nous, déroule ses conséquences dans la première moitié du XIX[e]. Le mot « prolétarien » apparaît pour la première fois en 1817. Il est transcrit d'un mot latin qui désignait, à Rome, ceux qui comptaient au cens seule-

ment pour leur *proles*, pour leur nombre d'enfants, mais n'appartenaient à aucun des ordres de la Cité et, pour reprendre la définition de Toynbee, sont dans la société sans en être. La concentration industrielle a arraché les travailleurs à l'enracinement dans les cadres et les traditions locaux, y compris les traditions et les cadres religieux, elle les a réduits à l'état de « masse », leur donnant, tant au point de vue travail qu'au point de vue habitation, transports, culture, organisation de défense, un conditionnement de masse. Un nouveau peuple est né ainsi, hors de la maternité de l'Église qui, d'abord, ne l'a pas connu comme tel : un peuple frustré et qui, bientôt, a été animé par une réaction et une volonté de lutte, cette révolte des producteurs contre les conditions de la production, dont parle le *Manifeste communiste* de 1847.

A cette date, Pie IX était depuis peu assis sur la chaire de Pierre. Il avait surtout le souci de défendre l'Église contre la violente mise en question des révolutions modernes, et d'achever, en vue de reconquêtes fécondes en Europe et au delà des mers, la concentration catholique. Son *Syllabus* de 1864 se terminait par une quatre-vingtième proposition (condamnée) : « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et composer avec le progrès, le libéralisme et l'ordre civil récemment instauré. » C'est aussi du milieu du siècle, ou même déjà de 1830-1831 (*L'Avenir*), que date la profonde division des catholiques français qui ne se sont guère retrouvés unis que sur la question de l'école chrétienne (une unité dont on peut se demander, aujourd'hui, si elle ne menace pas aussi de s'effriter). Il y a eu, d'un côté, ceux qui, moyennant les purifications nécessaires, voulaient accepter leur siècle, et ceux qui le refusaient obstinément. La division existe encore, bien que la proportion des deux

camps soit profondément changée; elle est incontestablement accompagnée d'un certain « malaise » chez beaucoup, tenant au fait que ceux qui sont *contre* usent largement de la dénonciation secrète à Rome : véritable maladie, au point où le procédé est répandu, et maladie assez spécifiquement française. Cela aussi fait partie de notre conjoncture et de nos problèmes.

Mais nos problèmes sont autrement importants. Nous arrivons à leur centre, au cœur de notre conjoncture. Celle-ci est déterminée par l'appel d'un monde à regagner : en extension, ces deux tiers de nos frères qui vivent, indifférents ou vaguement sympathiques, comme si Jésus-Christ n'était pas, pour eux aussi, le Sauveur et la Vérité; en profondeur, ces hommes qui sont spirituellement étrangers à ce que nous représentons et qui constituent un autre univers de vie plus encore qu'un certain pourcentage de non-pratiquants. Le grand souci de l'Église de France est d'être effectivement et dynamiquement présente à cet univers et à ces hommes, en vue de Jésus-Christ.

Il est impossible de parler de la situation ainsi créée autrement qu'en termes de *mission*. C'est un des maîtres-mots de la génération actuelle. Il est possible qu'on en abuse parfois, surtout quand on parle de « pays de mission », sans assez se rendre compte que l'expression a un sens canonique précis, qui n'est peut-être pas en situation chez nous. Mais les mots de mission, situation missionnaire, secteur missionnaire, voire paroisse missionnaire, sont, à notre avis, d'une inattaquable exactitude. On se rendra de plus en plus compte de l'unité foncière du problème missionnaire dans le monde et de la solidarité de toutes les parties de l'Église dans une *situation missionnaire* qui l'atteint en tout ce qu'elle est.

Cette situation missionnaire peut se définir : être avec,

comme Église, en vue de Jésus-Christ. L'élément de distance matérielle est ici secondaire et accidentel. Que les Chinois aient besoin, pour connaître l'Évangile, que des hommes leur soient envoyés *de loin*, cela rentre dans la notion canonique de mission ; cela n'est ni nécessaire, ni suffisant pour définir une situation missionnaire de l'Église. Être envoyé à quelqu'un ne suppose pas nécessairement qu'on se meuve localement vers lui ; par contre, on peut être à côté de lui sans lui être envoyé. La mission se réalise quand, au lieu d'être éloigné, ou simplement à côté de quelqu'un, en face de quelqu'un, on est véritablement *avec* lui : et non pas seulement pour un bon compagnonnage, pour la joie d'être ensemble, mais au nom de quelque chose d'autre : comme Église et en vue de Jésus-Christ. Aussi n'est-ce pas un hasard si Pie XI a été en même temps le pape des Églises missionnaires indigènes et celui de l'Action catholique, avec la formule, aujourd'hui peut-être dépassée mais non véritablement périmée, de l'apostolat du milieu par le milieu.

On comprendra dans ces conditions, que l'appel missionnaire le plus fort soit ressenti vers ce nouveau peuple prolétarien né en dehors de la maternité de l'Église et qu'au fond elle n'a jamais connu comme tel. Les efforts pour *être* enfin *avec* lui en vue de Jésus-Christ forment la pointe de la mission intérieure, avec tous les difficiles problèmes que l'entreprise a de plus en plus vivement révélés et qui tiennent surtout en ceci : être avec lui comment et *jusqu'où* ? La condition du prolétariat est telle, chez nous, qu'elle est inséparable de sa lutte pour sa libération. Est-il possible, dès lors, d'être avec lui, même comme Église, sans l'accompagner dans un combat au regard des exigences de l'Évangile et de la libération, transcendante certes, et totale, mais réelle et concrète, que nous apporte Jésus-Christ ? On ne peut éviter

de poser la question du sens chrétien de l'histoire et de porter cette question du plan purement personnel et spirituel du salut au plan collectif de l'histoire terrestre. On ne peut davantage éviter la rencontre du marxisme, non comme théorie seulement, mais comme ferment concret de lutte ouvrière, quotidiennement présent et actif.

Dire *non* dogmatiquement au marxisme est un acte simple, nécessaire bien évidemment, et que l'Église n'a pas manqué d'accomplir. Cela ne laisse pas intactes les questions posées par le marxisme ou les réponses qu'il propose aux questions posées par la révolution industrielle ; il reste pourtant de vraies questions et des éléments valables dans les réponses. Il reste que tout n'est pas dirimé d'en haut, par une simple application des vérités dogmatiques d'un dépôt immuablement constitué. Il en est de même des autres grandes questions posées par le monde moderne. Ce monde-là aussi, il fallait le rejoindre et être avec lui comme Église en vue de Jésus-Christ, en ses questions, en ses réponses et ses espoirs, faux ou demi-faux. Si c'était cela une situation missionnaire, il y avait lieu de le rechercher non seulement dans l'ordre pastoral mais dans celui de la pensée. Ici comme là il y avait des frontières à rejoindre sous peine de frustrer le Christ d'espaces humains où Il veut aussi exercer son salut. Ici comme là l'Église pouvait être, ou bien en repos sur ses centres traditionnellement occupés, ou bien en effort de dilatation, à partir de ses centres, en vue de rejoindre les vraies questions des hommes. « Sauver Paris, disait le cardinal Suhard, dans le discours prononcé le 5 décembre 1948 à l'occasion de son jubilé, c'est avant tout sauver les âmes de ses habitants. Mais c'est aussi sauver la cité, c'est-à-dire la prendre en charge telle qu'elle est avec son passé, son avenir, et les problèmes complexes de son présent. Si je passe à côté

de ceux-ci, si je ne m'en soucie pas, je manque à la moitié de ma mission, car à partir du moment où ils se posent sur mon territoire, ses problèmes deviennent eux-mêmes mes diocésains. »

Ainsi se dégageait la possibilité, et donc l'obligation d'une dimension missionnaire de la pensée, même théologique. Il y avait toujours eu un combat intellectuel contre des erreurs, comme un combat pastoral contre le péché ; il devait y avoir un effort de récupération et de sauvetage de vastes domaines de valeurs, tout comme un effort de conquête et de guérison des hommes. C'était, au fond, le même combat. Seulement, les chrétiens qui s'y engageaient s'y montraient plus vulnérables et ils y étaient, en quelque sorte, plus repérés. Si la France a inquiété dans les années 1946 et suivantes, ce fut surtout parce qu'elle était davantage le champ de ces luttes nécessaires, ayant la vocation des batailles d'idées. Même les hommes les plus missionnaires au plan proprement pastoral s'alarmaient parfois de recherches effectivement périlleuses.

Que ce fût le même combat, on le voit encore à ce trait qui est sans doute le plus foncier, le plus caractéristique, du mouvement religieux français contemporain : la conscience, vécue avant de s'expliciter, qu'il ne s'agit pas d'apporter d'en haut une réponse déjà entièrement possédée à un monde enténébré qui n'aurait qu'à la recevoir telle quelle. Pour que la réponse soit valable, il faut qu'elle ait pris les dimensions et le rythme de la question, que, tout en venant d'en haut, de la source unique d'une vérité qui ne vieillit pas, elle entre et éclose par en bas. Il faut que soit respectée et assumée l'authenticité de l'humain. Le fond, peut-être, des exigences nouvelles dans un pays comme le nôtre, consiste dans une élimination incoercible du paternalisme allant jusqu'à un

refus du bien lui-même s'il voulait s'imposer d'en haut. Remarquons en passant, d'ailleurs, à quel point l'autorité de Dieu telle qu'elle s'affirme dans toute l'économie du salut en Israël, dans l'Incarnation et dans l'Église, est loin du paternalisme, tout en étant souveraine.

Il serait bien faux de dire que le catholicisme français ait épousé le point de vue moderne d'un humanisme autonome et clos, celui pour lequel, sans plus, « l'humanité est son œuvre à elle-même », faisant cela, il ne serait plus catholique. Mais il se caractérise sans doute par un propos de respecter la vérité des choses, par une ouverture à ce qui est de l'homme, par un intérêt attentif et respectueux à la profondeur des problèmes de l'homme, et finalement par le goût de cette authenticité qui se trouve dans les réponses quand elles naissent de l'écoute des vraies questions de l'homme. Ce goût d'authenticité à l'égard de l'homme se traduit dans un mot dont l'usage est récent avec l'étendue et la densité qu'il connaît aujourd'hui : on veut quelque chose qui ne soit pas *vrai* seulement, mais *valable*. C'est le fond de l'emploi, dans le domaine pastoral, d'une méthode partant des faits, à la manière de l'abbé Godin : à quoi correspond, dans les sciences religieuses, l'ouverture aux travaux non catholiques : non par un goût assez méprisable d'hétérodoxie, mais par volonté d'accueillir tout ce qui est recevable et de respecter les questions avant de proposer les réponses. Quand on essaye de trouver un commun dénominateur aux différentes recherches pastorales actuelles, qu'il s'agisse des renouvellements de la catéchèse ou de l'administration des sacrements, de sociologie religieuse ou de liturgie dans les mouvements de jeunes, on arrive à une formule de ce genre : substituer à ce qui serait un pur rite quelque chose qui réponde à un besoin de vérité dans l'homme. Quand le jeune T.,

ayant entendu un sermon dans une langue qu'il ne comprend pas, demande à son camarade ce qu'a dit le prédicateur, et qu'on lui réponde : il a dit tout ce qu'il fallait dire, on peut être assuré que tous les rites de l'orthodoxie ont été observés, mais que rien n'est passé. Il ne s'est rien passé. La vérité en soi a été parfaitement observée, mais il n'y a pas eu de vérité pour les auditeurs parce que leurs problèmes humains, l'authenticité de leur vie réelle n'a pas été, d'abord, prise en considération.

Le problème n'existe pas seulement à l'échelon des individus ou de petits groupes homogènes. Il existe, comme problème d'ensemble aux ramifications multiples, à l'échelle d'un monde. Il y a le monde moderne et déjà, de son sein, un nouveau monde veut naître, dont les caractères s'annoncent assez nettement : les conditions de la vie y seront largement socialisées, technicisées. Il reviendra certainement aux chrétiens d'y faire valoir les exigences de la personne, de l'être fait à l'image de Dieu, capable de vocation et d'amour. Mais ils devront accepter ce monde pour pouvoir enfanter la réponse et le salut du Christ en lui, au niveau et selon les dimensions de ses requêtes. Les réponses prétendûment classiques, les formes d'hier ou d'avant-hier, sont inadéquates ou inassimilables pour un monde né après elles. Comme le P. Daniélou le disait à Genève, la parole de Dieu à l'homme ne change pas, mais les réponses de l'homme à Dieu changent. On ne peut imposer à l'homme d'aujourd'hui de reprendre, dans ses formes historiquement relatives et datées, celles qu'a faites l'homme d'avant lui : on pourrait les lui dicter du dehors, il les répétera peut-être des lèvres ; ce ne seraient pas *ses* réponses.

Dans ces conditions, la volonté missionnaire de l'Église elle-même impose aux chrétiens de respecter, sans

hâte apostolique, un premier temps d'humble présence qui soit un temps d'écoute et de simple compréhension. Il ne s'agit pas nécessairement de temps chronologiquement distinct et préalable, mais d'un moment spirituel d'attention destiné à réaliser toute la vérité du « être avec ». Dans la mission prolétarienne où ce moment est particulièrement nécessaire, on parle d'entrer « par en bas. » Très certainement le plus profond de la question des prêtres-ouvriers trouve son lieu ici. Mais la question dépasse de beaucoup ces cas, si importants et décisifs soient-ils. Pour ne citer qu'un autre exemple qui nous est personnellement familier, c'est également au niveau de ce moment d'attention respectueuse de ce qu'il y a de recevable dans les requêtes de la base, que se situe le travail œcuménique. Ici comme là, il s'agit d'abord d'écouter et de comprendre, d'entrer dans la profondeur d'une question, de réaliser tout le sérieux d'un drame de dimension historique. Ici comme là, ceux qui ne pensent qu'à des résultats apostoliques immédiats demandent : « Combien de conversions ? » et notent les faux pas, réels ou supposés, sans voir assez qu'il ne s'agit pas d'une simple extension des cadres catholiques, tels qu'ils sont, mais d'entrer dans des mondes différents ou nouveaux pour exister avec eux, au dedans d'eux comme Église, en vue de Jésus-Christ.

C'est aux mêmes données de la question missionnaire qu'on pourrait aussi rattacher la pratique actuelle du « témoignage ». Selon une acception aujourd'hui très répandue et que nous ne voulons pas discuter ici, le témoignage est cette qualité d'une vie intégralement menée *avec*, partageant tout le drame de telle ou telle manière telle qu'elle attire et qu'elle suscite au sein de ce milieu, cette naissance d'une réponse chrétienne qui soit, tout à la fois, très purement selon le Christ et inté-

gralement authentique au point de vue de l'homme. Au fond, les deux choses se répondent : la pureté du Christ et l'authenticité de l'humain. Toutes les recherches actuelles, chez nous, sont polarisées par ces deux points entre lesquels existe une tension dont la vérité ne peut se maintenir qu'en étant très généreusement vécue.

C'est encore dans ces perspectives que l'on comprendrait, croyons-nous, d'autres manifestations assez caractéristiques du mouvement actuel du catholicisme français : la multiplication des petites communautés et le rôle qu'elles jouent pour l'invention de formes de vie chrétienne répondant à la double polarité : pureté évangélique, authenticité humaine. La recherche d'attitudes personnelles de *foi* au delà des formes plus ou moins traditionnelles de *religion*. Avec cela, la recherche d'un christianisme « adulte », celle d'une Église qui ne soit pas seulement encadrement d'hommes « pratiquant » une « religion », mais un signe suscitant la foi, un milieu éducatif et nourricier de foi adulte. Puis, la recherche correspondante d'un type de prêtre dont le sacerdoce ne soit pas seulement ritualiste, mais prophétique, véritablement adulte, lui aussi...

Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer, et surtout expliquer, illustrer, tous ces points. Il faudrait revenir à la chronique que ces pages ne veulent pas être, consacrées qu'elles sont à rechercher *le sens* du mouvement religieux actuel.

S'il est ce que nous avons dit, il faut bien reconnaître qu'il pose un certain nombre de questions dont il est très important de prendre et de garder conscience. Ce sont *nos* périls. Ce sont les motifs d'inquiétude des Pasteurs responsables et surtout du Père commun, à notre sujet.

Le cardinal Baudrillart nous disait, en mai 1938 : « Ce

que je crains par-dessus tout, ce sont les mouvements de conquête. On part à la conquête des autres et on est le premier conquis par eux! » Dans le catholicisme français actuel, dans ses secteurs de mouvement tout au moins, existe une sorte de hantise de rejoindre les hommes réels et leurs problèmes, de leur présenter un christianisme « valable ». Cela engage dans la voie de ne pas proposer seulement un catholicisme-en-soi, qui, du reste, n'a jamais existé et n'existe pas à l'état pur, mais est forcément traduit dans certaines formes historiques plus ou moins liées à un monde donné. On cherche, dans des formes qui répondent aux exigences de notre monde historique, un catholicisme vrai, non pas seulement en soi, mais existentiellement, pour les hommes d'aujourd'hui. Le danger est évidemment de chercher une traduction pour l'homme, une efficacité dans l'homme, qu'on n'affirme plus assez la nécessaire primauté de ce qui est donné d'en haut, l'antériorité du *vrai* sur le *valable*.

Parer à ce danger ne nous semble pas si difficile. Cela oblige simplement, engagé qu'on est dans le mouvement, à regarder toujours aux structures acquises et à en respecter les exigences imprescriptibles. L'Église a une mission dans le monde et pour le monde, mais elle n'*est* pas une pure mission. Elle a d'abord une structure et elle existe en elle-même, selon sa vérité en soi, avant d'être quelque chose pour l'homme ou dans l'homme. Elle est un ordre de sainteté à part, qui vient de Dieu et de la tradition apostolique et qui demande à être tenu et respecté quelle que soit la clameur du monde. Certains ne voient que cet ordre de sainteté à part et sont peu inquiets du fait que les hommes demandent du pain et que celui que nos pères ont cuit jadis n'est plus digérable pour eux. Mais d'autres entendent si fort les appels du monde qu'ils vont à lui sans toujours assez s'inquiéter

de l'en-soi de l'Église, du sacerdoce, des affirmations dogmatiques. C'est dans cette conviction et dans la recherche d'une fidélité tout ensemble à la structure et au mouvement, que nous avons toujours cherché, qu'il s'agisse d'œcuménisme, de réformes, de laïcat ou de mission, à rattacher le mouvement à la structure et à poser une structure ouverte aux appels du mouvement.

Autre danger, lié au précédent : on s'éloigne de plus en plus d'un catholicisme monolithique. Monolithique à dire vrai, il ne l'a jamais été, mais il l'était naguère plus qu'aujourd'hui parce que beaucoup se contentaient de l'obéissance à l'en-soi, et surtout il avait davantage les apparences rassurantes d'un bloc sans fissure parce que les catholiques relevaient tous ou presque d'un monde catholique homogène, aux comportements non inquiétants pour un traditionalisme clérical. Le goût de la sincérité, la recherche de l'authentique humain, du « valable », avec ce que cela comporte éventuellement de moindre considération de l'en-soi, l'ouverture missionnaire et le « passage aux barbares », c'est-à-dire l'acceptation d'un monde nouveau, ont donné au catholicisme français un nouveau visage. D'autant qu'il participe à la situation d'ensemble du pays. Or chez nous, si la démocratie économique est peu réelle, si la démocratie politique est assez illusoire, la démocratie idéologique est florissante. La France est un pays profondément divisé : le grand cirque de Versailles vient de le rendre sensible au monde entier. Il faut dire aussi que le dégoût profond de tous les totalitarismes a gagné l'ensemble des catholiques.

En sorte que nous nous trouvons devant un pluralisme qui ne va pas sans péril. Non seulement le monolithisme assez superficiel du « monde catholique » d'autrefois est touché à mort parce qu'on sort de plus en plus de ce

monde-là, mais les catholiques prennent, par loyauté envers les problèmes tels qu'ils les ressentent, des options idéologiques divergentes. Parfois sans assez s'inquiéter des exigences de l'obéissance et de celles de la communion à garder avec tous leurs frères ; parfois avec un radicalisme sourd au dialogue et qui n'est pas sain. Il risque ainsi de se créer, en marge d'une Église légale envers laquelle un loyalisme sentimentalement sincère est une attitude insuffisante, des chapelles idéologiques qui sont des espèces de patries spirituelles et jouent un rôle d'Église réelle, mais en demi-schisme moral avec la grande Église, la seule. En sorte qu'il existe chez nous, latent, un problème d'unité au plan de l'Église elle-même. Il serait tout à fait insuffisant de ne le poser et de n'en chercher la solution qu'en termes d'obéissance, encore qu'il doive être posé aussi en ces termes et qu'il soit urgent d'affirmer chez nous le devoir d'obéir. Il faudrait parler surtout des exigences de la communion, et chercher un appui efficace dans ce sens profond du mystère de l'Église que tant de choses ont restauré et nourri depuis un tiers de siècle : mystique de l'Action catholique et des mouvements de jeunes, renouveau liturgique, études théologiques, et jusqu'à ces petites communautés qui, avec un certain danger de devenir des chapelles, ont été si souvent le lieu d'une redécouverte du mystère de Dieu, du Christ et de l'Église.

On entend parfois parler d'un danger de « néoprotestantisme ». Il est certain que bien des choses ont créé chez nous une situation qu'on pourrait appeler préréformatrice, un peu au sens où l'on parle de situation prérévolutionnaire et par allusion à la période naguère étudiée par M. A. Renaudet (1494-1517). C'est dans la conscience de cette situation que nous avions écrit *Vraie et fausse réforme dans l'Église*. Notre conviction est que

l'Église catholique n'évitera pas certaines mises en question : non peut-être directement par le protestantisme, encore qu'il soit assez entreprenant en ce milieu du XX^e^ siècle, mais par certains ferments actifs depuis le XVI^e^ siècle et que le protestantisme a accueillis en trahissant la tradition catholique : Bible, conception existentielle et dramatique du rapport religieux par la Parole de Dieu, sentiment nouveau de la personne, valeurs laïques, dans les deux sens du mot « laïc »... A quoi s'ajoutent les ferments plus récents : socialisme, marxisme, civilisation technique... En face de telles mises en question deux choses sont à faire, devant lesquelles, une fois de plus, les esprits se départagent entre ceux qui ne s'attachent qu'à l'une ou qu'à l'autre : sauver le dépôt ; accepter la question et, en vivant la double fidélité à la pureté de ce qui est donné d'en haut et à l'authenticité de ce qui se dégage en bas, tâcher de faire naître à nouveau le catholicisme comme réponse, au sein du monde où il reçoit une tâche inédite, de la main de Celui qui est le maître de l'histoire. Rester l'Église de toujours en devenant l'Église de notre temps.

Dans l'ensemble d'un fascicule consacré aux chances de la France, nous devions présenter le mouvement religieux du catholicisme français contemporain, et laisser supputer ainsi les chances de l'Église, c'est-à-dire les chances du Christ dans notre pays. Il fallait en même temps répondre à l'interrogation sympathique et inquiète de l'étranger : décadence ou renouveau, crise dangereuse ou vitalité pleine de promesses ?

Le renouveau est certain ; la vitalité est grande. Renouveau et vitalité sont à l'œuvre sur les lignes de suture du présent et de l'avenir. En sorte que les chances les

meilleures consistent surtout en espoir et qu'elles sont affectées de la part de risque inhérente à tout ce qui se cherche. Nous ne cachons pas les périls, mais notre conviction est qu'une fois de plus la France travaille pour l'avenir et pour le monde entier — et le monde, au fond, le sent...

YVES CONGAR.

Les Signes du temps

Les délectations moroses

Les treize tours de scrutin nécessaires à l'élection du Président de la République ont été diversement commentés. En réalité, on ne voit pas pourquoi il est scandaleux de passer six jours à désigner le chef de l'État. Encore moins de le faire au grand jour; on a reproché à la majorité de n'avoir pas « préparé » cette élection, mais pourquoi préférer les compromis de couloir à l'évolution qui se déroule au grand jour à coups de scrutins successifs ? L'abandon de M. Laniel a été beaucoup plus franc que celui de Clemenceau, par exemple. Quant à regretter qu'une délégation des gauches ne désigne pas un candidat, c'est un comble de la part des catholiques.

Cependant l'atmosphère de réprobation que créent ces scrutins vaut qu'on s'y arrête. Il procède de deux origines. D'abord ceux qui ont intérêt à écouter le scrutin déclarent à priori que c'est un scandale de le prolonger. Certain rédacteur du *Figaro* y usa ses superlatifs avant la désignation de M. Coty. Comme les tenants de la thèse opposée se gardent bien de se dévoiler, seul un son de cloche frappe le public. Cette hâte à accomplir n'importe quel acte public est, quand on y réfléchi, assez ridicule. Mais, à lire trois jours de suite ces récriminations indignées, chacun est touché quelque peu.

Le terrain dans lequel elles tombent est préparé. Cassan-

dre a dû échapper au sac de Troie et faire souche en France. Une volupté incontestable préside à la description de nos malheurs, quels qu'ils soient. Nous n'avons pas la modestie de nous placer dans la moyenne. Si M. Coty, dans quinze jours, faisait comparaître son prédécesseur devant une commission d'enquête, quel beau sujet de plaintes sur l'état déliquescent de notre politique !

Certes, toute une action est basée sur la culture de cette délectation morose. On veut même faire regretter la Troisième République ! Après tout, avec sa cravate de meilleur ouvrier de France, M. Vincent Auriol part à Muret avec plus de dignité que celle qui accompagnait sur leurs voies de garage MM. Grévy, Deschanel ou Lebrun, sans parler de Félix Faure. Les adversaires de la République suggèrent qu'une tradition royale est beaucoup plus digne et font allusion au couronnement de la reine d'Angleterre — en oubliant que le pénultième souverain de nos voisins vit encore.

Le terreau français est donc bon pour ces fleurs de la délectation morose, et la culture en est rentable.

Malheureusement l'information traverse maintenant les frontières et prend au sérieux nos autocritiques. Alors se révèle le tempérament du Français. Comme Cyrano il aime bien se complaire dans l'examen de ses défauts — et en rajouter au besoin — mais ne tolère pas qu'un autre intervienne dans la clameur des lamentations. Non seulement sa vanité en est froissée, mais l'objet même de son attitude disparaît. Car le propre de la délectation morose est d'être une forme du désespoir et, en tout cas, du refus d'agir. L'étranger nous fait écho pour nous inviter à agir. Un lecteur de journal ne retire jamais l'impression que les malheurs de son pays sont de sa faute, mais de celle du régime, des gouvernements, des autres, de « on ».

C'est pourquoi les chances de la France demandent d'abord que l'on fasse la place, dans les colonnes des journaux, à la toute petite vertu d'espérance.

Léon Bazoilles.

Que cache le calme de l'Algérie ?

Pourquoi l'Algérie, en feu il y a huit ans, est-elle aujourd'hui, par une exception unique dans le monde de l'Islam, un pays en paix où vivent sans se heurter musulmans, chrétiens et juifs ? Au point que, devant cette anomalie, des patriotes arabes d'Égypte s'indignent et proposent de prendre les moyens énergiques pour y réveiller l'esprit de lutte ? Qu'a fait la France pour parvenir à ce résultat ? Peut-elle consolider encore cette situation aujourd'hui favorable par une action aux voies lointaines et hardies ?

Tout d'abord, par le statut de l'Algérie en 1947, les musulmans de ce pays ont été relevés de leur complexe d'infériorité. L'un des leurs est, à tour de rôle avec un chrétien, président de l'Assemblée algérienne, sorte de petit parlement régional aux pouvoirs étendus, et il faut convenir qu'il y joue fort bien son rôle. Les musulmans instruits et vivant au contact de la société occidentale exercent la plénitude des droits électoraux de citoyens sans avoir à renoncer à leur statut islamique. Les musulmans traditionnels formant la masse du peuple rural reçoivent sur le plan social les avantages du statut de citoyen et sont largement représentés dans les assemblées. D'autre part de nombreux élus musulmans, dans les municipalités, les cantons, les assemblées algériennes et métropolitaines, prennent l'habitude de participer à la gestion des affaires locales et nationales. Si les élections de ces élus sont encore parfois soumises ici ou là aux pressions collectives hostiles ou aux recommandations administratives le résultat n'en est pas moins acquis : le peuple algérien peut dans une atmosphère de confiance mutuelle avec l'autorité faire entendre sa voix et il s'habitue peu à peu à sortir de sa passivité, tout en renonçant à se laisser emporter, comme cela risquait d'arriver, par des campagnes de démagogie ou de haine qui, ici comme ailleurs, peuvent toujours enflammer les masses musulmanes ignorantes.

Enfin, près de trois cent mille hommes d'Algérie viennent désormais librement demander à la France, par le moyen de l'émigration temporaire, les ressources que peut leur donner le travail dans nos usines et nos chantiers. Grâce à cet effort,

— le montant des salaires et des allocations s'élève à près de vingt-cinq milliards — un million et demi d'habitants demeurés au pays voient leur niveau de vie sensiblement accru et l'équilibre social entre les pauvres et les riches se trouve restauré. Pour la première fois dans l'histoire moderne de l'Occident, des masses musulmanes nombreuses se trouvent étroitement associées à la vie d'un pays de civilisation chrétienne, où ils s'établissent provisoirement. Par suite de cette présence permanente, dix mille ménages mixtes ont été fondés et trois mille familles musulmanes vivent en toute confiance sur notre sol.

Telles sont les lumières du tableau. Quelles sont les ombres ? L'émigration, qui peut être un bien, à beaucoup d'égards, entraîne de nombreuses difficultés et souffrances. Il faut travailler avec zèle à l'humaniser, diminuer ses inconvénients, accroître ses avantages, et surtout la canaliser et l'orienter. Les pouvoirs publics s'y attachent dans la métropole.

Si, par suite des effets du surpeuplement de l'Algérie et de la stagnation relative de son économie, le mouvement d'émigration vient à s'amplifier, entraînant avec lui des femmes et des enfants, il deviendra de plus en plus nécessaire que le gouvernement français s'ingénie à absorber cette émigration et à la diluer pour éviter le choc brutal d'une invasion, dont le moindre danger serait de provoquer en France même des réactions raciales.

Il serait illusoire de penser d'ailleurs que la France devra seule absorber cet accroissement de population pauvre et demeurée attardée à des techniques en retard sur les nôtres d'un millénaire. C'est sur place en faisant face courageusement au problème, par le développement d'une colonisation musulmane sur les terres de barrages et dans toutes les zones utilisables que l'équilibre sera maintenu. L'esprit public dans nos trois départements d'Algérie y est encore peu préparé.

Enfin il subsiste en Algérie même une difficulté politique grave : l'activité anti-occidentale de ce parti des théologiens musulmans qui règnent aujourd'hui en maîtres sur plusieurs villes du département de Constantine : les Ouléma réformistes. Sous couvert de rénover la religion musulmane et la langue arabe, ils prônent une formule d'organisation politique qui se concevrait en Arabie séoudienne, mais dont les

États modernes de l'Orient eux-mêmes n'accepteraient pas les principes trop absolus et par trop rétrogrades. Les progrès de cette idéologie sont favorisés par la décadence des formes très archaïques de l'Islam maghrében représenté par les marabouts.

C'est là un problème délicat qui suppose, de la part des autorités françaises et des nombreux musulmans ouverts à l'esprit moderne, un grand effort de compréhension, beaucoup de tact et de prudence, en même temps qu'un véritable respect des valeurs religieuses. Peut-être, en la circonstance, le laïcisme fervent de beaucoup de nos maîtres est-il bien davantage une faiblesse qu'une garantie.

La découverte de la solution de ces problèmes n'est pas au-dessus des forces de nos gouvernants, de nos élus et de nos techniciens. L'esprit public et la volonté de coopération sont ici beaucoup plus satisfaisantes que dans les protectorats du voisinage. Il dépend de nous que ces difficultés, clairement reconnues, reçoivent des solutions bien étudiées. Dès lors l'Algérie moderne pourra être donnée en exemple aux détracteurs de la France et la réussite d'ensemble de l'œuvre fera pardonner ses imperfections.

ROBERT MONTAGNE.

Liban, amitié sans liens

Parfois l'échec réserve des chances, les garantit, les épure. N'est-ce point le cas de notre amitié avec le Liban, que l'on avait pu croire irrémédiablement compromise, voici juste dix ans, lors de la grande crise de novembre 1943 ?

Des siècles de relations spirituelles désintéressées ne pouvaient cependant être entièrement effacés par quelques jours de conflit. La difficulté, d'aucuns diront l'erreur, résidait en la formule même du mandat. La France faisait jadis, au Levant, figure de protectrice de sanctuaires et d'opprimés, de bâtisseuse d'écoles et d'hôpitaux; elle avait la meilleure

part. Avec le mandat lui échoyaient, après la guere de 1914-1918, les tâches ingrates du gendarme, du juge, du conseiller politique, de l'organisateur administratif.

Certes plusieurs de ces tâches furent heureusement accomplies, et le Liban reçut de la sorte, en certains domaines, un appui efficace : il retrouva son unité historique, assura mieux l'égalité de ses communautés diverses, progressa vers l'État moderne. Cependant le mandat ne sut guère évoluer : un conservatisme aveugle fit échouer, du côté français, le traité de 1936 qui devait s'y substituer. La guerre vint, la co-occupation britannique, les intrigues de quelques agents anglais; les autorités locales de la France Combattante crurent, en novembre 1943, affermir leur tutelle en prenant, à l'égard du gouvernement libanais, des mesures de rigueur irréfléchies, impossibles à maintenir; en mai 1945, la crise de Damas détruisait les derniers espoirs français de passer traité avec les États du Levant.

Mais si la possibilité d'un texte a cessé alors, celle d'une amitié est restée, à la surprise de beaucoup, intacte. Pour n'être guindée par aucun document, l'amitié renouvelée entre Liban et France n'apparaît pas aujourd'hui moins solide, moins profonde, moins vivante. L'absence de texte ne semble, à l'heure actuelle, la compromettre nullement; un accord commercial, une convention culturelle n'auraient pu qu'entériner des faits, suscités en dehors d'eux; il eût été difficile qu'ils leur ajoutent quoi que ce soit. Les relations franco-libanaises sont « bâties de pierres vives, qui sont hommes »; chacun nommera ici tel homme d'État libanais, tel ministre de France à Beyrouth, tel professeur, tel médecin. Entre ces deux peuples de juristes a grandi, comme par miracle, une amitié sans liens; elle se développera en même temps que ces services réciproques, ces mutuelles marques de confiance dont elle se nourrit.

Produit de circonstances historiques exceptionnelles, l'exemple ne saurait certes valoir hors des circonstances de lieu, de temps, de relations humaines qui l'ont suscité. Mais il doit donner, à chacune des deux nations qui, sans même y prendre garde, l'ont rendu possible, plus de confiance dans leur élan vivant et leur jeunesse créatrice.

PIERRE RONDOT.

AZIMUTS

Les pauvres et les saints

1) Puisqu'il me faut répondre à la question commune, dans la perspective ordinaire de cette chronique — 2) puisque je ne puis recourir à mes références ordinaires, mes revues ne s'étant pas posé cette question — 3) puisque par la grâce de Dieu je ne suis ni sociologue, ni prophète, ni hiérarque, que me reste-t-il sinon de projeter sur la question la lumière des principes, seule façon louable d'esquiver un sondage embarrassant ?

Or donc, — cette expression vaut à elle seule tout un syllogisme, — il y a deux manières de prophétiser : celle du prophète ès qualité; celle de l'historien. A l'historien deux trajets sont possibles entre deux points donnés : aller de droite à gauche, c'est-à-dire du plus ancien au plus récent; ou de gauche à droite. Pour deux points donnés dans le passé, c'est en apparence, facile : on sait où l'on va; et rien n'est plus savoureux à un esprit logique que de restituer entre les deux termes le gouvernement divin.

Mais du présent au futur, le cas se complique. Admettons que je sois capable 1) de trouver et d'interpréter les statistiques des ressources catholiques françaises brutes et de les replacer dans la comptabilité catholique générale — 2) de déceler les tendances majeures des divers groupes catholiques et français toujours, et de détecter dans le corps ecclésiastique total l'équilibre mouvant où elles jouent; je n'aurai fait que la moitié du travail : il me restera à calculer des détails importants, tels que le mouvement du monde, la succession des papes, et surtout, surtout, à quelle date de l'avenir je me placerai par hypothèse, et de quel futur historien j'emprunterai l'état civil, ou plus exactement l'idiosyncrasie.

Tout en dépend. Tel élément qu'en 2004 je mettrai parmi les chances de 1954 si je suis sociologue, je le mettrai peut-être parmi ses dangers, si je suis (*sit venia verbo*) réformateur. Et il se peut que ce même élément soit mis au passif par le sociologue de 2004, et à l'actif par le sociologue de 2054.

De plus comme j'ai eu l'honneur et la disgrâce de le rappeler, j'ai l'impression que la Parousie et le Livre de Vie laissent « planer » un coefficient d'incertitude sur les dénombrements et les divinations les plus orthodoxes, quels qu'en soient l'époque et l'esprit.

De sorte que je me sens contraint ou de ne pas répondre à la question, ou de me laisser aller, comme quelques-uns de mes confrères, mais avec mauvaise conscience, à notre protagorisme et pythagorisme instinctifs : je me ferai la règle des transcendantaux, auxquels on me dit qu'il faut ajouter désormais l' « opportun », et je diviserai le monde en couples : les bons et les mauvais, les sages et les fols, bons et sages étant, comme de juste, ceux qui sont de mon avis.

Après tout, deux seules réponses optimistes sont possibles, l'une celle du cantique : « La France aura toujours des saints », l'autre celle de l'Évangile : « Les pauvres sont évangélisés. » Mais je les fais au plan non des apparences mais de la foi, le seul qui finalement justifie ou plutôt commande notre travail.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

MONSIEUR, MADAME ET LES PETITS DUPONT

MONSIEUR *Dupont et Madame protestent souvent, violemment même, contre la politique française. C'est devenu chez eux une habitude. Ils geignent, ils fraudent, ils rusent. Habitués au bonheur dès l'enfance, disons tout au moins à une certaine facilité de vie, aussitôt qu'ils rencontrent une difficulté ou qu'ils connaissent un échec, ils les portent avec empressement au passif de leur pays et de ses dirigeants. Mais ce pays ils l'adorent, ne peuvent se passer de ses horizons un peu courts, l'ont intégré à toute leur vie et l'emportent avec eux aussitôt qu'ils franchissent les frontières idéales ou naturelles qui les séparent des autres peuples. Ce qui les a rendus au reste les plus détestables de tous les voyageurs. Quant à ces dirigeants politiques qu'ils maudissent, méprisent et moquent, ils les ont choisis après de longues et tumultueuses campagnes électorales. M. Dupont et Madame, installés dans leurs habitudes depuis des siècles, chargés d'un glorieux passé historique, tout alourdis de querelles interminables, amoureux inconscients mais éperdus de la France, salissent sans remords et sans arrêt les institutions politiques qu'ils se sont librement données et qui sont celles qu'ils méritent. Il n'y a pas d'État français parce qu'ils n'ont pas le sens de l'État.*

M. Dupont et Madame sont individualistes. Cela rend

compte de tout. Comme les autres habitants des pays latins, direz-vous? Et non, car la population française est en outre germanique et celte. D'où un individualisme composite, plus vigoureux et valable en un sens que l'individualisme italien ou espagnol. Si M. Dupont refuse obstinément, organiquement allais-je écrire, de vivre en groupe, de faire exactement comme les autres, de ne pas se singulariser; s'il lui faut un parti à lui (et s'il n'en existe pas qui lui plaise, il en fera un trente-sixième ou un quarantième), une maison qui ne soit pas construite en série, des idées qu'il ait découvertes lui-même, il possède sans aucun doute, et cela est remarquable, une personnalité propre. La gamme de tous les Dupont qui, en France, sont ouvriers, paysans, bourgeois et qui, en outre, sont intelligents, raisonnables, passionnés et originaux, pour qui sait la contempler avec amitié, en fermant les yeux pour mieux voir, et en s'attardant pour bien distinguer les détails et les nuances, est, je vous le jure, la plus belle preuve que je connaisse du génie créateur de Dieu. La splendeur aiguë des montagnes pendant l'hiver, le halètement régulier des vagues, en été, au creux de la douce nuit bretonne, le brusque et vert éclatement du printemps anglais, la sécheresse sableuse et ensoleillée du désert à l'automne nous font certes naturellement monter au cœur l'action de grâce vers Celui qui fit pour notre joie cette superbe et minuscule planète emportée dans la tourmente sidérale des galaxies innombrables. Mais tout cela mis ensemble ne me procure pas ce sentiment de liberté et de variété dans la création que je retire d'une soirée passée à bavarder avec quelques Dupont, bourgeois ou militants ouvriers de France, critiquant tout, analysant tout, comprenant tout, reconstruisant le monde à leur gré, chacun à sa façon, ivres de vivre, désirant la justice et pratiquant comme aucun autre peuple au monde cette vertu si rare de l'égalité parce que tout de même nous savons bien qu'un homme en vaut un autre devant l'amour, devant la

mort, devant toutes choses qui comptent justement parce qu'elles ne se comptent pas.

Quant à Mme Dupont, comme elle est fine et sensible! comme elle est aimable et, somme toute, comme elle est aimée! Elle le sait d'ailleurs fort bien; mais si elle a été élevée dans la bonne tradition de cet étonnant individualisme qui reste notre raison d'être, elle connaît mieux que les femmes des pays étrangers, je le crois du moins, l'art de gouverner un homme sans chercher à rivaliser avec lui, d'organiser une maison, et celui, plus difficile encore, d'élever des enfants. Mme Dupont, elle aussi, pense par elle-même, mais pour les choses qui restent de son ressort. Elle y tend tout au moins. Elle n'épousera point n'importe qui. Elle sait meubler une pièce, préparer un repas, choisir ou couper une robe (il suffit de se promener à Londres ou à Berlin pour savoir que ce n'est pas si facile) et apprendre à ses enfants les innombrables délicatesses de la vie morale. Mais ne croyez point que Mme Dupont limite sa suprématie aux tâches ménagères et familiales. Elle est également sans rivale lorsqu'il s'agit d'apprécier la justice d'une cause, la valeur d'un tableau ou d'un concert, la qualité d'un film, d'une émission ou d'une pièce de théâtre.

Et quel sens du bonheur ils ont tous ces ménages de Français moyens! Ils savent bien, ils savent trop que la vie est courte, qu'il faut en organiser avec soin chaque journée, chaque soirée et chaque nuit, que le loisir est supérieur au travail en un sens, et que les bonnes choses, toutes les bonnes choses de la création, depuis l'art de dessiner un jardin et de faire un bouquet jusqu'à celui de composer un film en passant par celui d'aimer sa femme, méritent d'être passionnément goûtées. Il leur faut un bonheur à eux, qui soit différent, si peu que ce soit, du bonheur des autres. Ils ont le désir que chacun puisse être heureux, mais ils savent difficilement consentir le premier pas vers la réalisation de la justice sociale. Ils sont individualistes, furieusement, farouche-

ment, tenacement. Et cela peut, selon la variété des Dupont et selon les moments de notre histoire, donner le meilleur et le pire, la vulgarité des déjeuners au vin rouge sur l'herbe avec les papiers gras laissés en souvenir, les sordides calculs d'intérêt dans les arrière-boutiques ou l'invention géniale, l'organisation incomparable d'un service public, la sainteté la plus authentique. De ces villas de banlieue si laides à voir parfois, de ces fermes minuscules, patiemment rapetassées depuis des générations, de ces rues sordides des faubourgs sortent avec une régularité singulière les Dufy, Matisse, Braque, Renoir, père et fils, Vigo, René Clair, Carné, Maillol, Rodin, Gide, Cocteau, Claudel, Sartre, Mauriac, Malraux, Giraudoux, Langevin, Perrin, Curie, Perroux, Messiaen, Poulenc, Schmitt, Citroën, Renault, Dautry, Goddard d'Allaines, les permanents syndicaux, les militants ouvriers, les milliers de prêtres et de laïques dévoués à toutes les formes de l'apostolat chrétien.

M. Dupont et Madame nous désespèrent par le mauvais emploi qu'ils font souvent de leurs qualités individuelles puisqu'ils ont choisi de tenter d'être, dans un monde grégaire, des personnes humaines. Ils nous étonnent parfois par la réussite de leurs enfants qui, quoique trop aimés, trop couvés, trop gâtés, trop individualisés, prennent tout à coup leur essor d'un grand coup d'aile vers quelque entreprise fabuleuse, désintéressée et parfois même collective. D'ailleurs les jeunes Dupont qui croissent en nombre, car leurs parents semblent avoir retrouvé le goût de la chair vivante déposée au fond d'un berceau, s'ils ne croissent pas toujours en sagesse font, tout de même, passer un grand courant d'air à travers les pestilences de l'embourgeoisement français. Ils découvrent, sans perdre leur vivacité d'intelligence et leur amour de l'homme, les joies de la route et de la natation, les ascensions en montagne et les courses en forêt. Ils ont perdu notre ancienne assurance. Ils ne considèrent plus les Anglais comme un peuple médiocre

parce que celui-ci ne pratique pas l'art de bien manger. Ils apprennent quelque chose en voyageant. Ils acceptent à nouveau d'entreprendre. Ils s'éprennent du monde, de son mouvement, de sa richesse, de sa largeur et de sa profondeur. Ils aiment le grand air et l'inquiétude. Alors tous les espoirs sont à nouveau permis.

Lorsque la France sortait de ce grand branle-bas que fut le Moyen-Age, elle choisit pour tenter de discipliner tous les Dupont en puissance, non pas de se donner, comme fit l'Angleterre, de bonnes institutions, mais de se choisir, en l'interprétant d'ailleurs peut-être à contresens, une philosophie nationale : ce fut le cartésianisme. Elle voulut mettre à tout prix de l'ordre dans les esprits, mais elle perdit contact avec le réel. Les jeunes, ceux qui ont envoyé balader le goût de la sécurité et des individualismes trop calfeutrés, retrouvent le sens du concret et le goût des passions. Ils suivent la bonne route, celle qui permet à un peuple d'échapper aux petits assouvissements personnels pour entreprendre les grandes constructions collectives. Tous les Dupont, Durand et Martin de France sont comme ces fleurs aux vertus trop secrètes qui ont besoin d'être pressées pour donner leur parfum. L'heure de la grande bousculade est revenue. Il faudra que la France livre, enfin, à nouveau, toute cette richesse dont elle regorge et qu'elle cache trop souvent par pudeur au plus secret d'elle-même.

GEORGES HOURDIN.

Chroniques

ARTS

Lorsque l'art ne plaît pas aux marchands...

Combien il est réconfortant, dans la tiédeur d'un cabinet tapissé de livres, de jouer au prophète, de jeter sur l'avenir un regard averti et compétent ! Suivant son humeur, on est pessimiste ou optimiste, mais toujours dans les limites d'une saine sécurité. Pourquoi faut-il que des contacts superflus et grossiers avec les réalités extérieures viennent instiller en notre pensée l'inquiétude ?

Chacun sait que la France est la fille aînée de l'Art. Certes, ses maîtres ont bien daigné visiter quelque étranger pays de bonne compagnie, comme l'Italie, la Hollande; d'aucuns ont su recueillir des terres lointaines le miel d'exotisme qui convenait à des artistes policés. Mais qu'est cela, en comparaison de l'éternel et unanime concert de louanges des connaisseurs du monde entier, en regard des milliers de visiteurs passionnés qui viennent chez nous chercher la révélation de l'Art, et d'eux-mêmes, dont certains sont ou deviennent de grands créateurs, et, s'ils ne nous restent pas définitivement, portent du moins en leurs nations notre gloire ?

Mais soudain notre oreille confiante et alanguie sursaute à des cris discordants. Comment ? D'audacieux étrangers prétendent que leur pays est, en art également, en avance d'une ou deux générations sur la France ? Des personnalités éminentes (qui se prennent et sont acceptées pour telles) proclament la mort de l'art français ? La curiosité autant que la

simple prudence conseillent d'y regarder de plus près. Quels sont les reproches le plus généralement formulés ? Ils sont de deux ordres, contradictoires d'ailleurs : soit d'être un art finissant, décadent, mort, trop attaché à un rameau desséché de tradition; c'est en particulier la raison pour laquelle certains artistes et critiques des États-Unis d'Amérique estiment l'art de leur pays en avance d'au moins une génération sur lui. Soit d'être un « anti-art », de mépriser au de nier les valeurs que le passé nous apprend être fondamentales : en un mot d'être trop systématiquement d'avant-garde et sans sincérité. Et, puisqu'il faut bien nuancer des jugements trop évidemment grossiers et partiaux, on les corrige en acceptant de reconnaître quelque grandeur chez certains, mais en ajoutant aussitôt : « Ce sont des étrangers, eux seuls sont encore capables de donner un lustre momentané à l'art français... »

De cette dernière affirmation il y a certes à développer des considérations qui éclaireront tout le problème, et préparent une ferme conclusion. Sans oser, faute de place, appeler à notre secours l'histoire avec son matériel abondant, mais lourd, quelques patrouilles vivement menées nous rapporteront l'essentiel. Il fut un temps — on pourrait mieux dire : durant les millénaires, et partout — où les savants, les lettrés, les artistes, étaient l'objet de sollicitations pressantes de la part des chefs d'États, des seigneurs; la France ne fut pas pour lors en retard, de Charlemagne à Napoléon en passant par Louis XIV ! Ces artistes d'importation ont toujours fait le plus grand honneur au pays qu'ils adoptaient et qui les adoptait. Alors, nombreux étaient les foyers de civilisation qui se disputaient leurs faveurs : tout pouvoir temporel avait l'orgueil de s'attacher les plus grands parmi les hommes. Mais pendant ces temps s'effectuait en profondeur un travail historique dont la France d'aujourd'hui est spirituellement la résultante. Toutes les migrations historiques, s'effectuant d'est en ouest, tant sur le continent eurasiatique que par la voie méditerranéenne, aboutissaient à l'Atlantique et s'infléchissaient alors qui vers le sud, qui vers le nord : le pays de France constitua pour toutes les formes de civilisation et de pensée l'ultime réceptacle; sans compter celles que d'audacieuses aventures comme les croisades allèrent recueillir sur place. Sans doute parce que l'esprit profond de notre pays — cette

disposition qui, peut-être souvenir des tous premiers âges de l'homme et des peuplements initiaux, semble vouée à une permanence géographique — était doué pour l'assimilation sans perdre son propre génie créateur, il en naquit un foyer de culture exceptionnel dont nous sommes les dépositaires. Cela revient à dire que le double devoir de la France est de le perpétuer jalousement et de le faire partager le plus libéralement possible; ce qu'elle réalise dans la plus large acception de l'hospitalité. Y a-t-il dans le monde un artiste conscient des vrais valeurs de l'art qui n'ait éprouvé le besoin de connaître l'indéfinissable atmosphère de notre patrie, et n'en ait profité de quelque manière? Y a-t-il aussi un artiste qui n'ait été accepté chez nous en toute fraternité, qui n'ait éprouvé dès l'arrivée la sensation de se retrouver dans un contexte social, artistique, humain, qui semblait lui convenir idéalement?

Même si l'on veut croire à un « devenir historique » de l'art, la position de la France apparaît unique. De chaque évolution particulière elle a tiré le suc, elle a aussi tiré les conséquences plastiques et spirituelles; elle les a associées en les faisant siennes, elle leur a donné une vie nouvelle indépendante et en a constitué un équilibre organique dynamique. Pour cette raison, les artistes du monde entier viennent reprendre dans notre art des aspects nouveaux de l'art de leur propre pays, des aboutissements inattendus, des bourgeons oubliés. Actuellement l'extension internationale de l'art propose ce paradoxe — qui n'est qu'apparent — de la plus grande universalité, facteur essentiel de la plus profonde particularité, et réciproquement. Parce que l'artiste est le lien entre le passé et l'avenir tout ce qui fut concourt à l'enrichir, mais lorsqu'il crée, c'est une préfiguration qu'il réalise; chaque œuvre doit être transcendante aux éléments qui l'ont préparée; c'est pourquoi il importe peu qu'une œuvre d'art soit immédiatement accessible au public, les générations futures jugeront. Ceci, reconnaissons-le en passant, donne une vigoureuse leçon de modestie aux critiques qui se croient dépositaires du secret de l'Absolu et tranchent catégoriquement de la valeur d'une œuvre! Et l'on peut appliquer à la vie de l'art la notion du « temps biologique », dont le déroulement varie indépendamment du temps astronomique, notre référence : si la durée d'un même phénomène varie entre la

jeunesse et la vieillesse d'un être vivant, il en est de même en art; on se trouve en présence d'une accélération constante, des dizaines de milliers d'années de telle ou telle civilisation préhistorique aux révolutions modernes qui se bousculent en quelques décades. On dirait que plus l'acquis s'accroît, et s'accroît avec précipitation, plus la faculté de précéder son temps se développe chez le grand artiste. C'est une raison de l'influence et de l'attrait de l'art de France, et qui, si cet essai de raisonnement est juste, doivent rester liés à l'existence même de la nation. Car ainsi toute la suite de l'évolution de l'art français est semblable à celle d'un seul artiste...

Nous avons répondu à une première question, sur les chances de la France comme foyer prééminent de vie artistique. Par là même nous avons préparé et simplifié la réponse à la seconde question, concernant les chances individuelles de nos artistes. Mais auparavant il reste à examiner les circonstances actuelles de la création et du rayonnement artistiques. La création artistique n'a jamais été totalement liée à la vie économique. Depuis que l'art s'est affranchi de la nécessité religieuse il n'a pas toujours été assujetti à la commande ou à la vente. Cependant c'est par le commerce que se fait le rayonnement, que se répand la connaissance, que subsistent les artistes; et le commerce est le fait des marchands, en grande majorité. Un marchand cherche à gagner de l'argent; s'il attend simplement le client, il fera peu d'affaires, surtout dans ce commerce particulier; il lui faut aussi avoir un choix d'œuvres à présenter en toutes circonstances, œuvres qu'il sera amené à acheter — le moins cher possible, évidemment — car l'artiste a besoin de vivre chaque jour; donc il devra rechercher une clientèle, la créer même, et pour être certain de la satisfaire, une fois donné le goût pour un artiste déterminé, s'attacher cet artiste par un contrat et des achats réguliers indépendants des fluctuations du marché : ce qui engendre des luttes entre marchands, le travail de chacun pouvant être exploité par tous les autres. Tout cela demande, de nos jours, une immobilisation d'importants capitaux : d'où naturellement un besoin de gains considérables. En regard, la masse des amateurs se laisse plus ou moins manœuvrer; cependant il est évident que seule une élite, peu nombreuse, est à même de suivre et d'apprécier les grands créateurs d'une époque.

La sécurité pour tous, marchands et amateurs, fait la fortune des artistes d'une certaine valeur, certes, mais non des plus novateurs. C'est pourquoi le succès va à ceux qui savent rester sages et prudents sous une apparence d'avant-garde, tandis que les vrais créateurs originaux ont peu de chance d'intéresser les marchands, car à long terme le risque semble trop grand, et dans l'immédiat la demande est trop faible pour donner des gains suffisants.

Nous ne voulons pas exclure la possibilité de succès de vrais grands maîtres : il arrive cependant bien tard, alors que parmi les jeunes de grande réputation on n'en saurait désigner quelqu'un qu'à coup sûr l'avenir confirmera. Voilà pourquoi les augures borgnes, qui ne voient que ce côté du problème, ont raison de juger l'art de chez nous insuffisant, fait de démarquage, de répétition. Mais ceci, c'est « l'art qui se vend ».

Par contre, les partisans d'une esthétique traditionnelle, vieillie, n'admettent en aucun cas les essais modernes; ils veulent même les ignorer. Bien plus, ils rejettent aussi cet art qui peut se vendre, pour ce qu'il veut paraître « à la page ». Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes qui arrêtent l'histoire de l'art après les impressionnistes (avec lesquels ils ne répugnent point à faire de bonnes opérations, oubliant qu'en leur temps ces artistes étaient encore plus décriés que les plus audacieux d'aujourd'hui). Mais ces rétrogrades ne présentent aucun intérêt pour personne.

L'art de demain, celui qui maintiendra la production française (étrangers ou français, tous ceux qui travaillent chez nous), n'est donc pas à chercher parmi les accrochages des marchands. Mais il existe déjà. Parfois quelque manifestation de jeunes dans une galerie courageuse en donne un avant-goût. Plus souvent, il est le fait d'artistes de tous âges : jeunes n'osant ou ne pouvant exposer, plus âgés qui ont connu quelque succès, mais ont su refuser la facilité pour oser des recherches strictement personnelles et se sont ainsi retranchés des échanges publics. On le découvre par hasard, dans quelque taudis, hôtel meublé de dernier ordre, hangar de banlieue, parfois même chez quelque passionné qui vit dans l'aisance, mais se cache; même les profesionnels de la critique ou de la chasse aux artistes inconnus ont du mal à le détecter, par relations amicales le plus souvent. Et

puis, le voit-on, rien ne permet d'affirmer sa grandeur future, si ce n'est un attrait purement subjectif et individuel. Comment juger objectivement un artiste dont l'œuvre, par définition, est en avance sur son temps ?

La chance est là, cependant; tant d'hommes et de femmes se sacrifient pour cet idéal commun (et en même temps individuel au plus haut point) que parmi eux on doit trouver l'avenir, lorsque l'art ne plaît pas aux marchands.

ROBERT VRINAT.

LETTRES

Une hygiène : le mythe de l'échec

Je ne sais pas si l'histoire a un sens, mais je ne doute pas que la littérature en ait un. Suivie année par année, elle prend une direction qui laisse des traces, des flèches, des signes — comme ces jeux de scouts qui permettent aux poursuivants de rejoindre les poursuivis. Depuis 1946, la littérature détruit les dépôts que l'histoire a prétendu abandonner derrière elle. En six ou sept ans, les nouveaux romanciers ont rasé trois tumulus qui portaient en lettres flamboyantes : Travail, Famille, Patrie. Aussi la situation littéraire est-elle relativement simple. Le héros de quelque quatre à cinq cents romans ne varie que de façon négligeable. C'est toujours un homme qui ne fait rien, en veut à son père et à sa mère et ignore son pays. Cette affaire une fois liquidée, le roman passe à la suivante. Le héros tel qu'il est venu à nous au cours de l'année 1953 ruine totalement une autre inscription historique, celle qui nous vouait au Neuf et au Raisonnable. Le sentiment dont il est saturé comme une éponge est celui d'un prodigieux vieillissement de tout et d'un affaissement

incomparable, le comportement qu'il indique ne saurait être plus absurde.

Une épaisse lie de traqués, de faibles, d'indignes, de veules, de loques coule du roman. Je songe moins ici au Roquentin de Sartre, au Meursault de Camus, au Bardamu de Céline, au K de Kafka, au Molloy de Samuel Beckett qu'à ce qu'ils sont devenus entre les mains d'écrivains moindres et surtout qu'au fait de leur massive et homogène diffusion. Il faut se dire que mille romanciers français (trente ans, ayant fait la guerre, arrivant mal à vivre, ne désirant rien de plus fort que le Prix Goncourt et de moins net que la gloire par les lettres) sont incapables de créer autre chose qu'un *pauvre type*.

« Il marchait, n'étant chez lui nulle part au monde... Le désespoir ne l'épouvante plus. Il possède un fond, comme tous les abîmes. Une fois que le fond est atteint, on peut s'y promener comme sur un boulevard, on ne risque plus, puisque c'est plat, de dégringoler... Son logement était au cinquième étage d'un immeuble miteux, qui se dressait à l'angle d'une rue épouvantable : une puanteur de charogne suintait éternellement du mur. (...) Il prend conscience de son incroyable abjection. Et, sans doute, il ne s'en libère jamais, mais il arrive que, s'y accoutumant, il en tire une fierté minable [1]... » Lignes à extraire de *n'importe quel roman quelconque*. Le raté se porte donc bien. Il est le type au-dessous de tout et qui prend de cette façon ses distances par rapport à l'homme qui ne saurait être objet de roman. Il est aussi froid et lucide que Laclos. Il a de l'intelligence pour rien. Mais il a conscience d'être et tout est là.

Il vit dans une chambre d'hôtel. Quelquefois il a tué quelqu'un, le plus souvent il se demande s'il va le faire. Tout, en lui et hors de lui, est d'un gris uniforme. Il ne vit pas, il se pose des questions et s'en pose sans cesse, parce qu'il ne trouve jamais de réponse. Il existe dans la fièvre, l'ennui, la solitude et l'humidité. Il fait trente métiers ou aucun. Il se détruit [2].

On peut partir de là pour une bonne analyse à conclusion

1. Jean-Charles Pichon, *Sérum et C^ie* (Éd. Corrêa).

2. Au hasard : *Le plaisir de Dieu*, par Manuel Bridier (Éd. de Minuit); *L'amour de rien*, par Jacques Perry (Julliard); *Le tréteau de la méduse*, par B. Eschasseriaux (Calmann-Lévy), etc.

métaphysique. En quoi on se trompe. Car le pauvre type, s'il se détruit, s'est d'abord construit. Il est le pauvre type non pas objectif, mais se voyant tel et, à la limite, se faisait tel. Sa vie est, avec beaucoup de rigueur, davantage qu'une série d'expérimentations : une existence tout entière expérimentale. Le romancier n'est pas assez caché derrière son personnage et son personnage a la signification d'une conscience malheureuse très subtilement démontée[3]. En clair, ce n'est pas le romancier qui est veule. Son cynisme, qui est la voix de l'amertume, ne vient pas de Chamfort, mais d'une décision toute neuve, toute jeune. Désagrégation ? Soit, mais par la lucidité. Et si la lucidité se referme sur le vide, ce n'est pas par jeu ni même par nécessité. Et si l'absurdité éclate en fanfare, seule la conscience d'être l'a voulu. Cette attitude est celle d'intellectuels qui se sont construit leur liberté et qui ne peuvent s'en servir. On leur a dit : « C'est par hasard que vous êtes au monde. » Il fallait bien qu'un langage fût inventé. On n'a jamais vu pareille intelligence du héros et pareille volonté. C'est pourquoi cette épaisse lie de loques, de traqués, de faibles, est une bonne liqueur de jouvence. Je refuse de suivre les moralistes qui s'affolent et les métaphysiciens qui frétillent. Dernier des beaux-arts, la veulerie est une thérapeutique. Les romanciers pratiquent cette ponction de noirceur qui retire au réel assez de lâcheté et de grisaille pour l'éclaircir. Ils tirent à eux presque tout le mal du monde. En dehors d'eux, le monde est presque beau. Je ne crois pas au pessimisme.

Toute cette malchance du héros est une chance de l'homme. Nous disposons d'un roman qui psychanalyse notre société. Inlassablement, il lui offre l'image de ce qu'elle ne devra jamais être. Inlassablement, il la réveille par la caricature, la guérit par l'homéopathie et la nourrit à force de gifles. Une promotion du pauvre type libère la promotion du chant, de la clarté et de la jeunesse. Le mythe de l'échec est une hygiène.

GABRIEL VENAISSIN.

3. Pierre Larthomas, *Ceux qui marchent près de nous* (Julliard); Jean Pelegri, *L'embarquement du lundi* (Gallimard), etc.

THÉATRE

Bons acteurs cherchent bons auteurs

Les derniers spectacles constituent une réponse aux questions qui « spécialisent » ce numéro.

Entrons d'abord dans la vieille Maison. On y a présenté deux spectacles également exemplaires : l'un, Salle du Luxembourg, est l'exemple d'une réussite dans l'erreur; l'autre, Salle Richelieu, l'exemple de ce que peut ajouter à la réussite la fidélité à une vocation.

Dans le livre d'une intelligence si généreuse que les Éditions du Seuil publient, *Six années de Comédie-Française,* Pierre-Aimé Touchard écrit : « Sauf éclatante exeption, la Comédie-Française ne peut être qu'un théâtre de consécration. » Or que le metteur en scène et les interprètes aient su reconstituer l'imagerie d'Épinal du Paris de 1900, le grouillement pittoresque de la rue Montmartre, l'amère drôlerie du temps des tribunaux comiques, la perfection même du spectacle en fait ressortir l'inutilité : *Crainquebille* ne mérite pas une telle « consécration ». La pièce d'Anatole France ne nous dit plus rien, et ce rien est tel qu'il semble impossible de lui faire dire quelque chose. Bien différent est le cas de la farce moliéresque qui l'accompagne sur l'affiche : il ne paraît nullement prouvé que le public de 1922 se trompait en reconnaissant un véritable auteur comique en M. Émile Mazaud, dont le Théâtre de l'Œuvre jouait *Dardamelle.* Mais la vaste scène et le cadre nécessairement majestueux de l'ancien Odéon sont, pour de telles pièces, une espèce de frigorifique. On ne donne pas chez Molière un « à la manière de Molière », et, si ce « à la manière de... » est réussi, on le laisse à une troupe comme la compagnie Grenier-Hussenot. Celle-ci vient de s'installer au Théâtre Fontaine avec *Azouk,* de M. Alexandre Rivemale, conte d'une bouffonnerie provençale et naïve qui amusera les spectateurs de tous

les âges et de toutes les conditions... « Azouk » est le nom d'un éléphant plein de sagesse, qui anime les rêves d'un vieux pochard, cousin de Tartarin. C'est là qu'aujourd'hui la farce trouve, en termes aristotéliciens, son « lieu naturel ».

Les fausses confidences et *Les Caprices de Marianne* trouvent leur « lieu naturel » Salle Richelieu. Œuvres difficiles où chaque mot importe à l'action, leur représentation est rendue plus difficile là encore par les souvenirs qu'elle éveille : on ne peut oublier Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud dans la pièce de Marivaux et, par ses photographies illustrant les notes de Gaston Baty, un volume de l'excellente collection « Mise en scène » (Éd. du Seuil) nous rappelle ce qu'était la pièce de Musset au Théâtre Montparnasse. Or, en faisant autre chose que leurs prédécesseurs, avec une Araminte grande dame et une Marianne qui a repris, selon la tradition, son costume de la Renaissance, les Comédiens français offrent un de ces spectacles où l'on voudrait conduire tous les étrangers en visite à Paris. C'est très exactement cela que l'on attend de cette Maison : une interprétation nouvelle et pourtant fidèle d'œuvres qui sont classiques précisément parce qu'elles sont un constant appel au cœur et à l'imagination des interprètes.

A côté de l'institution qui a derrière elle et toujours vivant en elle un long passé, il y a celle qui commence et dont l'avenir se dessine : le Théâtre national populaire. Là encore, le succès qui justifie l'entreprise est lié à une certaine prise de conscience de ses conditions historiques et matérielles : il s'agit toujours de faire ce qu'on ne fait pas ailleurs et savoir pourquoi on existe. A ce point de vue, la représentation de *Lorenzaccio* me paraît supérieure à celle de *Don Juan*. Jean Vilar a senti et imaginé en grand artiste la fresque que suggère le dialogue de Musset : l'immense plateau du Palais de Chaillot lui permet de multiplier les lieux du jeu sans jamais briser l'unité de l'ensemble mouvant qu'est le drame; avec la collaboration du peintre Gischia et de Gérard Philipe, Jean Vilar a *réalisé* ce qu'aucun autre théâtre n'aurait pu nous montrer : peut-être même a-t-il signé là son chef-d'œuvre. On voudrait avoir le temps de s'arrêter à ce Don Juan jeune et provocant, dont Jean Vilar nous montre les dernières pirouettes, libertin qui aurait

horreur de jouer au métaphysicien, pas assez grand seigneur en dépit du texte où Molière fait la leçon aux aristocrates; mais le spectateur ne saisit certainement pas toutes les intentions de l'acteur qui est trop loin de lui et dont la voix aux nuances trop fines se perd dans la salle. *Don Juan* suggère des portraits et des tableaux de genre : la scène trop vaste de Chaillot interdit la comparaison avec les récentes représentations de la Comédie-Française où l'étrange comédie dramatique fut si bien servie par Debucourt et Ledoux.

Ainsi, les institutions nationales « tiennent » et nos exigences à leur égard sont les signes de notre confiance. Le même mois confirme celle qu'inspiraient déjà les mises en scène de M. Jean Le Poulain : *Été et Fumées*, au Théâtre de l'Œuvre, le met au premier rang des jeunes. Une jeune fille de pasteur croit à l'âme; elle aime un jeune médecin qui croit au corps; elle lui communique sa foi et le sauve de la déchéance; mais il lui communique la sienne et elle se perd : c'est vraiment le drame de l'échange que cette pièce de M. Tennesse Williams, ou plutôt ce film qui mêle poésie et réalisme, une poésie de romance et un réalisme rafraîchi par la psychologie des profondeurs. M. Jean Le Poulain a su trouver un musicien de théâtre, M. Kosma (ce qui est rare), une actrice qui est l'héroïne de la pièce, Mlle Sylvia Montfort, un décorateur, Mlle Leonor Fini, qui a su mettre sous nos yeux de multiples images sans briser le rythme de l'action. Puissent ces trois artistes et quelques-uns de leurs camarades constituer une équipe ! Il y aurait alors une grande promesse dans ce spectacle de L'Œuvre qui, à certains égards, paraîtra peut-être un peu démodé aux spectateurs de vingt ans, mais qui nous rappelle avec une telle puissance l'aspect *magique* du théâtre.

En cette fin d'année 1953, la France reste encore le pays des audaces : *Le Songe d'une Nuit d'été* au Cirque Médrano. Nous aurons l'occasion de revenir sur la manière originale dont M. Paul Arnold adapte les pièces de Shakespeare pour nos scènes et leur public. Ce qui est sûr, c'est qu'il offre à M. Jan Doat un dialogue tel que celui-ci pouvait le désirer quand son imagination lui montrait le *Songe* dans ce « théâtre communautaire » dont il se plaisait à des-

siner le plan dans son livre *Entrée du public* (Éditions de Flore, 1947).

L'expérience est pleine d'enseignements. Reconnaissons qu'une partie du texte est perdue, du moins à une certaine hauteur : c'est grave, mais il y a certainement des moyens techniques permettant d'éviter cet inconvénient; il faut les chercher, car quel spectacle ! Cet espace sans décors ni meubles est vraiment un autre monde; l'action y trouve une clarté géométrique; si compliquée que soit l'intrigue du *Songe*, la disposition des personnages sur la piste rend immédiatement sensibles les évolutions des quatre couples et tout devient simple comme les mesures d'un quadrille; ici, la musique (de M. Marcel Landowski) tombe du ciel; Puck (une extraordinaire jeune artiste canadienne, Mlle Letoudal) dispose de trois dimensions presque sans limites; si les burlesques acteurs-amateurs étaient pour le public du Théâtre du Globe ce que sont pour nous les clowns, ils sont chez eux à Médrano.

On peut, certes, concevoir une autre présentation du *Songe*. Il est important de signaler l'espèce de plébiscite spontané qui donne à M. Jan Doat mission de continuer dans cette voie. Pendant cinq ou six matinées, un public enthousiaste a répondu aux intentions du courageux metteur en scène : on eût dit qu'un spectacle de ce genre était attendu. Jan Doat, Paul Arnold et leurs collaborateurs n'auraient-ils pas trouvé une formule de théâtre populaire qui ne discrédite pas les autres et dont les autres ne dispensent pas ?

Il n'est pas question de présenter un bilan du théâtre contemporain; mais quelques coups de sonde permettent une double constatation. Que l'on regarde les institutions anciennes ou nouvelles, que l'on se tourne vers les francs-tireurs, partout le théâtre trouve des serviteurs d'une exceptionnelle qualité, metteurs en scènes, acteurs, décorateurs, musiciens; intelligence, ingéniosité, goût de l'initiative et de la recherche, intrépidité en face des pires difficultés matérielles... C'est là beaucoup de « chances ». Ceci reconnu, notre promenade ne nous a fait lire qu'une seule affiche, celle de la compagnie Grenier-Hussenot, annonçant une pièce nouvelle d'un auteur français : ce n'est point là un malencon-

treux hasard. Crises d'auteurs, prétendent les directeurs; crise de directeurs, ripostent les auteurs; crise de la critique, disent, réconciliés, les uns et les autres. Quoi qu'il en soit, tout se passe comme si Molière et Musset, Shakespeare et Marivaux devaient assurer l'*interim*, comme si le répertoire ancien ou étranger offrait des valeurs plus sûres à ceux qui doivent courir les risques. Si c'est une « malchance », l'histoire nous console en nous montrant qu'elle n'est pas propre à notre temps.

HENRI GOUHIER.

TÉLÉVISION

Une chance à courir

La compétition entre les nations dans le domaine scientifique et technique prend, dans les journaux, l'allure d'un match permanent. Les spécialistes en sourient et les gens informés s'appliquent — en France surtout — à dégonfler ces baudruches. Ils ont tort. Il n'est pas sans importance — pour les spécialistes eux-mêmes et pour les crédits dont ils disposeront pour poursuivre leurs recherches — que le public se passionne pour le franchissement du « mur du son », pour la fission atomique ou pour le développement de la télévision. Il n'est pas sans importance pour l'Angleterre que l'opinion publique ait compris que l'avenir du pays était désormais dans l'air après avoir été sur mer. Il n'était pas sans importance qu'en France aussitôt après la guerre — dans un pays épuisé et distancé dans presque tous les domaines par l'avance prise à l'étranger — on ait pu annoncer que la Télévision était au point et pouvait devenir « la meilleure du monde ».

Cette chance donnée à la France s'appuyait sur une réalité.

Pendant plusieurs années trois pays au monde furent les seuls à posséder la télévision : les États-Unis, l'Angleterre et la France. En 1949 la France adoptait une « définition » qui lui permettait effectivement d'avoir les meilleures images. Il y avait là matière pour inciter un grand enthousiasme populaire et pour mener une grande politique, pour créer en France une industrie importante et pour gagner des marchés à l'étranger grâce à l'avance prise à l'intérieur. Mais l'histoire de la Télévision en France depuis cinq ans est celle des occasions manquées. Pour que ces grands espoirs se réalisent il eût fallu à la fois une large politique gouvernementale d'équipement de la France en émetteurs et une volonté d'expansion de l'industrie privée qui était capable d'investir les capitaux suffisants, ces capitaux étaient assurés d'une large rentabilité. On peut récuser l'exemple des États-Unis avec ses dizaines de millions de postes récepteurs, car le niveau de vie américain est supérieur au nôtre; mais en Angleterre, pays de l'austérité, le territoire est désormais entièrement équipé d'émetteurs et l'on compte les postes récepteurs par millions. En France l'émetteur de Paris est resté longtemps le seul. On en a construit un autre à Lille. On évalue aujourd'hui le nombre des récepteurs à une centaine de mille. Le plan d'équipement de la France entière, qui devait porter sur quatre ans, a sans cesse été retardé. En décembre dernier le Parlement a refusé trois fois de suite de voter les crédits nécessaires et se trouvait prêt à condamner définitivement à mort la Télévision française. L'industrie privée, malgré de beaux efforts isolés, est restée sur une prudente expectative. Un grand trust comme celui du verre se refuse à lancer des séries de fabrication sans avoir la garantie de les écouler et refuse de prendre aucun risque [1].

Aujourd'hui, dans le monde, la situation n'est plus celle de 1949. La Télévision fonctionne en Italie, en Allemagne, en Belgique, au Canada, au Japon, en U.R.S.S. et dans la plupart des pays d'Amérique latine. Il est inutile de revenir sur l'importance capitale de ce fait nouveau qui apporte une véritable révolution dans le domaine de la culture et dans

1. Sur toutes les raisons de politique générale et industrielle qui explique cet état de choses voir les documents fournis par Paul Benoist dans *Télévision, un monde qui s'ouvre* (Fasquelle, éd.).

le contenu même de notre civilisation [2]. Mais il faut, pour la France, faire le point et donner au problème sa véritable importance.

Malgré le retard que nous avons pris en cinq ans après avoir eu en main tous les atouts, il reste à la France la possibilité de gagner la partie. Sur le plan artistique et technique le travail effectué depuis la fin de la guerre reste un capital. Des équipes se sont formées pour réaliser des programmes dont la qualité est comparable et souvent supérieure à celle des programmes étrangers. Les techniciens ont depuis huit ans dépassé le stade du laboratoire et des essais. Un nouveau poste émetteur fonctionne depuis un mois à Strasbourg. Grâce à une campagne de presse l'indifférence du Parlement vient d'être vaincue et le plan d'équipement est mis en chantier. On peut espérer voir fonctionner, cette année, des émetteurs à Lyon et dans le Midi.

Il reste à situer la Télévision à sa vraie place dans l'opinion publique. La responsabilité de ceux qui ont pour mission de l'informer est grave en ce domaine. Il a fallu une cinquantaine d'années aux têtes pensantes de ce pays pour découvrir que le cinéma n'était pas seulement un divertissement d'îlote. Il est encore de bon ton, dans les milieux intellectuels, de considérer la Télévision comme un jouet sans importance. Des campagnes de dénigrement sont entreprises périodiquement dans la presse contre la Télévision française pour préparer la voie à une Télévision publicitaire. Les milieux catholiques adoptent volontiers — ici comme ailleurs — le ton de la lamentation ou celui de l'anathème. Le seul résultat de cette attitude serait l'absence totale de leur influence dans l'évolution de la Télévision. Le pape vient encore de le rappeler dans une lettre aux évêques italiens où sont nettement soulignés les immenses espoirs qu'ouvre la Télévision et le devoir qu'ont les chrétiens de ne pas traiter le problème par omission [3].

Le développement de la Télévision, l'amélioration de ses programmes doit devenir une préoccupation majeure de ce qu'on appelle les élites et un centre d'intérêt pour le grand

2. Voir dans le n° d'août-septembre l'article : « Nouvelles formes de la culture ».

3. Publié dans *Radio-Cinéma-Télévision*, n° 209.

public. Quoi qu'on en ait dit la Télévision est chose populaire : même dans l'état actuel des choses (les prix sont élevés faute d'une fabrication en grande série) les enquêtes prouvent que la moitié des récepteurs sont achetés par des salariés et souvent par des salariés modestes (dans les pays miniers notamment). Seule la pression d'une opinion publique informée et prenant la Télévision au sérieux peut imposer aux responsables — et d'abord au Parlement — la continuation d'un effort déjà commencé dont les résultats nationaux, culturels et industriels ne peuvent être mésestimés.

J.-L. TALLENAY.

DES FILMS POUR PRÉPARER LES FÊTES DE PAQUES

De nombreuses paroisses ont déjà utilisé l'année dernière la *première mission par le cinéma,* qui met le film au service de la formation religieuse. Ce programme comprend un film en couleur, *Moïse,* qui illustre au moyen de « santons animés » le texte même de la Bible. Il comprend aussi un film liturgique, la *Nuit de Pâques,* destiné à faire comprendre le sens spirituel de la Vigile pascale, commenté par le R. P. Roguet, directeur du Centre de Pastorale Liturgique. Réalisé par un des meilleurs techniciens français, Philippe Agostini, ce film a vu sa qualité artistique consacrée par le *Festival international de Venise,* où il a été primé avec la sélection des meilleurs films français de l'année.

Chaque « mission par le cinéma » comprend un programme complet destiné à être utilisé par le clergé dans une séance organisée pour préparer les fidèles à Pâques. Il suffit de disposer d'une salle équipée en trente-cinq millimètres ou en seize millimètres ou d'en louer une pour une soirée. De nombreux diocèses possèdent déjà des copies de ces programmes à la disposition du clergé. Pour connaître le détenteur de la copie le plus proche de votre domicile, écrire aux *Missions par le cinéma,* 31, boul. Latour-Maubourg.

Document

LA FRANCE A-T-ELLE ENCORE SA CHANCE ?

Ce grand passé a-t-il toujours de l'avenir ? Quelles sont donc, aujourd'hui et demain, les chances de la France ? Et quelles en sont les exigences ? Nous avons voulu interroger quelques-uns de nos hommes politiques sur notre espoir et notre responsabilité.

Les chances de la confiance

Nul ne saurait être plus réconfortant que M. Antoine Pinay. A la veille d'une élection présidentielle, il a dressé devant un auditoire d'Anglais discrètement émerveillés, le tableau serein de l'effort français [1].

Dans les annales de leur histoire, les Français ont montré que s'ils pouvaient supporter l'adversité, ils n'étaient jamais résignés à l'abdication. Ils ont traversé l'occupation sans jamais désespérer d'eux-mêmes. Ils ont abordé les tâches de l'après-guerre en restant conscients de leurs devoirs. Ils ont soutenu tout le poids de leurs charges avec le sentiment de leurs responsabilités...

Ils ont toujours eu la conviction que le pays avait des fon-

1. Discours prononcé à Londres (Chatam House), reproduit dans *La Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1953.

dements sains et qu'il possédait de grandes ressources. Ils ont toujours eu le sentiment que les qualités ancestrales n'étaient pas altérées par les dures épreuves des dernières années. Ils ont toujours eu la volonté de sauvegarder la structure sociale de la nation, qui aurait pu chanceler sous les coups de la guerre ou dans le trouble des esprits qui l'ont accompagnée.

C'est parce qu'il y a eu ainsi un accord entre les volontés et une certitude dans les résolutions, que la France a pu échapper aux sombres pronostics du déclin. Dans le même temps, elle est aussi sortie des voies de la décadence démographique. La perspective d'une jeunesse qui monte plus nombreuse est la garantie d'une mentalité d'ardente initiative. La France, ce vieux pays, est bien toujours une nation jeune et active...

Alors qu'elle était sollicitée par tant de tâches simultanées, la France a défini ses efforts selon une rigoureuse ordonnance. Elle a modernisé ses industries-clés avant même de reconstruire les logements définitifs des sinistrés. Elle a forgé les instruments de son travail avant de relever les monuments du passé ou d'assurer le confort du présent. Si nous examinons la production agricole, nous voyons qu'elle accuse un accroissement marqué.

Somme toute, tout va très bien. Il n'y a qu'à continuer. Le sens civique ne laisse rien à désirer. La préférence efficace pour les structures établies ne saurait être que salutaire. Et comment n'être pas rassuré lorsque l'homme d'État expérimenté affirme, fondé sur son *expérience*, que dans le passé récent les responsables de la politique française ont su faire rigoureusement les choix coûteux et austères que réclame l'avenir de la France ?

Il est vrai que l'appareil politique demande à être révisé.

Il faut surtout donner au gouvernement la stabilité. C'est un point fondamental. Le chef du gouvernement doit être considéré comme le chef d'une majorité, liée à lui par une sorte de pacte. S'il est renversé, la majorité disparaît. Le gouvernement doit alors pouvoir dissoudre l'Assemblée nationale pour faire du peuple l'arbitre du conflit. Plus il sera facile au gouvernement de recourir au droit de dissolution, moins souvent il sera contraint d'y faire appel.

Il ne faut d'ailleurs pas exagérer les risques d'instabilité et d'inefficacité du gouvernement de la France.

Il ne faut pas oublier que la direction de l'État est fermement assurée en France par l'action du président de la République au sommet et par la permanence de l'administration à la base. Ces fondements solides parviennent à maintenir sous une instabilité de surface une stabilité en profondeur.

Quant aux gouvernements, s'ils changent souvent, on observe que les ministres changent plus rarement. Il arrive même que des hommes politiques cessent de faire partie du gouvernement sans que le gouvernement cesse d'appliquer leur politique. Aussi les vicissitudes de notre vie publique ne peuvent-elles compromettre vraiment ce qui est l'essentiel pour un peuple, c'est-à-dire la vigueur de son sens national et l'ampleur de ses efforts.

Toutefois M. Pinay sait que ces efforts français sont mis en échec et cruellement rançonnés par une guerre ruineuse, mais aussi par des intérêts coalisés qui requièrent protection. Mais le libéralisme éclairé par la confiance relèvera et ranimera la France.

Les chances de l'indépendance

Les communistes récusent cet optimisme-là. Ils ne sont, en fin de compte, pas moins optimistes. Ils savent que « la France n'est pas un pays fini »[2]. M. Étienne Fajon s'efforce de dégager dans l'*Humanité*[3] « la condition du relèvement national ».

Il est vrai que notre patrie connaît des difficultés sérieuses. Son économie régresse; ses finances sont en désordre; le chô-

2. Titre d'une enquête publiée par l'*Humanité-Dimanche* du 29 novembre 1953.

3. 25 septembre 1953.

mage total ou partiel sévit; les conditions d'existence des travailleurs s'aggravent à la ville et à la campagne.

Mais est-ce là le résultat d'on ne sait quelle tare nationale, ou de défauts propres au peuple de France ? En aucune façon.

Toutes les conditions d'un relèvement rapide et de la prospérité existent au contraire chez nous. Le sol français, particulièrement fertile, a produit encore cette année d'abondantes récoltes, malgré l'insuffisance des moyens dont notre agriculture est dotée. L'industrie française dispose de bases matérielles largement suffisantes — qu'il s'agisse des matières premières, des sources d'énergie ou des entreprises — pour connaître un puissant essor. Les savants, les ingénieurs et les techniciens français continuent à jouir d'une réputation universelle, encore que les gouvernants réactionnaires écartent souvent de leur poste les plus éminents d'entre eux. La « paresse » des travailleurs français n'est qu'une odieuse calomnie. Nos ouvriers, dont l'habileté et la qualification sont incontestées, aiment le travail et le travail bien fait; ce n'est pas leur faute si le travail manque. Nos paysans sont laborieux et persévérants; ce n'est pas leur faute s'ils ne vendent pas ou vendent mal leurs produits. Du reste, dans les années qui suivirent la Libération, la France avait restauré son industrie, ses chemins de fer, son agriculture à une allure surprenante et avec enthousiasme.

Si le progrès n'a pas continué, si les difficultés sont venues, c'est à cause de la décision, prise en 1947, de soumettre notre pays à l'impérialisme américain, et de gouverner contre les travailleurs.

L'Amérique porte malheur, M. Maurice Thorez nous le dit[4].

Ce fut le plan Marshall et le Pacte Atlantique, d'où sont venus les maux qui, présentement, accablent le pays : la régression économique, le désordre des finances publiques, la misère, le chômage, les difficultés multiples des travailleurs de la ville et des champs, le recours aux méthodes fascistes — décrets-lois, pleins pouvoirs, répression contre la classe ouvrière —, l'aggravation du joug pesant sur les peuples coloniaux, la politique de guerre, le réarmement de l'Allemagne de l'ouest.

C'est pourquoi le front de lutte tend à englober toutes les

4. Réponses de Maurice Thorez à l'hebdomadaire *L'Observateur*, reproduites dans les *Cahiers du Communisme* de décembre 1953.

classes laborieuses et, en même temps, d'autres milieux, c'est-à-dire tous les Français qui veulent reconquérir l'indépendance et la souveraineté nationales. Ainsi, la question de l'indépendance nationale et de la paix est désormais au centre de tout.

C'est l'amitié franco-soviétique qui comporte la chance une et indivisible d'une France forte et heureuse [5] :

La France n'apparaît faible et décadente qu'en raison de la politique de démission nationale pratiquée, dans tous les domaines, par ses gouvernants « européens » et atlantiques.

La France ne manque ni de ressources, ni de possibilités, ni d'amis, surtout parmi les peuples ayant souffert comme elle des méfaits du militarisme allemand et, comme elle, soucieux de se prémunir contre toute nouvelle agression.

La mise en vigueur du pacte franco-soviétique, fruit de la fraternité scellée dans les combats contre l'envahisseur fasciste et suite logique des impératifs géographiques, contribuerait à rendre à notre pays sa liberté d'action en politique extérieure.

L'indépendance souveraine de la nation, voilà comme le *leitmotiv* des chances communistes de la France. « Nous, communistes, proclame M. Jacques Duclos [6], nous sommes de ceux qui veulent que la France soit une nation libre, une nation souveraine. » Nous n'aurons point l'outrecuidance de douter de l'orthodoxie marxiste du dogme de la souveraineté nationale. D'autant plus que la *Pravda* [7] confirme ces chances de l'indépendance.

5. Discours de Maurice Thorez au Comité central du Parti communiste à Drancy, le 23 octobre 1953, reproduit dans les *Cahiers du Communisme* de décembre 1953.

6. Déclaration au Comité central à Drancy, reproduite dans les *Cahiers du Communisme* de décembre 1953.

7. 10 décembre 1953.

Les chances de la grandeur

C'est le mauvais régime qui fait obtruction aux chances de la France, nous redit le général de Gaulle [8] :

Notre tâche est rude, mes Compagnons ! Nous assistons à la faillite du mauvais régime auquel, bientôt, le verdict de la nation exigera qu'il soit mis un terme. C'est nous, alors, qui devrons bâtir, en y appelant, je le dis d'avance, tous les Français de bonne volonté. Nous savons à quoi cela nous engage...

Oui, le siècle est dur, l'univers dangereux. Oui, la patrie est meurtrie. Mais c'est notre vocation de la conduire à son salut. Hier, c'était par la victoire. C'est aujourd'hui par la rénovation, celle de notre pays devant aider à celle du monde. Vieux monde, toujours nouveau, qui reçut, de siècle en siècle, la marque profonde de la France et qui attend en secret qu'elle vienne encore montrer le chemin.

Ce sera tâche ardue et longue que de recréer le climat et de ressusciter l'action qui conditionnent l'essor nouveau [9].

La rénovation de la puissance économique française sera, je l'ai dit bien souvent, une œuvre extrêmement dure et qui s'étendra à la durée d'au moins une génération. Mais pour nous procurer les moyens qui nous manquent, c'est-à-dire les matières premières, le charbon, la main-d'œuvre, il y a une politique à la fois économique et diplomatique à faire et à poursuivre. Il est vrai aussi que pour faire rendre aux moyens qui sont dans nos mains tout ce qu'ils peuvent rendre, il y a d'abord une atmosphère à créer dans le peuple français. Il y a ensuite des mesures à prendre sur lesquelles, remarquez-le bien, presque tout le monde est, au fond, d'accord. Mais cette atmosphère, on ne la crée pas, ces mesures, on ne les prend pas, parce que le système actuel est impuissant à la créer ou à les prendre.

8. Discours de clôture des Assises nationales de Paris du Rassemblement du Peuple Français, à la Porte de Versailles (25 juin 1950).

9. Conférence de presse du 24 avril 1947.

La réalisation de l'espoir se fait attendre. Ce n'est pas pour décourager l'espérance du général qui découvre dans les leçons de son histoire des raisons d'espérer aux promesses de l'histoire de France[10] :

Ayant, naguère, tenté d'amener les pouvoirs et le commandement à doter la France du corps cuirassé qui nous eût évité l'invasion, je n'y suis pas parvenu. Lors du désastre de 1940, j'ai tâché de décider le gouvernement dont je faisais partie à gagner l'Afrique du Nord et à se soustraire à l'ennemi. Ce fut en vain. Quelques semaines plus tard, j'ai voulu me rendre à Dakar pour y rallier toute l'Afrique française et la remettre dans la guerre, je ne pus entrer à Dakar. Après la victoire, je me suis efforcé de maintenir l'unité que j'avais formée autour de moi. Cette unité s'est brisée ! Dans une situation grave, j'ai voulu rassembler, de nouveau, les fils et les filles de France. Je n'y ai pas encore réussi. Si ces échecs n'étaient que les miens, cela n'aurait pas d'importance. Mais, hélas ! ce sont les échecs de la France !

Il est vrai que, dans les intervalles, sont venus quelques succès. Ce qui m'engage à poursuivre, c'est que ce furent les succès de la France.

Pendant la guerre, aux jours de la plus sombre épreuve, je me suis quelquefois laissé aller à penser : « Peut-être ma mission consiste-t-elle à rester dans notre Histoire comme l'ultime élan vers les sommets. Peut-être aurai-je écrit les dernières pages du livre de notre grandeur. » Mais, bientôt, sentant renaître en mon âme la foi avec l'espérance, je me disais, au contraire : « Peut-être le chemin que je montre à la nation est-il celui d'un avenir où l'État sera juste et fort, où l'homme sera libéré, où la France sera la France, c'est-à-dire grande et fraternelle ! » J'en suis là, encore aujourd'hui.

Les chances du remaniement

La France, affirme Mgr le Comte de Paris[11], a besoin de « refaire son unité morale ».

La maladie politique française s'extériorise sous deux for-

10. Conférence de presse du 12 novembre 1953.
11. Interview accordée à *L'Express* (26 décembre 1953).

mes aiguës : l'incivisme de plus en plus répandu et le fait que 20 à 25 % des votants apportent leurs voix à un parti animé jusqu'à maintenant de l'étranger. La cause spirituelle profonde de ces symptômes et de tous ceux, plus secondaires, que nous observons, est que la France n'est plus une nation unie, rassemblée autour d'un État respecté, mais un assemblage incohérent de féodalités et d'intérêts particuliers qui méprisent la justice sociale et se moquent de l'intérêt général. L'âme collective hiberne.

Pour restituer cohérence et cohésion à ce magma, il faut que le peuple retrouve confiance en lui-même, dans ses chefs et dans son commun destin. Cette confiance du peuple qui est aux démocraties ce que les mitrailleuses et le parti unique sont aux dictatures.

Gouvernez les Français dans la justice, demandez-leur des sacrifices au nom de la patrie, prouvez-leur, par des résultats, que ces sacrifices sont consentis dans l'intérêt commun, exaltez la jeunesse, ce réservoir d'espérance, et vous trouverez une réponse vibrante dans la nation réveillée.

Mais le Comte de Paris estime qu' « avant d'unir, il faut recoudre » : qu'avant tout la France a besoin d' « opérer une révolution de ses structures qui soumette tous les intérêts particuliers à l'intérêt général ».

La France, qui dispose potentiellement de ressources qui font l'envie des étrangers, est très appauvrie et vit au-dessus de ses revenus actuels, en consommant insidieusement son capital. Il s'agit donc d'accroître le rythme de son économie et sa productivité globale. Ce n'est possible qu'en conciliant la recherche d'une meilleurs rentabilité de l'initiative privée et de l'épargne — souci libéral — avec l'intervention de la puissance publique, seule habilitée à définir la hiérarchie des urgences — souci planificateur.

Et ceci n'est réalisable qu'avec le concours total de l'ensemble des salariés et notamment de la classe ouvrière — souci socialiste. Si le noyau communiste et les quatre millions de votants d'extrême-gauche continuent d'être traités et de se considérer comme extérieurs à la nation française, l'opération échouera. Nul homme d'État ne doit oublier que pour rallier les masses que le parti communiste a séduites, il faudra leur offrir une nouvelle espérance, notamment en pratiquant une politique de justice sociale.

Si le programme de renaissance se contentait de postuler la

confiance et le libre jeu des intérêts particuliers, il capoterait sûrement sur l'égoïsme des privilégiés.

Les deux difficultés essentielles auxquelles se heurteront les réformateurs de nos structures sont, dans notre économie, l'importance exagérée de la distribution et le retard de la production agricole dans un trop grand nombre de départements. Un traitement énergique sur ces deux points améliorerait le standard de vie et relancerait l'expansion industrielle.

Les chances du mouvement

Il ne suffit donc pas de cette tranquillité dans l'ordre de la complaisance que procure « la volonté de sauvegarder la structure sociale de la nation ». Dans son rapport sur la productivité [12], M. Pierre Pflimlin souligne qu' « au départ il faut faire un choix fondamental, le choix entre l'immobilité et le mouvement ». S'il importe de susciter un climat de confiance,

il ne s'agit pas d'obtenir la confiance d'une seule classe de la nation. Il s'agit de gagner la confiance, aussi et surtout, de ceux qui ont tant de raisons de se méfier d'un régime dont les leviers de commande leur échappent et qui, souvent, les a traités avec dureté. Il serait vain d'espérer un rajeunissement du pays s'il n'était pas possible de mobiliser les réserves de jeunesse et d'enthousiasme que recèle le peuple des travailleurs.

Le renouveau requiert beaucoup de renouvellements.

La confiance ne pourra pas être suscitée par des exhortations. Trop de paroles dites en vain, trop de formules successivement démonétisées, ont déposé une couche de scepticisme, qui ne peut être percée que par des actes exemplaires. Il faut que tous ceux qui en ont le pouvoir, chefs d'entreprise, responsables syndicaux, dirigeants de collectivités publiques ou professionnelles, multiplient dans leur propre sphère les initiatives qui, dans un climat transformé, associeront à des

12. « Sortir de l'ornière », *Forces nouvelles*, supplément au n° 53, 2 janvier 1954.

efforts de renouvellement des hommes liés par une communauté de destin. Que des prises de conscience encore diffuses aboutissent à allumer des foyers, que, dans le secteur industriel, des hommes, hier encore murés dans une méfiance réciproque, s'étant regardés les yeux dans les yeux, découvrent la joie de se faire confiance pour accomplir une œuvre commune, que, dans le secteur agricole, de jeunes paysans se saisissant des acquêts de la technique moderne, s'engagent sans crainte dans la voie ouverte par une politique d'expansion conçue avec hardiesse, poursuivie avec continuité, et l'on verra peu à peu l'atmosphère du pays se transformer.

Mais pour que l'acte de foi de quelques-uns devienne l'acte de foi de la nation, il faut que l'État accomplisse sa mission.

Il ne lui appartient pas, certes, d'ntervenir dans le détail de la vie professionnelle par un dirigisme tatillon.

Il doit être d'abord l'arbitre suprême. Qu'il n'apparaisse plus comme un suzerain impuissant, bafoué par les féodaux. Qu'il se dégage de l'étreinte des intérêts particuliers. Que ses décisions arbitrales soient claires, nettes comme le tranchant de l'épée. Que son symbole ne soit plus la poignée de main trop facile, mais la Main de Justice largement ouverte, qui rassure les faibles en imposant le respect aux puissants.

Il appartient ensuite à l'État de prendre les grandes initiatives créatrices et d'en faire saisir à la nation la noblesse et la grandeur. Nous avons réalisé, dans la Métropole et dans les Territoires d'outre-mer, de vastes plans d'équipement, mais nous n'avons pas su, comme les régimes totalitaires, susciter autour de nos grands desseins une atmosphère de fierté et d'enthousiasme. Les Français gardent la nostalgie de la grandeur. Si on ne veut pas qu'elle prenne la forme d'un culte stérile du passé ou d'une révolte violente contre la médiocrité du présent, il faut que les mesquineries de la vie quotidienne soient balayées de temps à autre, par l'air du large. Il faut que tous les Français puissent se passionner pour de puissantes réalisations où s'affirment la vitalité de la nation et sa volonté de construire l'avenir.

Les chances du choix

L'heure des choix est venuê. La nouveauté n'est pas que les choix s'imposent — ils s'imposent depuis longtemps —, mais que de plus en plus les Français prennent conscience de l'urgence de leurs choix. C'est parce

que les esprits s'y attendent que M. Mendès-France se fait entendre lorsqu'il rappelle que *gouverner c'est choisir*.

Si l'on a pu percevoir à l'Assemblée les signes d'une salutaire prise de conscience, c'est que l'heure des résolutions viriles approche et que le pays s'en rend compte. Les événements ne lui prouvent-ils pas chaque jour que l'immobilisme ne protège pas des périls et qu'*il n'y a de salut que dans la marche en avant* ?

Autour de nous, le rythme des évolutions et des transformations est vertigineux. Un monde dur et réaliste est impitoyable à ceux qui traînent sur la route.

Après les secousses épuisantes de la guerre, certains ont pu se laisser tenter par le vain espoir d'une quiétude retrouvée. Mais la nostalgie de la douceur de vivre ne fournit pas une règle de conduite.

Il n'a pas de sens, le conseil d'un lâche égoïsme qui murmure à nos oreilles : « Ceci durera bien autant que nous. » Non, cela ne peut plus durer autant que nous et chacun le sent bien.

Ce peuple veut vivre, respirer à pleins poumons, diriger ses regards vers l'avenir. Il veut mériter son propre respect, comme celui des autres. Un dur labeur l'attend, il le sait et il n'en a pas peur [13].

Le temps des choix est la saison de l'espoir. L'avenir appartient à qui sait opter onéreusement. Dans une déclaration de président du Conseil désigné, qui marque dans l'histoire de la IV[e] République, M. Mendès-France a rappelé que rien n'est perdu mais que tout est coûteux.

Il est en notre pouvoir d'arrêter le pays sur la pente fatale et d'opérer le redressement que le monde entier attend, dont le monde entier et la paix ont besoin, et de restituer à la France sa prospérité, son rang et les moyens d'accomplir sa mission !...

Or, c'est ma conviction que les principaux problèmes français doivent être considérés comme un tout, que leur solution

13. Pierre Mendès-France, *Gouverner c'est choisir*, 1953, pp. 145-146.

est une. Il n'y a pas une maladie de nos finances, une autre de notre économie, une faiblesse de notre diplomatie, une crise de l'Union Française, appelant chacune des remèdes distincts. Les causes sont les mêmes, les mesures à prendre forment un tout indivisible...

La cause fondamentale des maux qui accablent le pays, c'est la multiplicité et le poids des tâches qu'il entend assumer à la fois : reconstruction, modernisation et équipement, développement des pays d'outre-mer, amélioration du niveau de vie et réformes sociales, exportations, guerre en Indochine, grande et puissante armée en Europe, etc. Or, l'événement a confirmé ce que la réflexion permettait de prévoir : on ne peut pas tout faire à la fois. Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Choisir, cela ne veut pas dire forcément éliminer ceci ou cela, mais réduire ici et parfois augmenter là; en d'autres termes, fixer des rangs de priorité [14].

C'est l'avenir de la France qui est en jeu, c'est-à-dire sa jeunesse. Il incombe aux jeunes de participer activement au choix de leur avenir.

Ne dites pas... « Nous n'y pouvons rien, nous autres jeunes, nous n'avons pas la parole. » Écoutez bien ceci : il n'y a pas d'exemple qu'un peuple, qu'une nation ait jamais résisté à la volonté de sa jeunesse. Votre sort est en jeu; vous ne pouvez vous en désintéresser. Défendez-vous. Il est grand temps [15].

Les chances de la sagesse

Au terme d'un septennat, qui fut une grande présidence, M. Vincent Auriol est certes qualifié pour porter sur les chances de la France, qu'il a éprouvées, un jugement d'expert. Il sait que tout ne va pas mal en France,

14. *Journal Officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale) du 4 juin 1953.
15. Pierre Mendès-France, *op. cit*, p. 13.

que peut-être nulle part il n'y a autant d'ordre profond que lorsque le désordre règne à Paris.

Convient-il de s'hypnotiser sur les soubresauts politiques et les crises ministérielles? Ils ne doivent pas masquer cette réalité plus profonde, à savoir que l'unité morale du pays, mise en danger par les cataclysmes qui l'avaient ébranlé, se refait peu à peu dans l'action. L'individualisme, qui est un des traits les plus accusés de notre tempérament national, et qui fait de chaque Français un parti différent des autres, pourrait — à cet égard — faire illusion; mais ne faut-il pas plutôt se féliciter que, depuis la Libération, il n'ait jamais, comme il eût pu le faire à la faveur des circonstances, dégénéré en anarchie ni en désordre [16]?

Il sait le prix d'une administration stable qui supplée aux instabilités des gouvernements : « Ailleurs, quand les gouvernements changent, les administrations changent également. Heureusement, il n'en est pas de même en France. » Mais il n'ignore pas que cette administration est en butte « aux assauts des grandes corporations et des grandes féodalités d'intérêts », et qu' « il faut mettre un terme à ces assauts si l'on ne veut pas voir déchiquetée l'autorité de l'État » [17].

Il importe

que se réforment au plus tôt nos mœurs politiques et sociales..., que les grands gérants économiques de la nation, les chefs d'exploitations industrielles, agricoles, commerçants, comprennent qu'on ne peut pas, sans créer un état de révolte et de trouble, fonder la prospérité des uns sur la misère des autres, refuser au travail sa dignité et sa part légitime dans la production des richesses, assurer l'ordre social dans l'injustice et l'inégalité [18].

16. Réponse aux vœux de nouvel an du Corps diplomatique, le 31 décembre 1953 (*Le Monde*, 2 janvier 1954).

17. Réponse aux vœux des Corps constitués, le 1er janvier 1954 (*Le Monde*, 3-4 janvier 1954).

18. Message radiodiffusé de fin d'année (30 décembre 1953; *Le Monde*, 1er janvier 1954).

Mais il faut aussi « que les hommes responsables de la politique de la France aient la fermeté de restaurer cette autorité contre les assauts des grandes coalitions d'intérêts et des féodalités corporatives [19] ». Les institutions elles-mêmes « demandent des corrections prudentes, mais indispensables au bon fonctionnement du régime parlementaire. L'État est menacé dans son autorité, son indépendance, son efficacité [20] ».

C'est ce thème qu'a repris dès sa première parole présidentielle le nouveau chef de l'État qui vint d'émerger du sein d'un treizième scrutin :

Il faut que nous n'oublions, ni les uns ni les autres, qu'un régime ne sait se défendre que s'il sait se réformer [21].

Il en parla naguère avec une verve de jeune sénateur, enraciné dans l'histoire gauloise :

Notre vieux pays celte est ardent à la dispute, prompt à la critique et d'humeur changeante. Ce sont là des traits de notre caractère que se sont accordés à relever tous nos historiens, de Jules César à Charles de Gaulle. Ce n'est pas une des moindres vertus d'un régime parlementaire que de canaliser cette mobilité passionnée. A vouloir trop fortement la contraindre on s'exposerait, tôt ou tard, à de trop violentes subversions. Les plus récentes épreuves, chez nous comme chez nos voisins, n'ont certes pas infirmé le mot de Cavour : « La pire des Chambres vaut encore mieux que la meilleure des anti-chambres. » Or, depuis 1789, un seul gouvernement parlementaire a pu durer huit années. Mais la chute du ministère Guizot a entraîné la chute du régime. Voilà qui n'est pas pour nous incliner à la recherche de l'absolu.

Et pourtant, dans notre longue histoire il est peu d'époques où la France ait eu aussi grand besoin d'un gouvernement « constant et ferme en ses desseins ». Une Assemblée

19. *Ibid.*

20. Allocution lors de la passation des pouvoirs présidentiels, le 16 janvier 1954 (*Le Monde*, 17-18 janvier 1954).

21. Allocution de M. René Coty à la cérémonie d'investiture, le 23 décembre 1953 (*Le Monde*, 25 décembre 1953).

omnipotente, qui tient sans cesse et sans recours, à sa merci le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif, n'a jamais pu et ne pourra jamais, en France, réaliser un tel gouvernement.

Reste la voie médiane d'un véritable régime parlementaire où, à l'exemple d'autres démocraties, nous pouvons et nous devons réellement équilibrer, dans leur nécessaire coopération, et la représentation et le gouvernement de notre pays [22].

La sagesse est-elle normande? « On nous accuse de ne dire ni oui ni non, ajoute le Président dont nous recueillons les sentences. Mais c'est parce que nous savons que peu de problèmes se résolvent brutalement par oui ou par non [23]. » Il en est certes ainsi des chances de la France.

Mais la France qui a toujours sa chance, ne la réalisera que grâce à ses choix.

JEAN THOMAS.

22. Rapport concernant la révision de certains articles de la Constitution, présenté au Conseil de la République par M. René Coty (Annexe au procès-verbal de la séance du 28 décembre 1950).

23. *Le Figaro littéraire,* 2 janvier 1954.

LE SACERDOCE DES PRÊTRES-OUVRIERS

Depuis qu'a été mise en cause l'existence des prêtres-ouvriers, les problèmes que pose leur expérience missionnaire dans l'Église se sont décantés, au bénéfice d'une réflexion sur leur sacerdoce même, avant toutes autres questions, si importantes soient-elles. La gravité confiante avec laquelle, individuellement et collectivement, depuis trois mois, eux-mêmes ont poussé cette réflexion, est le signe émouvant d'un approfondissement dont il importe de faire le point, contre des sentiments ou des concessions équivoques.

Si leur sacerdoce a été mis en cause, c'est sur la base d'une définition qui se présente ainsi : le sacerdoce est une profession comportant des fonctions essentielles : l'adoration de la prière, la célébration du sacrifice de la messe, le ministère des sacrements, l'enseignement catéchétique et pastoral. Il est bien clair que, à partir de là, le sacerdoce des prêtres-ouvriers doit apparaître comme un sacerdoce diminué, puisque, n'ayant pas en charge une communauté chrétienne constituée, ils n'ont pas à exercer continûment telle ou telle de ces fonctions. Pareille amputation ne paraît alors tolérable que pour subvenir à des circonstances lamentables, en face desquelles on ne consent qu'à grand regret à un état doctrinal et apostoliquement anormal. Les plus belles ferveurs et les plus grands renoncements ne peuvent compenser cet échec à la nature du sacerdoce.

S'il en est ainsi, les prêtres-ouvriers devront en effet se résigner à une douleur qui blesse leur conviction apostolique, et ne consentir à leur état diminué que comme à un effet de la déchéance de l'Église dans le monde ouvrier. Mais nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi ; et une théologie totale du sacerdoce et de son rôle nous paraît donner une autre vision du problème.

Il n'est certes pas question de mettre en doute les fonctions énoncées ci-dessus, comme constitutives du sacerdoce de l'Église : c'est là une doctrine de foi, dans la substance même de l'Église. Mais nous refusons de limiter le sacerdoce à ces fonctions sacramentelles et cultuelles, parce que ces fonctions mêmes supposent comme leur fondement et leur principe vital *le témoignage de la foi, comme premier acte de l'Église du Christ dans le monde.* Sans cette foi présente et proclamée, les fonctions sacramentaires du sacerdoce demeureraient sans contenu humain ni chrétien : les sacrements sont, à la lettre, des *sacramenta fidei.* (Cf. *Directoire pour la pastorale des sacrements,* publié par l'assemblée plénière de l'Épiscopat de France (1951), art. 5 et 10). Lorsqu'une collectivité humaine, géographiquement ou socialement constituée, existe en dehors de la foi et du Mystère du Christ, la fonction première du sacerdoce est précisément de porter à ce monde non chrétien le témoignage de la foi et du Mystère du Christ. Ce n'est qu'à l'intérieur de ce témoignage que se fera l'initiation sacramentelle. La foi n'est pas une simple condition préalable, rapidement présupposée, mais la substance même du message apostolique, dans son acte premier. La première fonction du sacerdoce est donc de donner aux hommes la Parole de Dieu, là même où les hommes la peuvent entendre, là même où ils sont.

Les travaux récents, tels ceux du P. Rétif en France, ont mis fortement en valeur cet acte premier de l'évangélisation. Qu'il s'agisse de l'Église primitive, qu'il s'agisse des directives pontificales par la Congrégation

de la Propagande, le message évangélique se présente d'abord comme le choc d'un « kégygme [1] », dont la valeur apparaît éclatante vis-à-vis du non-chrétien, avant qu'il soit question de « didachè » (catéchèse organisée), avant qu'il soit question de sacrement. Une Église équipée, constituée, plantée déjà dans une société humaine, voit naturellement se réduire l'étendue et le rôle de ce « kérygme » ; mais périodiquement, dans l'Église, face à des mondes nouveaux non baptisés, réapparaît cette fonction propre, sans détriment pour le sacrement qui, dès qu'on le pourra — rapidement pour tel ou tel individu, lentement pour la communauté humaine en question et pour sa civilisation — réalisera enfin intégralement le Mystère du Christ, reçu dans la foi.

Vient ici spontanément sur nos lèvres le mot qui, en France, depuis dix ans, exprime l'extrême sensibilité apostolique à une pareille situation dans le monde nouveau qui se construit, tel un continent géographique encore inconnu, et spécialement dans le monde ouvrier. L'Église est en « état de mission ». Ce mot du cardinal Suhard est devenu un leitmotiv : n'en dénaturons pas le sens irréductible, en dissolvant son contenu dans une ferveur qui n'en mesurerait plus la portée. Il est inévitable qu'une Église établie en solide chrétienté soit surprise de ce nouvel « état » ; l'apparente déchéance de cet état ne doit pas dissimuler l'espérance qui saisit l'apôtre devant un monde nouveau à qui porter le témoignage du Christ, tout comme l'Église primitive fut saisie par l'Esprit pour porter le message évangélique aux « gentils ». Nous ne pouvons consentir à situer cet acte *missionnaire* en marge des fonctions propres du sacerdoce, comme un simple épisode préalable.

Comment ne pas observer que, au delà du cas des prêtres-ouvriers, c'est contre un certain statut mission-

1. Du grec κήρυγμα : proclamation par héraut, crieur public.

naire du sacerdoce qu'on sent monter des réserves, parfois des suspicions. Il est clair que, dans son axe missionnaire, la Mission de France a été amenée à souligner le primat de l'évangélisation proprement dite sur les fonctions cultuelles, non certes pour les traiter de secondaires, mais pour porter le message au non-chrétien, message qui amènera ensuite ce peuple à la vie sacramentelle, et, comme on dit, aux pratiques ; et non vice-versa. Le missionnaire comme tel, est très précisément celui qui s'adresse au non-chrétien comme tel.

Il est alors normal qu'une théologie du sacerdoce, devant si haut appel apostolique — que ce soit pour des continents païens, tels la Chine ou l'Afrique noire, que ce soit pour des blocs nouveaux d'humanité ayant accès à une conscience collective, tel le monde ouvrier, et demain le monde paysan — éprouve le besoin de mieux équilibrer les données complexes et complémentaires de la Révélation sur le sacerdoce dans l'Église. La spiritualité sacerdotale répandue parmi nous a été construite à partir d'un ministère de chrétienté établie ; il était inévitable que soit estompée là la fonction première du message aux non-chrétiens, au bénéfice des fonctions particulières du « lévite ». Dans sa lettre pastorale sur *Le Prêtre dans la Cité* (1949), le cardinal Suhard disait : « La fonction sacerdotale, identique dans sa nature, peut prendre, et a pris en fait, au cours des âges, des formes et des fonctions diverses, où le caractère royal, prophétique, ou cultuel est tour à tour mis en valeur... L'engagement du « prêtre-missionnaire » — pléonasme qu'excusera la pauvreté de notre vocabulaire — est, pour une part, lié aux conditions historiques actuelles, et, parfois, à des nécessités locales... Sa tâche s'en ressentira : elle ne consistera pas, en son premier moment, à baptiser des individus, mais, selon une formule souvent répétée, à planter l'Église, en pleine masse, en tous milieux. Un tel programme suppose un immense effort. Et d'abord un effort de pensée. Il nous faudra long-

temps, peut-être, pour nous déshabituer de certaines « méthodes » de chrétienté médiévale. Nous avons et nous aurons beaucoup de peine à sortir des cadres tracés, d'une façon si légitime à cette époque, par une théologie *qui ne pouvait tirer ses inductions que du fait chrétien*. Aussi est-ce à l'approfondissement théologique de la notion du sacerdoce, et à l'élaboration parallèle d'une spiritualité sacerdotale que l'effort essentiel, d'analyse et de synthèse, reste à appliquer » (pp. 48, 50). Nous y sommes.

Le sacerdoce ne se définit pas seulement par sa fonction de continuer sacramentellement le Mystère du Christ dans des communautés constituées ; il a aussi la fonction, la mission d'évangéliser les Gentils. Il n'est pas seulement la charpente de l'Église déjà établie ; il est la puissance organique de l'Évangile parmi les nations. Il est « missionnaire », comme il apparaît à l'évidence dans les instructions de la Congrégation de la Propagande.

A poser ainsi les exigences premières de la foi, du témoignage de la foi, du témoignage de l'Église du Christ dans le monde, on en vient à mieux mesurer les dimensions de l'Église elle-même. Nous ne nous dissimulerons pas que nous allons là à l'encontre de certaine théologie scolaire, qui, pour les besoins d'une contre-réforme, a porté ses insistances sur l'appareil sacramentaire, face à l'hérésie qui dressait la foi contre cet appareil. Les travaux du P. Congar, entre autres, ont montré que, au delà de cette théologie polémique, un moment avantageuse mais unilatérale, nous rejoignons aujourd'hui la totalité d'une ecclésiologie, jadis enseignée par les Pères et les grands maîtres du XIII[e] siècle. La question posée sur les prêtres-ouvriers n'est que la pointe d'une élaboration doctrinale qui, magnifiquement, ressaisit aujourd'hui l'ensemble des fonctions du Corps mystique du Christ, dans la répartition des « offices et

états », pour une Unité majeure, en face d'un monde prodigieusement nouveau. Il n'est pas surprenant que nous en éprouvions quelque émotion, et parfois, devant les conséquences pratiques, quelque surprise. M. H. Bénazet est scandalisé par ces « missionnaires style Suhard » (*Aurore*, 16 novembre 1953).

Nous élargirions volontiers cette perspective pour situer dans la même ligne ce trait, souvent observé, du réveil spirituel de l'Église : les vertus de foi, d'espérance et de charité y exercent un primat « théologal » qui commande les actes, pourtant si élevés en régime d'incarnation du Christ, de la vertu morale de religion ; la foi et son témoignage n'y sont pas tant obligatoires en raison d'un précepte, que nécessaires en tant que principe de vie et loi de l'Évangile. (Cf. saint Thomas, Iª IIæ, q. 100, a. 4, ad 1). Sous cette formulation technique du théologien, nous pouvons qualifier l'acte majeur du mouvement missionnaire actuel. C'est bien ce mouvement missionnaire qui est ici en cause.

Reste alors le problème concret de l'engagement de certains prêtres dans la condition ouvrière : c'est ici le drame, non de l'apostasie de la classe ouvrière, mais de sa naissance et formation hors toute christianisation. L'Église est, à la lettre, pour le monde ouvrier, une étrangère.

Ce n'est pas le lieu de traiter ce point ; il est cependant évident que la perspective doctrinale ci-dessus rappelée autorise d'avance la *vérité apostolique et sacerdotale* de ce ministère[2]. Quelles que soient les modalités d'un statut à établir, il apparaît que ce ministère est commandé par un acte premier (et très difficile) de *présence* (au sens fort que nous donnons aujourd'hui à ce mot) : une présence d'Église, que seule réalise, dans la circons-

2. « Plus que le travail c'est la mission qui spécifie leur action », J.-P. Dubois-Dumée, *Revue Nouvelle*, nov. 1953, p. 425.

tance, une communion de vie. Comment baptiser une civilisation si l'on n'y entre pas ?

Une *présence*, ce n'est certes pas encore un « enseignement » (didachè), ni un sacrement. Mais c'est la condition de la parole, y compris de la Parole de Dieu. C'est, dans toute la forme du terme (et l'émotion populaire devant la mise en question des prêtres-ouvriers le prouve), un témoignage efficace de foi. C'est la première expression, souvent silencieuse en *mots*, mais toujours *en acte*, d'une vraie évangélisation, et du visage alors visible de l'Église.

Les conditions inéluctables d'une présence, par-dessus l'abîme des absences et les murs de séparation, sont à observer et à mesurer. Mais, si l'on rend au sacerdoce sa première dimension, ces conditions, posées par la Hiérarchie, ne se présenteront plus comme des concessions misérables et regrettables, mais au contraire comme une garantie de la présence de l'Esprit dans l'Église et une espérance chrétienne dans le monde qui se prépare.

fr. M.-D. Chenu, O.P.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1954. — Imprimeur, n° 1.047.
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier. N.M.P.P.

Collection
« CAHIERS DE LA VIE SPIRITUELLE »

Vient de paraître :

L'AMOUR DU PROCHAIN

par M. CARROUGES, M. CHASTAING, H. EY, A. GRAIL, o.p. M. LEDOUX, P. LE GUILLOU, o. p., H. NODET, A. PLÉ, o. p., P. RICŒUR, P. RAMLOT, o. p., J. THOMAS, o. p., F. FILLIOZAT, G. MOUNIN, D. NOTHOMB, des Pères Blancs.

Un volume in-8° couronne de 408 pages : 600 fr.

Le traité théologique de la charité, vraiment complet, n'existe pas.

Le présent ouvrage ne prétend pas constituer ce traité de la charité, tant attendu. Il voudrait seulement le préparer. Il est le fruit de journées d'études où les rapports et les discussions tournaient autour de ce thème. Il s'agissait de reconnaître le terrain, de dégager les grands axes du traité, de poser les grandes questions et d'en esquisser les solutions possibles. Ces journées ne groupaient pas seulement des exégètes et des théologiens ; on avait fait appel à un représentant qualifié des sciences qui, à des titres divers, s'intéressent aux relations des hommes entre eux. Le « sens de l'autre », la relation à autrui ne sont pas seulement parmi les thèmes majeurs des existentialistes : la psychologie de l'enfance, la sociologie, l'économie politique, chacune à sa manière, donnent de plus en plus d'importance aux relations humaines.

Si incomplets — même en leur domaine — que soient ces chapitres, leur présence suffira à suggérer la nature des questions que pose à ces sciences la charité fraternelle et celles qu'elles posent à la théologie.

Ouvrages parus dans la même collection :

L'Eglise et le pécheur (2e éd.), 224 p. 300 fr.
L'oraison, 300 p. . . . . 300 fr.
Prudence chrétienne, 216 p. . . . 300 fr.
L'ascèse chrétienne et l'homme contemporain, 368 p. . . . . 600 fr.

●

LES ÉDITIONS DU CERF